

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par Georges VIDALENC (1885-1967)

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière* (C.E.O.)
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)

édition en 1969
par la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière* (C.G.T.-F.O.)
avec le timbre de la *Fédération du Livre C.G.T.-F.O.*

Chapitre 6^{ème}:

L'ENTRE-DEUX GUERRES ET LE SYNDICALISME CONSTRUCTIF

La première guerre mondiale provoqua des bouleversements considérables et inattendus dans la vie des peuples, dans les conditions économiques comme dans les mentalités. Les vieilles conceptions politiques, morales et sociales furent profondément ébranlées, parfois même détruites et l'arrêt des hostilités en novembre 1918, contrairement à ce qu'avaient pu croire et espérer nombre d'esprits qui voyaient mal la complexité des problèmes, n'amena nullement le rétablissement de l'ordre et de l'état de choses anciens et pas davantage le retour aux anciennes modalités de pensée, aux anciennes traditions et disciplines.

Beaucoup d'institutions et de groupements avaient, pendant cinq ans, perdu toute activité et même toute signification, beaucoup d'hommes devaient ne pas revenir et beaucoup d'autres revenaient étran-gement transformés. De nouvelles conditions de vie et de travail, un nouveau comportement social, de nouvelles méthodes de lutte allaient intervenir, de nouveaux problèmes allaient se poser, compliqués d'éléments jusqu'alors inconnus, de nouvelles solutions allaient devoir être envisagées. Un monde avait disparu, monde dont certains évoqueront plus tard, avec nostalgie mais non sans ignorance, le charme ni la facilité; un monde nouveau apparaissait, mal déterminé encore, mais certainement plus rude et plus âpre, instable, mouvant, déconcertant, qui offrait, semblait-il, des possibilités infinies, mais qui conservait néanmoins nombre des caractères de l'organisation économique et sociale d'autrefois, notamment le rôle prépondérant de certaines classes traditionnellement privilégiées et la suprématie du capital dans l'économie, suprématie que les variations fréquentes des monnaies allaient encore renforcer.

Quoi qu'il en soit, 1919 ne continuait pas purement et simplement 1914. Pour la France un million et demi de morts dans la partie la plus saine, la plus vigoureuse, la plus active, la plus riche de possibilités de la population, c'était une perte de substance et de valeurs dont nous subissons encore les conséquences quarante-cinq ans après, cela créait un vide immense, un hiatus entre les générations, cela entraînait des conditions nouvelles de vie et d'organisation syndicales, de nouveaux problèmes humains, à adapter à une activité économique transformée.

La mentalité ouvrière se trouve elle aussi bouleversée par un brassage de populations sans précédent, par le contact prolongé avec d'autres groupes sociaux, par les émotions, les angoisses, les privations de la

guerre elle-même, par l'apparition de nouveaux problèmes ou par l'aspect nouveau de problèmes anciens. Pendant près de cinq années les ouvriers mobilisés aux armées et ceux qui le furent dans les usines d'armement s'étaient trouvés séparés et sans grandes possibilités de liaison. Après l'armistice il faudra un certain temps avant que les organisations se reconstituent, que les hommes se retrouvent et se remettent à penser et à travailler en commun. Nous n'avons pas à retracer ici les incertitudes, les hésitations et les fluctuations de la mentalité ouvrière pendant la guerre et à son propos, ni les réactions de certains groupes ou de certains militants en présence du conflit. Cela a été fait excellemment dans un ouvrage d'Alfred Rosmer (426).

Par la force des choses, la classe ouvrière française avait pris conscience du fait «*nation*», réalité que les servitudes archaïques d'une armée assez peu démocratiques et l'intervention constante des troupes dans les grèves, lui avaient parfois dissimulée. En fait le vieil esprit internationaliste syndical: «*Les prolétaires n'ont pas de patrie*», n'avait guère subsisté en 1914 que dans quelques petits groupes qui prirent de l'importance à mesure que la prolongation des hostilités augmentait les ruines et les deuils. D'autre part la révolution russe, avec le grand espoir et l'immense enthousiasme qu'elle souleva dans les masses populaires, allait poser, sous de nouvelles formes et avec de nouveaux arguments, le problème de la révolution et de la prise du pouvoir et par contre coup, tout cela allait bousculer les positions traditionnelles du prolétariat sur nombre d'autres questions: la lutte contre le capitalisme et son nouveau visage, l'abolition du salariat et la dictature du prolétariat, le régime du travail dans des sociétés où le machinisme et l'organisation scientifique vont régner en maîtres, l'internationalisme lui-même. Mais elle allait surtout faire rebondir le vieux débat au sujet des relations à établir entre l'action politique et l'action syndicale.

On devait vite s'apercevoir que des conditions nouvelles d'organisation étaient intervenues dans la vie économique et qu'elles amenaient dans la vie des entreprises des transformations dont il faudrait tenir compte. A la faveur de la guerre et des productions intenses qu'elle avait exigées, notamment dans le domaine des industries sidérurgiques et métallurgiques, nombre d'entreprises avaient pris une ampleur jusqu'alors inconnue, elles avaient eu recours à de nouvelles méthodes d'organisation, développé puissamment leur outillage et leur équipement; fait appel à des effectifs de plus en plus nombreux, notamment en utilisant la main d'œuvre féminine et les travailleurs étrangers qui remplaçaient les mobilisés aux armées. Cet afflux massif des femmes dans la vie industrielle allait modifier par la suite, assez sensiblement la composition des milieux syndicaux et leur mentalité, en effet beaucoup de ces ouvrières de guerre ne voulaient ou ne purent pas quitter les ateliers et les usines où elles avaient fait la preuve de leur aptitude au travail industriel et obtenu des salaires qui leur paraissaient avantageux par rapport à ceux des métiers féminins. Elles souhaitaient les conserver d'autant plus qu'en raison de l'augmentation constante et rapide des prix, ces salaires étaient désormais nécessaires à l'équilibre du budget familial. Est-il besoin d'ajouter qu'avec ce nouveau rythme d'existence, le comportement et la mentalité se trouvèrent aussi notablement modifiés dans la famille ouvrière?

C'est un peuple transformé qui se remettait au travail, à un travail autrement organisé, c'est un monde ouvrier différent qui allait reprendre la lutte contre des adversaires également transformés.

«La guerre de 1914-18 devait avoir une influence caractéristique sur l'évolution du syndicalisme. Le prolétariat apprit à mesurer l'ampleur de son rôle dans l'industrie. Les difficultés de la vie le contraignirent à accentuer ses revendications, et surtout les femmes, en remplaçant les hommes dans les usines, à la terre, dans les administrations, furent arrachées à leurs travaux ménagers et au sentiment d'infériorité sociale, dont beaucoup s'étaient accommodées.

C'est par millions qu'elles entrèrent dans les fabriques et dans les bureaux. Elles apportèrent aux groupements professionnels des éléments nouveaux et qui ne seraient pas les moins actifs. Au contraire leurs revendications se feraient d'autant plus pressantes que leurs salaires restaient, dans toutes les professions, au dessous de ceux des hommes. Elles participèrent aux grèves qui éclatèrent alors, grèves pour la majoration des salaires dans la région parisienne surtout. Ainsi se forma pour le syndicalisme, un nouveau milieu de recrutement qui augmenterait très vite les effectifs, et les résultats devinrent très apparents dans les années qui suivirent la guerre et ne laissèrent pas d'inquiéter la bourgeoisie européenne.

L'accession des femmes au syndicalisme était un phénomène d'autant plus important que, jusque là, elles s'étaient tenues à l'écart des partis ouvriers comme des groupements professionnels, éduquées par leur coopération dans les administrations et les usines, elles y réclamaient leur place, mais elles formulaient parfois des exigences plus retentissantes que celles des hommes. Elles cessaient de constituer un milieu passif, indifférent où le patronat pouvait puiser sans s'exposer à une résistance» (427).

(426) A. Rosmer, «*Le mouvement ouvrier pendant la guerre*», t.1: «*De l'Union sacrée à Zimmerwald*». Paris, 1936. Le tome 2 a été publié en 1959.

(427) Paul Louis, «*La puissance ouvrière*», Paris, 1946, p.139.

C'est aussi à la faveur des fabrications de guerre et de leurs exigences impératives, comme des facilités financières qu'elles permettaient, que s'est répandue et généralisée en France, cette organisation scientifique, cette rationalisation systématique du travail, déjà bien connue aux États-Unis et à laquelle est associée le nom de l'ingénieur Frédéric Winslow Taylor, dont nous n'avions connu, avant 1914, que quelques exemples, notamment en matière de chronométrage et d'étude des temps, tentatives d'ailleurs souvent maladroites et mal accueillies dans les milieux ouvriers.

Pendant la guerre, pour obtenir un rendement plus considérable et des résultats plus rapides, et aussi pour utiliser au maximum un personnel nouveau, souvent sans qualification professionnelle, les entreprises avaient instauré ou développé, pour leurs fabrications en grande série, une division très poussée du travail, les opérations à la chaîne, le chronométrage, mais sans toujours bien voir les répercussions que ces méthodes et ce rythme pouvaient avoir sur l'état physique et moral de leur personnel, sur «*le matériel humain*», comme on commençait à dire. Ceux mêmes qui pouvaient les apercevoir ne s'en souciaient pas outre mesure, car les ouvriers mobilisés, affectés spéciaux ou en sursis d'appel, étaient évidemment contraints à la docilité et la menace d'envoi aux armées pour indiscipline, incitait à la prudence. «*Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre*», déclarait le 13 janvier 1915 Alexandre Millerand, alors Ministre de la Guerre. Cette affirmation superbement héroïque, qui réclamait l'abnégation pour les autres, avait au moins le mérite d'être claire et la délégation de la *Fédération des Métaux* à qui elle fut faite, ne s'y méprit pas. Les exigences de la défense nationale et les besoins de l'armée n'étaient certes pas contestables, mais si l'on écartait avec cette belle désinvolture les garanties des travailleurs, on se gardait bien de toucher, même d'une main légère, aux priviléges et bénéfices des employeurs, et les marchands de canons, fournisseurs de matériel de guerre, munitionnaires en tous genres et mercantis de tout acabit dans les textiles ou l'alimentation devaient réaliser de confortables et scandaleuses fortunes, auxquelles le fisc ne s'intéressait qu'avec une extrême prudence et une réserve de bon aloi. Évidemment Millerand ne songeait pas à proclamer: «*Plus de trusts, plus de spéculateurs, plus de marchés frauduleux, plus de superbénéfices*».

Mais ces nouvelles méthodes d'organisation et leurs conséquences devaient provoquer par la suite de multiples réactions. Il est évident que cette évolution qui, à l'origine, ne se préoccupait que de rendement professionnel, faisait trop bon marché du bien-être et de la santé du travailleur lui-même. Si les ingénieurs et techniciens applaudissaient en général à ces méthodes nouvelles pleines d'ingéniosité et aux cadences accélérées qui augmentaient la productivité, elles provoquaient maintes réserves justifiées et quelques inquiétudes chez les économistes, les psychologues, les médecins du travail, les sociologues, et plus encore chez les exécutants, réduits au rôle de serviteurs de la machine et soumis à un rythme de travail qui entraînait une tension nerveuse jusqu'alors inconnue dans leurs métiers.

Dès 1916 M. J.M. Lahy, étudiant la méthode Taylor, signalait les erreurs, les exagérations et les dangers d'un système où l'on prétend ne se préoccuper que de l'accroissement de la production:

«L'ouvrier, bien que donnant à l'usine la majeure partie de son temps et de ses forces, ne cesse pas d'être un homme, dont l'action tend à des buts divers. L'assimiler à une machine, sous prétexte qu'il assume une besogne où la part intellectuelle est réduite, sert à accroître encore son infériorité. C'est à ce préjugé, d'autant plus révoltant que dans l'état social actuel, le choix des professions ne résulte pas d'une sélection psychologique préalable, mais se trouve livré au hasard des circonstances, que sont dus et le mépris avec lequel Taylor considère les manœuvres de ses usines et l'hostilité qui, en France, a accueilli le système...»

«N'est-ce pas commettre enfin une grave erreur du point de vue professionnel, que de méconnaître l'usage de plus en plus répandu de la machine qui, se substituant à l'homme, lui impose un travail de surveillance, d'attention, d'adaptation rapide et sûre, pour lesquelles des qualités mentales sont indispensables» (428).

Instinctivement les ouvriers avaient senti tout cela. Ils résistaient de toutes leurs forces à la rationalisation trop poussée, à l'accélération des cadences, au chronométrage, non par simple routine, paresse d'esprit, ignorance et attachement irraisonnée aux vieux usages, comme on les en a souvent accusés, mais parce qu'ils craignaient le chômage technologique contre lequel rien ne les prémunissait, parce qu'ils défendaient leur force de travail et leur santé que les nouvelles cadences pouvaient épuiser en peu de temps, parce qu'on ne leur concédait aucune part des profits supplémentaires réalisés par l'entreprise grâce à ces modernisations, et surtout parce que l'incompréhension de certains novateurs les réduisait à n'être plus que des rouages dans la fabrication, leur enlevait toute personnalité, et ridiculisait ou rendait inutile, cette qualification professionnelle, cette habileté technique qui était leur fierté. Ils avaient résisté, même pendant la guerre, alors que toute action syndicale et toute protestation personnelle étaient rendues difficiles par la toute puissance des autorités militaires, mais ils réagirent bien davantage après l'armistice et c'est une des causes du malaise profond qui régna alors pendant de longs mois dans la plupart des secteurs industriels. Qu'on ne

(428) J.M. Lahy, «*Le système Taylor et la physiologie du travail professionnel*», Paris, 1916, p.2.

s'y méprenne pas pourtant! Il ne s'agit pas, pour les travailleurs, de condamner à priori un nouvel outillage ou de nouvelles méthodes de production et le temps n'est plus aux bris de machines, mais il s'agit d'obtenir des employeurs les transitions et aménagements indispensables et aussi les compensations légitimes afin que les salariés ne fassent pas seuls les frais de cette transformation. Il leur paraissait raisonnable que les servitudes et inconvénients inséparables du travail à la chaîne fussent compensés par des améliorations économiques et sociales dans la condition ouvrière.

Plus tard le sociologue Georges Friedmann, dans ses études sur le travail humain, mettra en lumière les différents aspects de cette transformation qui commençait à s'opérer vers 1920:

«Le travail à la chaîne ne mérite ni excès d'honneur, ni indignité, ni l'apologie naïve ou grossière de certains "techniciques", ni la pathétique malédiction de certains romanciers. C'est une étape fondamentale de l'histoire contemporaine de l'industrie, où nous nous trouvons encore et dont le dépassement se laisse à peine entrevoir. Il est difficile, mais il n'est pas impossible, dès maintenant, de l'immuniser» (429).

Mais Friedmann a écrit cela en 1951. En 1920 on s'intéressait encore fort peu aux problèmes de psycho-technique, comme à ceux des rapports humains dans l'entreprise, en fait le climat de la vie industrielle dans notre pays se prêtait assez mal aux relations pacifiques ou cordiales entre employeurs et ouvriers, même à une simple possibilité de compréhension. Le patronat dont l'autorité s'était trouvée renforcée par les modalités de l'état de guerre et qui n'était que trop enclin à considérer les bénéfices substantiels réalisés comme dus à sa seule activité et à son seul mérite, se résignait mal à accepter, même à simplement discuter, les conditions de travail plus libérales et les rétributions moins chiches qu'exigeaient les ouvriers.

N'oublions pas non plus que l'exemple de la Russie des Soviets, cette organisation socialiste qui s'ébauchait à l'est de l'Europe, provoqua dans les milieux populaires, en même temps qu'un grand enthousiasme et un vif courant de sympathie, une espérance d'autant plus ardente qu'elle était moins précise et qu'on pouvait parer ce nouveau régime de toutes les séductions. Avec le retour de la paix, beaucoup de travailleurs rêvaient d'un monde meilleur et plus équitable, dans lequel les inégalités seraient fortement atténuées et où les masses laborieuses occuperaient la place qui leur était due et aussi d'une organisation harmonieuse des nations qui permettrait d'éviter les conflits armés. On leur avait tant parlé de «*la dernière des guerres*» qu'ils y avaient cru, ils avaient accueilli le président Wilson comme le messager de la bonne nouvelle, ils croyaient que la *Société des Nations* pourrait assurer définitivement la paix et que les relations entre les peuples deviendraient fraternelles. Les masses, qui avaient le plus souffert, qui avaient combattu au front dans les conditions les plus périlleuses et les plus pénibles ou peiné durement dans les usines ou dans les champs, se retrouvaient à l'armistice pleines à la fois de rancunes et d'espérances. Elles escomptaient, trop candidement sans doute, le châtiment des profiteurs et l'établissement d'un régime social plus équitable. Une sorte de messianisme se répandait, notamment dans les grands centres, l'exemple russe semblait indiquer la route, la révolution paraissait possible, elle semblait proche, tout allait changer et les travailleurs, échappant aux dures contraintes qu'ils avaient subies, se libérant des forces qui les avaient opprimés, allaient enfin prendre leur revanche. Certains croyaient imminente l'établissement de la dictature du prolétariat dans tous les pays européens et la plupart attendaient au moins de grandes choses: des réformes de structure de belle ampleur, une véritable politique sociale et non plus, comme on l'avait vu jusqu'alors, quelques réformes de détail concédées comme à regret et souvent remises en question.

Tout cela demeurait singulièrement confus dans la plupart des esprits et s'accompagnait d'ailleurs assez souvent de convoitises personnelles assez égoïstes. Pour un trop grand nombre, l'idée de la révolution c'était un simple changement dans les équipes dirigeantes, la possibilité de jouissances plus nombreuses, des places, des prébendes, des honneurs, des influences dont on comptait bien tirer parti. C'est pourquoi les militants les plus sincères, les plus éprouvés et les plus éclairés, firent entendre de salutaires avertissements, pour rappeler que si la classe ouvrière avait des droits incontestables elle avait aussi des devoirs impérieux, que si elle réclamait, avec raison, des responsabilités, elle devait être en mesure de les assumer avec compétence et en vue du bien commun. Sinon il ne pouvait y avoir que désordre et impuissance, chaos et destructions, et de nouvelles injustices se substituant aux anciennes. Au premier plan de ces syndicalistes clairvoyants et courageux, nous voulons placer Alphonse Merrheim, alors secrétaire général de la *Fédération des Métaux*. Il était de ces militants autodidactes et désintéressés que le syndicalisme suscitait alors par centaines, mais il se classait parmi les meilleurs en raison de sa puissante personnalité, de son intelligence, de son savoir, de son énergie et de la noblesse de son caractère. Il n'était point de ceux qui recherchent dans la démagogie une facile et équivoque popularité, qui se grisent de mots et de formules et qui se plaisent à séduire les foules en flattant leurs pires instincts. Au contraire, il préconisait un comportement

(429) G. Friedmann, «*Où va le travail humain?*», Paris, 1951, p.245.

ment et une morale d'hommes libres mais dignes, il invitait les travailleurs à redoubler d'efforts, à mieux s'organiser, à se cultiver davantage, à étudier notamment les problèmes actuels de la vie économique et du fonctionnement des entreprises et il rappelait durement à la raison et à la décence les beaux parleurs d'estaminets et de réunions publiques, pour qui tout semble toujours facile parce qu'ils ne comprennent rien, ni aux situations qu'ils croient connaître, ni aux problèmes qu'ils prétendent résoudre, ni aux solutions qu'ils préconisent et dont ils laissent d'ailleurs aux autres le soin d'assurer la réalisation. Comme Fernand Pelloutier, dont il pouvait légitimement se réclamer, Merrheim eut volontiers proclamé que les véritables syndicalistes doivent être «*les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même*» (430).

Voici comment, dans une conférence à Corbeil en 1919, il mettait en garde ses camarades qui se laissaient trop facilement séduire par des formules sans consistance:

«*Certains répètent le mot de Révolution sur tous les tons, à tout propos et même hors de propos. La plupart d'entre eux voient dans une Révolution, non pas l'idéal qui nous tient à cœur: la disparition du salariat et la transformation de l'ordre social au bénéfice de la collectivité, de l'ensemble de la classe ouvrière d'un pays, de l'Internationale ouvrière; ce qu'ils voient dans la Révolution c'est la satisfaction des égoïsmes individuels et de leur égoïsme particulier, qui disent: "Je veux la Révolution, moi, pour prendre la place du bourgeois, je veux la Révolution pour pouvoir enfin m'asseoir dans un fauteuil, me mettre dans des appartements meilleurs que ceux que j'ai connus", qui rabaisse la Révolution à la satisfaction de bas appétits individuels, sacrifiant les intérêts de la collectivité à leur intérêt personnel. Je ne suis pas de ces révolutionnaires là. Je n'en suis pas et n'en serai jamais.*

Vous voyez que je pose nettement la question. Pour moi, la Révolution signifie transformation sociale et telle que je l'entrevois, elle a un tout autre caractère; à cette conception "politique" de la Révolution, j'oppose la conception de la Révolution "économique" et qu'elle ne doit pas satisfaire les appétits individuels des uns et des autres. Elle doit bénéficier à la collectivité tout entière, apporter à la classe ouvrière une amélioration, une liberté plus grande, un bien-être qu'elle n'a jamais pu connaître jusqu'à présent et qu'elle ne peut connaître sans développer, intensifier la production» (431).

Sages paroles et qui demeurent, après quarante-cinq ans, d'une brûlante actualité, mais qui n'étaient accueillies sans surprise, ni même sans murmures et protestations et qui n'eurent pas le retentissement qu'on leur pouvait souhaiter. En cette époque d'euphorie économique s'était développée une philosophie de laisser aller et d'insouciance qui gagnait toutes les catégories sociales. La paix était rétablie, on pouvait recommencer à vivre et l'on avait grand besoin de se détendre, les affaires marchaient bien, le travail ne manquait pas, l'abondance semblait revenue et on avait tendance à remettre à plus tard les soucis, les problèmes délicats et toutes les affaires sérieuses. Trop de prolétaires se berçaient d'illusions qui pouvaient devenir dangereuses et se préparaient de douloureux réveils en croyant que la condition ouvrière s'améliorerait désormais automatiquement, sans effort de leur part, qu'ils obtiendraient des salaires sans cesse accrus en travaillant toujours moins, parce que le patronat et la bourgeoisie, dont on leur soulignait à plaisir les déficiences et la déchéance et dont on leur prédisait la fin proche et inévitable, n'oseraient plus leur résister. Il y avait deux millions de syndiqués, chiffre prodigieux! La Journée de huit heures venait d'être légalisée, succès prestigieux! qui faisait oublier les trente années de luttes nécessaires pour l'obtenir. C'était croire trop facilement que le fruit était mûr, qu'il n'y avait plus qu'à tendre la main pour le cueillir, c'était faire trop bon marché des résistances qui allaient se produire, des difficultés économiques qui ne tarderaient pas à surgir. Mais par paresse d'esprit on préférait généralement avoir une vision optimiste des choses. C'était d'ailleurs le moment où, dans toutes les classes de la société, s'épanouissaient avec cynisme: «*le système D*», «*le débrouillage*», «*la resquille*», solutions démoralisantes au premier chef, mais qui séduisaient un trop grand nombre de prolétaires comme de bourgeois.

C'était une rude tâche qu'entreprendre de détruire ces perspectives enchanteresses, de rappeler aux syndiqués qu'ils avaient encore beaucoup à apprendre et beaucoup à travailler, que le capitalisme n'était nullement à bout de forces, ni la bourgeoisie défaillante, ni le patronat résigné à capituler sans résistance et que par ailleurs la carte syndicale ne dispensait nullement de tout autre effort. Mais Merrheim ne répugnait pas aux besognes difficiles et se souciait peu de plaire à ses auditoires.

Dans la préface de sa conférence de Corbeil publiée par *l'Information Économique et Sociale*, il mettait en garde ses camarades contre la griserie des mots et l'attraction des formules faciles, qui endorment les es-

(430) Voir sur Merrheim la brochure que lui a consacrée Édouard Dolléans, Paris, 1936.

(431) Conférence à l'*Union locale* de Corbeil, 19 janvier 1919. On remarquera que ces propos s'apparentent étroitement à l'attitude d'Albert Thierry prêchant «*Le refus de parvenir*» dans ses «*Réflexions sur l'Éducation*», Paris, 1912.

priks et les énergies et conviennent bien mal aux problèmes complexes de la vie économique du 20^{ème} siècle.

«Actuellement les foules vibrent intensément dès qu'on leur parle de relèvement des salaires et de ne pas augmenter leur production. Il est aisément de se faire applaudir frénétiquement en affirmant aux individus dans les réunions, que l'on regorge de produits et qu'ils peuvent sans limites consommer, développer leur bien-être et imposer des salaires proportionnés à leurs désirs personnels de consommation et de vie, sans augmenter la production.

... Non, qu'on ne s'y trompe pas, la réaction s'opérera et l'enthousiasme de cette même foule se calmera. Elle retombera à plat, désorientée et impuissante, à la merci d'une dictature quelconque, d'un César ou d'une réaction qui feront reculer la civilisation.

C'est pourquoi les militants véritables doivent avoir le courage de ne pas actuellement se laisser détourner de leurs principes d'organisation, ni entraîner, ni dominer par cette cohue. Ils doivent, insensibles aux huées et aux calomnies, dire aux foules que ceux qui leur affirment qu'on peut consommer beaucoup et peu produire, trompent les masses ouvrières et leur préparent des lendemains de privations et de souffrances indicibles».

Et il ajoutait cette mise en garde clairvoyante, à l'intention des militants: «Le courage c'est de clamer hautement qu'une révolution purement politique qui hante le cerveau des masses, ne saurait résoudre le problème social dont la guerre a précipité et imposé la solution».

Vision prophétique des problèmes de la productivité qui allaient bientôt se poser impérieusement, comme des crises politiques et économiques qui allaient survenir avec une extraordinaire ampleur dans nombre de pays, de la montée triomphante des régimes dictatoriaux dans une grande partie de l'Europe, des remous et des désillusions, des conflits qui allaient marquer le mouvement syndical français. Malheureusement la clairvoyance de Merrheim ne fut pas alors partagée par le plus grand nombre et l'action ouvrière de cette époque fut souvent contrariée ou annihilée par la médiocrité des moyens ou de certains responsables, qui contrastait étrangement avec l'ampleur des programmes et des rêves, ou dévoyée et stérilisée par une propagande politique, qui, invoquant l'expérience de la révolution bolchévique mal connue et mal comprise, affirmait que la conquête violente du pouvoir était la seule solution à rechercher et que tout le reste n'était qu'attentisme puéril, conformisme petit bourgeois ou trahison des intérêts prolétariens. Au nom du marxisme et du matérialisme dialectique, des propagandistes, mieux pourvus de faconde que d'intelligence et plus riches de slogans que d'informations, mais soigneusement endoctrinés, arrivaient à d'étonnantes conclusions et légitimaient les pires aberrations. Trop ignorants des longues luttes et des traditions syndicales nombre de salariés se laissaient griser par un ne sait quel messianisme.

Quelques améliorations avaient pourtant été consenties par les gouvernements. La loi de huit heures, votée en 1919, faisait enfin une réalité de la vieille revendication prolétarienne des *Trois-Huit*, formulée dès 1886. Il avait fallu plus de trente années pour l'imposer, et sans les bouleversements de la guerre et la nécessité de calmer certaines inquiétudes populaires, peut-être aurait-elle été encore différée par des crises ministérielles ou les tergiversations du Sénat. Elle fut accueillie avec joie dans le monde du travail. Elle allait permettre une meilleure et plus complète récupération des forces, un plus long loisir, elle mettait aux mains des salariés des possibilités nouvelles d'organisation et de formation. Que tous n'aient pas su en profiter au mieux, cela est incontestable, les travailleurs de la base ne sont pas des sous-hommes comme on les considérait autrefois, ni des surhommes comme certains de leurs dirigeants tentaient de le leur faire croire; ils ont, comme tous les hommes, leur part d'imperfections, de défauts, de faiblesse, même de tares, et ils ne surent pas toujours mettre à profit les possibilités qui s'offraient à eux. Toutefois, le vote de la loi attestait la puissance et la maturité du mouvement syndical, la place qu'il prenait désormais dans la nation et qu'il fallait bien lui reconnaître, elle facilitait son effort pour s'intégrer dans la vie de la collectivité, pour améliorer la force de l'efficacité de ses institutions propres comme la qualité de ses militants, pour apporter des solutions aux problèmes de l'heure, pour dépasser le stade simplement revendicatif et devenir un mouvement constructif.

Autre signe des temps. Une loi du 12 mars 1920 vint compléter la loi de 1884, elle élargissait le domaine de l'activité des syndicats en ce qui concerne leur collaboration à des œuvres de prévoyance et de solidarité, elle augmentait leur capacité civile, autorisait certains actes de commerce avec les syndiqués et donnait maintes possibilités aux Unions. Dans la pensée du législateur, cela était destiné à pacifier les syndicats en les orientant vers des activités capitalistes, mais l'effet en fut pratiquement nul, les militants n'ayant guère le goût des opérations commerciales et s'intéressant peu aux aspects juridiques de leur organisation.

Malgré la crise que subissait alors le mouvement, conséquence de l'emprise croissante de la politique

sur les syndicats, la direction confédérale s'affirmait soucieuse des problèmes d'avenir et de la réorganisation de la production dans un monde en proie au chaos et à la recherche de l'intérêt personnel, en face de ruines innombrables. Elle avait demandé au gouvernement responsable la création d'un *Conseil National Économique*, assemblée indispensable dans un monde où l'économique joue un si grand rôle, et sur son refus elle avait créé elle-même un *Conseil Économique du Travail*, destiné à étudier tous les problèmes de la vie économique, abandonnés jusqu'alors aux seules initiatives des chefs d'entreprises et des financiers, car le vieux dogme du libéralisme économique était loin d'être abandonné par les dirigeants de l'industrie et du commerce ou par ceux des partis politiques qui les représentaient au Parlement. Et en leur faveur, les pouvoirs publics renonçaient volontiers aux contraintes qu'ils avaient exercées pendant la guerre.

Ces dirigeants étaient en fait les véritables maîtres du pays, par l'énorme puissance financière qu'ils détenaient ou contrôlaient, par l'action discrète mais insistant, et en fait déterminante, dont ils usaient à l'égard des gouvernements insuffisamment dociles ou trop préoccupés des besoins des masses. Au reste, ces partisans déterminés du «*laissez faire*» ne dédaignaient pas de se tourner vers l'État tant vilipendé, pour lui demander concessions coloniales ou subventions, tarifs douaniers protecteurs ou restrictions d'importation, voire même le renflouement d'entreprises importantes en perdition ou en difficultés. On évoquait alors l'intérêt social évident qu'il y avait à ne pas livrer au chômage et au désordre possible, des milliers d'ouvriers et d'employés et leurs familles, mais cela dissimulait mal l'intérêt plus direct et plus immédiat des actionnaires et des conseils d'administration, toujours empressés à socialiser leurs pertes, mais beaucoup moins désireux de socialiser leurs bénéfices dans les années de prospérité.

C'est pour contrôler et limiter quelque peu l'emprise de ces puissants, qu'on appellera un peu plus tard et symboliquement «*les deux cents familles*», pour les empêcher d'appliquer en toute liberté la loi de la jungle dans les relations économiques, que la C.G.T. avait préconisé la création de ce conseil à compétence spéciale, qui serait particulièrement averti des problèmes économiques et sociaux, des conditions et besoins du monde du travail et qui serait soucieux de défendre l'intérêt général du pays, sans préoccupation de partis et de clientèles électoralles.

Ce *Conseil Économique du Travail* devait grouper, avec la C.G.T. elle-même, les Coopératives, la *Fédération des Fonctionnaires* (qui n'appartenait pas encore statutairement à la C.G.T.) et l'*U.S.T.I.C.A.*, c'est-à-dire l'*Union syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture*, premier appel à ces cadres techniques des entreprises dont la collaboration s'avérait indispensable pour l'établissement et le développement d'une économie saine et progressive, et qui jusqu'alors s'étaient tenus à l'écart d'un mouvement syndical qu'ils connaissaient peu et comprenaient mal. Réaction significative contre l'ouvrierisme de jadis, lequel ne tenait pour véritable travail que celui des ouvriers manuels, et réaction également significative contre un syndicalisme purement revendicatif et systématiquement hostile à toute action constructive, réaction enfin contre l'isolationnisme égoïste des techniciens.

Comme le signale alors Gaëtan Pirou: «*Le recours aux techniciens implique que l'on reconnaît l'impossibilité d'organiser la production d'une manière viable, sans prendre l'avis des directeurs et employés techniques*». Parlant d'eux, Jouhaux déclarait: «*Leur place est avec nous, non pas une place diminuée, ni secondaire, ni accessoire... Mais avec un rang pareil à celui des autres éléments et avec l'importance qui revient au rôle social qu'ils ont à jouer avec nous*» (432).

Sans le dissimuler, ce nouveau Conseil entendait substituer une économie dirigée au vieux libéralisme génératrice de tant de désordres et de misères, et il entendait associer masses salariées et cadres techniques au grand effort de reconstruction et de remise en ordre dont le pays avait besoin.

Le *Comité directeur* comprenait trois délégués de chaque organisation participante, le secrétaire étant obligatoirement un délégué de la C.G.T. qui était la plus puissante et avait été l'initiatrice. Le travail pratique devait se faire dans neuf sections d'études, dont nous donnons ici les noms, car leur choix montre bien que rien d'essentiel ne devait être oublié. En tout cas, il révèle une maturité d'esprit incontestable, et aurait pu fournir les grandes lignes d'un travail intelligent et utile:

- Outilage national (Transports, Postes, Forces motrices).
- Organisation économique, contrôle et gestion de l'Économie nationale.
- Production industrielle et matières premières.
- Production agricole et organisation agraire.
- Finances et Crédit.
- Cadres de la vie sociale (Hygiène, Urbanisme, Loisirs, Éducation, Association).
- Enseignement général et technique.

(432) G. Pirou, «Les doctrines économiques en France depuis 1870», Paris, 1925, p.86.

- Commerce et répartition des richesses.
- Régions dévastées.

Il y avait là des cadres et un programme de travail d'une belle ampleur et c'était aussi la marque d'une attitude nouvelle de la C.G.T. en face des problèmes de la vie économique et sociale du pays. Attitude qui débordait singulièrement les intérêts matériels et immédiats des seuls salariés, puisqu'il s'agit de l'équilibre et de la prospérité de la collectivité nationale tout entière, elle était la meilleure réponse aux détracteurs de l'idée syndicale et de son action, trop souvent taxées d'égoïsme et d'étroitesse de vues. C'était aussi, pour notre pays, une première ébauche de ces «*Plans*», qui devaient par la suite prendre tant d'importance dans le monde entier (433).

Maxime Leroy, le perspicace observateur de la classe ouvrière, a bien montré l'importance de cette nouvelle orientation:

«Le Conseil Économique du Travail s'opposait nettement aux vieilles routines blanquistes, héroïques et violentes et marquait la liaison de la C.G.T. avec d'autres organismes corporatifs. La nouvelle doctrine syndicale s'efforçait d'intégrer toute la richesse de pensée et d'action de tous les producteurs».

C'est alors que la C.G.T. formula pour la première fois en France, les principes de ce qu'on appellera «*la nationalisation industrialisée*», en vue des besoins de la collectivité et en la différenciant nettement de la simple étatisation, trop souvent enclue à dégénérer en bureaucratie. Pour toutes les entreprises importantes, ayant un caractère d'utilité publique, les anciens conseils d'administration, émanation des seuls détenteurs du capital, devaient être remplacés par des conseils d'un type nouveau, composé suivant une formule tripartite et assurant, à égalité, la représentation:

- 1- de la collectivité sous la forme État, département ou commune,
- 2- des producteurs: main-d'œuvre, techniciens et cadres,
- 3- des consommateurs: consommateurs individuels, coopératives, usagers industriels.

C'était bien l'affirmation d'un syndicalisme constructif, le mot apparut alors pour la première fois, succédant à l'ancien syndicalisme uniquement revendicatif. La C.G.T. qui groupe maintenant deux millions d'adhérents, qui a su imposer sa présence, a pris conscience de sa force et de ses responsabilités et, au delà des problèmes immédiats, elle s'efforce d'intégrer la masse des salariés dans la nation en obtenant pour eux des conditions de travail et de vie équitables.

Son *Conseil Économique du Travail* n'eut naturellement qu'une activité et une vie limitées, sans grand retentissement dans les milieux bourgeois comme dans les organisations politiques, attardés les uns et les autres dans des querelles de partis et des ambitions personnelles souvent sans grandeur et d'ailleurs assez peu soucieux de contribuer au développement d'une organisation ouvrière qui les inquiétait. Les études économiques auxquelles le Conseil se livra n'amènerent pas de réalisations pratiques, en raison de l'indifférence ou de l'hostilité des pouvoirs publics, de la scission qui vint affaiblir les forces syndicales et aussi, il faut le dire, du peu d'intérêt que leur porta le monde du travail lui-même, mais cet effort matérialisait pourtant une idée qui devait finir par s'imposer quelque vingt-cinq ans plus tard, montrant que la pensée ouvrière n'était pas méprisable et que les organisations syndicales pouvaient mériter quelque crédit.

En tout cas, cet épisode marquait la fin de l'ouvriérisme des dernières années du 19^{ème} siècle, il était la preuve aussi que cadres et techniciens commençaient à se désolidariser des classes possédantes auxquelles ils s'étaient longtemps associés et dont ils avaient cru devoir partager les préventions comme ils croyaient partager les priviléges.

Nous n'avons pas à faire ici toute l'histoire du mouvement syndical dans ces années troubles de l'immédiat après guerre, mais nous ne pouvons omettre de signaler deux événements essentiels qui nous aideront à faire le point et à comprendre l'évolution de la mentalité ouvrière.

Ce sont d'abord les grandes grèves de 1920, grèves des Cheminots d'abord, auxquels la *Commission*

(433) La scission syndicale de 1921 empêcha le fonctionnement normal de ce *Conseil économique du Travail*. Toutefois, l'idée en fut reprise, après le triomphe des Gauches, aux élections de 1924. Cette fois, ce fut le gouvernement qui créa, par décret du 17 janvier 1925, un *Conseil National Économique* avec «*le souci d'unir dans une solidarité étroite toutes les forces productives et sociales de la France*». Composé de 47 membres, désignés pour deux ans par les organismes professionnels ou sociaux les plus représentatifs, il avait seulement voix consultative. Étaient prévus: - 9 représentants pour la population (Coopération, Ligues d'acheteurs, Associations de maires, Usagers des services publics, Groupements familiaux); - 2 représentants pour le travail intellectuel et l'enseignement; - 14 représentants pour le travail de direction; - 16 représentants pour le travail salarié; - 8 représentants pour le Capital. En fait, l'activité de ce conseil fut des plus réduites et son action de valeur douteuse. Seul le principe d'un organisme de consultation économique, en dehors des Assemblées politiques élues, méritait d'être retenue. C'est ce qui fut fait en 1945 par la création d'un *Conseil Économique et Social*.

administrative de la C.G.T. fit apporter successivement l'appui d'autres fédérations qui se mirent en grève à leur tour; d'abord mineurs, marins et dockers, puis métaux, bâtiment et transports, enfin ameublement et gaz.

Malgré l'ampleur du mouvement, ce fut un lourd échec. Il était dû à plusieurs causes, tout d'abord à un trop grand nombre de non-grévistes timorés ou non convaincus de l'intérêt du mouvement, puis à la présence au travail de trop nombreux techniciens demeurés indifférents par ignorance ou prévention, aussi à l'appui substantiel fourni au patronat par l'*Union Civique* et ses volontaires qui se substituaient aux grévistes, tout cela permit une circulation, réduite mais effective, des trains, des tramways, du métro, tandis que l'opinion mal informée se montrait réticente ou même hostile. Dans cette épreuve de force, les éléments syndicaux n'avaient pas toujours montré assez d'ardeur, de combativité ou de puissance persuasive et les masses ouvrières étaient le plus souvent demeurées passives ou avaient vite renoncé. Elles n'avaient pas, ou avaient mal, compris la revendication essentielle des grévistes cheminots: la nationalisation industrialisée, et cela donnait tristement raison à l'avertissement de Merrheim. On put alors constater que si les gros effectifs sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants pour garantir le succès, que l'enthousiasme et la conviction ne suffisent pas non plus et qu'il faut également information et compréhension. En effet, si bien peu parmi les travailleurs savaient alors ce que pouvait être une nationalisation, bien peu aussi se souciaient de le savoir.

Ce fut donc un échec, douloureux et démoralisant. Il entraîna de nombreuses défections dans les syndicats et surtout beaucoup de discussions acrimonieuses entre militants qui se rendaient mutuellement responsables de l'échec de la grève, et c'est dans ce climat de découragement, d'incertitude et de récrimination que se situe le second épisode, le plus dramatique: la scission syndicale.

Elle se produisit au *Congrès confédéral* de Lille en 1921. Les éléments en sont encore présents dans beaucoup d'esprits. En dehors de toutes les querelles et rancunes personnelles qui jouèrent leur rôle, de toute la phraséologie dont beaucoup enveloppèrent ou tentèrent de dissimuler leurs raisons profondes, les causes principales de la scission ce sont la différence profonde d'opinion quant aux rôles respectifs de l'action syndicale et de l'action politique et aux liaisons à établir entre elles et non moins le jugement que les syndiqués portaient sur l'accord donné par le *Bureau confédéral* à la politique d'*Union sacrée* pendant la guerre.

Pour les uns, fidèles à l'esprit de la *Charte d'Amiens* et à la tradition ouvrière française, le syndicalisme a son but et son action propres, dont il doit rester entièrement maître sans les associer jamais étroitement à une forme ou à une tactique politiques déterminées, pour les autres, sensibles à une propagande nouvelle et séduits par l'exemple russe, cette association est légitime, même nécessaire et doit aller jusqu'à la subordination pour le syndicat. C'était le vieux conflit entre guesdistes et anarcho-syndicalistes qui reparaissait, mais cette fois le parti en cause était le jeune parti communiste, plein d'enthousiasme et de dynamisme, auréolé par le succès d'Octobre 1917 de la révolution bolchévique, riche de slogans de propagande, parti discipliné, autoritaire, «*monolithique*» se déclarait-il lui-même, condamnant toute hérésie, même toute déviation et toute indépendance de pensée, subordonnant étroitement l'action syndicale à la ligne politique et affirmant trouver dans Karl Marx interprété par Lénine, la solution de tous les problèmes.

Il n'est pas question de reprendre ici un débat dont la solution dépend de sentiments et d'idées personnels. Notons cependant que dans le mouvement syndical français tout entier, la sympathie était acquise sans réserves à la jeune *République des Soviets*, que les syndiqués condamnaient unanimement et énergiquement toutes les tentatives des gouvernements capitalistes pour l'abattre, qu'ils dénoncèrent l'appui donné aux généraux d'ancien régime, à Youdenitch, à Koltchak, à Denikine, à Wrangel, tout comme la politique du «*cordon sanitaire*» ou «*du fil de fer barbelé*», qu'ils suivaient avec passion toutes les réformes élaborées dans la Russie neuve dans laquelle ils voyaient le commencement de la réalisation du socialisme, mais là n'était pas la question. Malgré leurs dénégations, sincères ou non, les membres des *Comités Syndicalistes Révolutionnaires* (C.S.R.) étaient dans les syndicats des «*noyauteurs*» et les éléments de manœuvre d'une idéologie politique, qui entendait bien se les subordonner au nom du marxisme et qui, dans la pratique, combattaient et condamnaient tous ceux qui prétendaient conserver quelque indépendance.

Deux années de polémiques aboutirent à la rupture du *Congrès de Lille* en juin 1921. Ce fut un des Congrès les plus agités, les plus tumultueux, les débats y furent empreints d'une rare violence et les incidents se multiplièrent dans la salle, comme en commission et dans les couloirs. On y perdit un peu de vue les tâches propres du syndicalisme et ses possibilités d'action comme la solidarité et camaraderie ouvrières, pour discuter presque uniquement de l'attitude à prendre à l'égard de Moscou considéré déjà comme *La Mecque d'une religion nouvelle* et dont les directives commandaient la position de certains délégués.

La thèse de «*la révolution permanente*» que défendait alors la doctrine léniniste, s'opposait à celle des conquêtes et améliorations immédiates et possibles, même en régime capitaliste, et leurs partisans étaient à peu près en nombre égal.

Léon Jouhaux qui défendait la politique confédérale «*de la présence*», c'est-à-dire de la représentation syndicale, partout où sont mis en cause les intérêts du monde du travail, mais qui avait contre lui de vigoureuses inimitiés, parce que certains lui reprochaient son adhésion à l'*Union sacrée* pendant la guerre, n'obtint pour son rapport moral que 1.556 voix contre 1.348 et 46 abstentions et le Congrès ne vota que par 1.582 voix contre 1.325 et 66 abstentions, une motion confirmant la *Charte d'Amiens* et refusant d'accommoder l'autonomie et les destinées du syndicalisme aux visées et aux directives d'un parti politique et d'un gouvernement, furent-ils marxistes.

C'était une majorité, certes, mais bien faible. La minorité refusa de s'incliner, de dissoudre ses C.S.R. et la scission de 1921 coupa en deux les forces syndicales pour la plus grande satisfaction du patronat et sans doute des gouvernements, il y aura donc désormais, et pendant quinze ans, deux centrales: la *Confédération Générale du Travail*, ayant à sa tête Léon Jouhaux et continuant la vieille organisation, et la *Confédération Générale du Travail Unitaire*, ayant à sa tête d'abord Monmousseau, puis Benoît Frachon, porte-paroles dociles du parti communiste. Elles passeront la majeure partie de leur temps et dépenseront la plus grande part de leurs ressources en des polémiques stériles ou nuisibles et parfois sans dignité. Mais il faut reconnaître pourtant qu'elles représentaient, durant cette période, deux courants d'idées contradictoires dans le monde du travail, et correspondant à des différences de mentalité. Nous les retrouverons à maintes reprises et elles nous font comprendre certaines attitudes et certaines défiances populaires et elles nous font présager, hélas! d'autres crises et d'autres séparations (434).

La principale conséquence de la scission, ce fut de diminuer considérablement l'attraction qu'exerçait le syndicalisme et l'organisation syndicale, en fait unique, sur les travailleurs de la base. La C.G.T. encore unique avait près de deux millions d'adhérents, les deux confédérations n'en avaient guère qu'un million en 1923, probablement 6 à 700.000 pour la C.G.T. et 3 à 400.000 pour la C.G.T.U. Encore sont-ce là des chiffres officiels fournis par leurs dirigeants, c'est-à-dire volontairement optimistes et vraisemblablement assez grossis (435). Un grand nombre d'ouvriers, par paresse de choisir ou refus de se déterminer, par égoïsme ou apathie le plus souvent, ou par écoûrement devant certaines pratiques mises à la mode par les néophytes, s'éloignèrent de toute organisation syndicale et n'en devinrent que plus sensibles aux fluctuations politiques qui ne manquaient pas en ces années troublées.

En fait, et ce n'est pas particulier aux seuls ouvriers, la plupart des hommes, et des femmes aussi, sont enclins à une certaine paresse d'esprit, ils répugnent à l'effort d'analyse, de réflexion, de compréhension, de renouvellement et plus volontiers ils se rattachent aux formules sonores et faciles, simples et même simplistes. Et pour leur part, les Français s'adonnent plus spontanément à l'action politique qui ne leur demande un effort que de loin en loin, au moment du renouvellement des assemblées et des élections, qui peut apporter des succès immédiatement profitables, qui conserve quelque chose de spectaculaire, qu'à l'action syndicale, plus terne en apparence et plus obscure, action en profondeur, dont les résultats sont toujours problématiques et qui oblige à serrer les questions de plus près. Et un secrétaire de syndicat ou de fédération n'a pas alors aux yeux des foules, le prestige et le rayonnement d'un sénateur, d'un député, même d'un conseiller municipal dans une localité de quelque importance, il n'y a pas à en gémir, ni même à s'en étonner, il a fallu plus d'un siècle pour apprendre aux hommes de ce pays, ce qu'était la démocratie en matière politique, il ne leur faudra sans doute pas moins de temps pour comprendre ce qu'est exactement le syndicalisme et plus longtemps encore sans doute pour qu'ils lui apportent une collaboration efficace, et non pas seulement une adhésion qui se limite au versement, parfois irrégulier, d'une cotisation, d'ailleurs modique, et à l'assistance passive à quelques réunions.

C'est dans ces conditions difficiles de la vie syndicale française que se produisit l'adhésion de la *Fédération des Fonctionnaires* à la C.G.T. Signe des temps et de l'évolution remarquable qui s'était produite à la fois chez les manuels, qui renonçaient à leur position et à leurs préjugés ouvriéristes et chez les fonctionnaires qui renonçaient à leurs traditions et à leur comportement bourgeois et qui comprenaient que leur destin de travailleurs était lié à celui de leurs frères de classe, que prolétaires aux mains calleuses et prolétaires aux

(434) Voir sur cette scission: Pierre Monatte: «*Trois scissions syndicales*», Paris, 1958; Georges Vidalenc: «*Les scissions syndicales*», Paris, 1956.

(435) M. Martin Saint-Léon donne: 4 à 500.000 pour la C.G.T. et 150.000 à 175.000 pour la C.G.T.U.

mains blanches pouvaient et devaient s'unir, pour travailler ensemble à leur émancipation commune. Ce fut, pour beaucoup, un spectacle assez inattendu que ce rapprochement, il réjouit les uns et indigna ou scandalisa les autres. Le grand public avait pris l'habitude de considérer les fonctionnaires comme des soutiens inconditionnels du gouvernement, quelle qu'en fut l'étiquette, et comme les serviteurs très soumis et très humbles, de leurs supérieurs hiérarchiques comme des autorités politiques, et il s'étonna grandement de les voir se rendre dans les Bourses du Travail, pour y discuter fraternellement avec les ouvriers. Peut-être ces nouveaux venus furent-ils au début déconcertés par un milieu, un climat, un langage dont ils n'avaient pas l'habitude, mais ils ne tardèrent pas à s'adapter et à jouer un rôle non négligeable dans l'action confédérale.

Des observateurs subtils, trop subtils, n'ont pas manqué de voir dans cette collaboration d'un style original, l'effet et à la cause à la fois d'un «embourgeoisement» des dirigeants syndicaux et d'y subodorer l'action d'un machiavélisme gouvernemental. Les éléments modérés des fonctionnaires, les plus nombreux incontestablement, renforceront encore, affirmaient-ils, le courant modéré de la C.G.T. et celle-ci perdra tout caractère révolutionnaire, cessant d'être une menace pour les classes dirigeantes et possédantes. En échange de quelques menues réformes, elle acceptera la société capitaliste, la considéra même, perdant de vue son objectif essentiel: la disparition du salariat. De là à prononcer le mot de trahison, il n'y avait qu'un pas, et il fut allègrement franchi, car unitaires et communistes ne se souciaient pas d'impartialité ou de mesure, pas même de simple équité, dans leurs jugements et ne se refusaient pas à la mauvaise foi dans leurs attaques.

C'était pourtant solliciter quelque peu la vérité et il y avait quelque puérilité à supposer que les gouvernements aient engagé leurs fonctionnaires à s'adonner aux activités syndicales. En fait, c'était la conséquence des transformations dans l'économie et les rapports du travail, c'était aussi la suite et l'aboutissement d'une évolution commencée depuis une vingtaine d'années. C'est au début du 20^{ème} siècle que les premiers fonctionnaires, des postiers et des instituteurs, avaient pris le chemin des *Bourses du Travail*, ce qui avait provoqué une vertueuse indignation et de grandes colères chez les bien-pensants, mais il était normal que leur exemple fût de plus en plus suivi, comme il était normal que la Confédération, forte de centaines de milliers ou de millions d'adhérents, abandonnât sa vieille attitude insurrectionnelle et d'opposition systématique pour poursuivre, sur un plan pratique, la réalisation d'un syndicalisme constructif, qui ne renonçait nullement à sa revendication fondamentale: la suppression du salariat, mais s'efforçait de hâter l'établissement de conditions de travail moins précaires, plus humaines, refusant de sacrifier les générations existantes dans l'espoir d'une hypothétique félicité pour les générations à venir.

C'est en effet une politique criminelle et désastreuse que de provoquer ou maintenir la misère dans les masses prolétariennes, pour profiter des mouvements de révolte qu'elle ne peut manquer de provoquer. Au surplus, la misère est mauvaise conseillère et détruit plus d'énergies qu'elle n'en fait naître, elle peut faire surgir des manifestations sporadiques de protestation, mais une révolution est tout autre chose et réclame d'autres activités et d'autres compétences.

Albert Thomas, qui devait être le premier *Directeur de l'Organisation Internationale du Travail*, qui devait vraiment la faire vivre et dont l'immense effort en faveur des ouvriers mérite la sympathie et le respect, l'a fort bien signalé:

«Une classe ouvrière exploitée, surmenée, n'est pas capable de participer à la gestion des affaires publiques en pleine conscience, en pleine clarté. Elle est la victime des entraînements sentimentaux. Elle peut être la proie de gouvernements ambitieux ou égarés. Et si la démocratie est la condition de la paix, la justice sociale est la condition de la démocratie» (436).

Au reste, l'attitude des gouvernements eux-mêmes avait changé, tout comme l'influence relative des différents partis et leur orientation. Malgré les variantes de la politique, il fallait prévoir, à chaque consultation électorale, l'entrée ou le retour au Parlement, de nombreux élus à programme social. Communistes, socialistes unifiés ou indépendants, républicains socialistes ou radicaux socialistes s'affirmaient acquis à des réformes sociales, d'importance variable il est vrai, mais que leurs adversaires étaient bien obligés d'accepter tout au moins en partie. Sans doute, il fallait compter encore avec les groupes modérés et conservateurs, avec le Sénat savamment manœuvré par les grands intérêts économiques, avec les lenteurs du travail parlementaire, mais le climat des années 1920 à 1930 est très différent de celui de la *Monarchie de Juillet*, du *Second Empire*, ou même des débuts de la *Troisième République*. Les chrétiens sociaux aussi sont devenus une force qu'il ne faut pas négliger et dont l'appui pourra être utilisé dans les luttes ouvrières. La *Confédération française des Travailleurs chrétiens* (C.F.T.C.) qui s'organise en 1919, montrera un nouvel aspect

(436) A. Thomas, *Revue de Paris*, 15 mars 1924: «Les événements ultérieurs et le succès des dictateurs ont montré combien Albert Thomas avait vu juste».

de la mentalité des salariés, car elle groupe des travailleurs qui, s'ils croient en une puissance divine et en une autre vie compensatrice des épreuves terrestres et s'ils nourrissent l'espoir d'une possible réconciliation sociale, capital-travail, ne renonçaient pas pour autant à l'amélioration de leur condition actuelle et sauront, à l'occasion, défendre les droits et les intérêts des salariés à l'encontre du patronat, même catholique.

Ils y avaient quelque mérite, n'étant pas toujours compris et soutenus par les autorités religieuses. Les principes formulés dans l'encyclique «*Rerum Novarum*» de 1891, n'avaient certes pas été condamnés, mais on peut bien dire qu'on les maintenait dans une discrète pénombre et que les prises de position du pape Pie X avaient une autre résonance. En 1903, il écrivait:

«*Il est conforme à l'ordre établi par Dieu qu'il y ait, dans la société humaine, des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, qui tous unis par un lien d'amour, doivent s'entraider à atteindre leur fin dernière dans le ciel et sur la terre leur bien-être matériel et moral*» (437), et en 1909, il déclarait à un pèlerinage: «*Que les riches soient larges en aumônes! Que les pauvres se glorifient d'avoir été choisis pour être les images de Jésus Christ! Qu'ils n'envient point, qu'ils aient patience et résignation!*» (438).

Curieuse analogie avec la pensée de Casimir Périer en 1831, mais il n'est pas sûr que les syndicalistes chrétiens y aient applaudi sans réserves. Un peu plus tard, le pape Benoît XV, peu soucieux d'ordinaire de pareils problèmes et peu favorable d'ailleurs à cette orientation sociale de l'Église, proclamera aussi, dans un message, la nécessité de la soumission:

«*Les plus élevés s'abaisseront vers les plus humbles et les traiteront, non seulement avec justice, mais avec bienveillance, douceur et patience, les humbles, de leur côté, se complairont dans la prospérité des personnes élevées et en attendront l'appui avec confiance*» (439).

Mais les travailleurs chrétiens de France avaient dépassé de telles formules, ils s'accommoderont mal d'une attitude toute passive et d'une attente résignée du bon vouloir patronal, ils formuleraient des revendications qui eussent été impensables de leur part une trentaine d'années auparavant, et qui leur seront parfois amèrement reprochées dans des milieux qui leur avaient jadis témoigné quelque sympathie, une sympathie à vrai dire plus théorique qu'agissante.

Ils trouveront, par contre, quelques défenseurs convaincus, par exemple Paul Bureau, professeur à l'*Université Catholique de Paris*, qui déclarera:

«*La bourgeoisie jouit d'avantages économiques excessifs. Par le système des sociétés anonymes, des trusts ou des grands syndicats patronaux, des banques et des syndicats d'émission, elle arrive à drainer à son profit des avantages très considérables, des bénéfices énormes... la collectivité est frustrée des avantages qui devraient lui être assurés et le travailleur manuel a conscience qu'il est victime de quelque méfait, qui ressemble à une soustraction frauduleuse et à un larcin*» (440).

Déclaration assez nette, et que les dirigeants de la C.G.T. auraient pu signer.

Nous sommes loin évidemment de Casimir Périer, et même de Villeneuve-Bergemont, de Buchez, d'Ozanan, même d'Albert de Mun, c'est un autre langage et d'autres arguments qu'emploient et veulent désormais les travailleurs chrétiens, les problèmes se posent sur un autre plan et dans un autre climat. Quelque incertaine et douloureuse que soit encore, à maints égards, la condition de l'ouvrier, sa dignité n'est plus en cause, ou du moins il est capable d'en obtenir le respect, et bien décidé à le faire si certains venaient à l'oublier.

Condition encore douloureuse, avons-nous dit? Certes, et les optimistes qui s'imaginaient que la question sociale était résolue ou bien près de l'être, se faisaient d'étranges illusions et sont durement démentis par la réalité. On a beau mettre en valeur quelques réussites d'ouvriers devenus patrons ou chefs d'entreprises importantes, des listes d'ingénieurs ou de directeurs sortis des rangs du peuple, des exemples sélectionnés de vieux travailleurs ayant pu se ménager une retraite suffisante, presque confortable, dans une villa de banlieue ou une demeure campagnarde, on peut bien insister sur le climat de confiante et cordiale collaboration qu'on trouve dans certaines usines ou magasins, tout cela ne doit pas nous faire illusion et ne compte guère en face des millions de salariés qui ne connaissent pas de telles satisfactions. Il y a encore beaucoup de

(437) Cité dans Henri Marc Bonnet: «*La papauté contemporaine*», Paris, 1944, p.42.

(438) Cité dans Adrien Dansette: «*Histoire religieuse de la France contemporaine*», Paris, 1951, t.2, p.398.

(439) H.-M. Bonnet, ouvrage cité, p.63.

(440) P. Bureau, «*La démocratie*», 30 mai 1920.

salaires insuffisants pour assurer une vie normale et digne, des conditions de travail épuisantes et sans joie, des métiers dangereux ou qui usent rapidement, des ateliers et des bureaux insalubres et maussades, des règlements inhumains ou tracassiers, des agents de maîtrise et des employeurs à mentalité de négriers, des possibilités d'éducation et de promotion que l'on célèbre dans les discours, mais qui restent théoriques, un trop nombreux prolétariat industriel et commercial pour lequel la vie quotidienne reste difficile, parfois même misérable et dont l'avenir demeure incertain et sans espérance, trop de pauvres hères attachés à de durs métiers qu'ils n'ont pas choisis, comme jadis le serf à la glèbe. Bien sûr, avec des qualités exceptionnelles, un effort soutenu et beaucoup de circonstances favorables, certains ont pu s'échapper de cette dure condition, mais qui peut se flatter de pouvoir réunir toutes ces chances? Il reste vrai que l'immense troupeau du menu peuple, mal vêtu et plus misérablement logé, continue à vivre dans la pauvreté et l'ignorance, traînant ses rancœurs, ses fatigues et ses infirmités, à mener une existence morne et monotone dans un décor sans joie, à côté de demeures somptueuses, où règne un luxe insolent, dans une société où trop d'oisifs ou d'inutiles jouissent encore de priviléges excessifs, où trop d'incapables doivent à l'heureuse chance de leur naissance, de leur fortune ou de leurs alliances, des postes de commandement et de direction, où trop de parasites prélèvent une part importante du revenu national pour des services de qualité contestable.

En particulier, trop de quartiers ouvriers ne sont encore que des agglomérations de taudis, destructeurs de santé et de moralité. Retenons entre cent autres, ce témoignage du Docteur S. Gourgey, médecin à Ivry-sur-Seine, qu'il intitule d'ailleurs éloquemment «*Milieux de misère*»:

«Dans la ville ouvrière, c'est toujours, depuis bientôt un demi-siècle, le même défilé de misères au cabinet de consultation. Ce sont toujours des vieillards infirmes, cassés, brisés par le travail, ulcériens, variqueux, herniaires, déjetés, boiteux, perclus, rhumatisants...; des adultes tuberculeux, brûlés par le vice et l'alcool, flétris par la misère, bossus, bancals, pâlis par l'ombre et l'humidité des taudis, des jeunes filles anémiques, anémiées par un développement prématué, fatiguées, branlantes, vieillies, minables, exsangues, que des parents cruels obligent à travailler à l'atelier dès le bas-âge, des jeunes gens courbés comme des vieillards, sans force, ni courage, sans énergie ni volonté, proie future de la tuberculose... Ce sont toujours des enfants, des nourrissons aux yeux caves, aux chairs blanches et flasques, aux membres grêles, à la peau ridée et trop large... Dégénérés, fils d'alcooliques, de tuberculeux, de syphilitiques, tarés, non valeurs immédiates et futures... Ce sont toujours les mères nourrices et travaillant à l'atelier, épuisées, chétives, aux seins pendus, taris, vidés... Ce sont aussi les mêmes visites aux mêmes fistuleux, paralytiques, impotents, hydropiques, catarrheux, croupissant dans leurs crachats, leurs excréments et leurs pus...» (441).

Témoignage médical, attristé et pessimiste, qui n'a pas peur des mots et qui n'essaye pas de farder la vérité, mais témoignage nullement exagéré ou exceptionnel. Certes, Ivry est une banlieue pauvre, et tous ses habitants n'étaient d'ailleurs pas visiteurs habituels du dispensaire, mais la même situation se retrouvait en maints autres endroits et ne disparaîtra pas de si tôt malgré quelques lentes améliorations.

Nous trouverons un autre exemple légèrement postérieur dans l'enquête menée par Ludovic Naudeau en 1930, sur la population de la France. Voici ce qu'il rapporte au sujet de Rouen, où malgré quelques progrès, la situation reste assez proche de ce qu'elle était près de cent ans auparavant, lors des enquêtes de Buret et de Villermé. C'est toujours «*la ville-taudis en même temps que la ville-musée*».

«Combien n'en ai-je pas grimpé de ces escaliers délabrés, obscurs, empestés de senteurs écœurantes et sur lesquels s'ouvrent de hideux logis, parfois même démunis d'une seule fenêtre. Cinq ou six grabats se touchant dans l'unique pièce où les buées d'une lessive répandaient leur tiédeur acide, et là dedans de pauvres enfants, coude à coude, végétant dans une pénombre moite».

Tableau décourageant qui l'autorise à conclure en rappelant la protestation qu'un philanthrope chrétien, Louis Deschamps, avait formulée en 1924:

«Que des êtres humains soient obligés de s'entasser dans de tels bouges, cela nous retire le droit d'être fiers de notre civilisation, et notre société, si orgueilleuse de ses progrès et de ses découvertes, devrait baisser la tête et rougir de honte. Tant que des familles humaines seront logées dans des conditions d'insalubrité que l'on évite pour les animaux, tant qu'y régnera la honteuse promiscuité des sexes et des âges, tant qu'il y aura des maisons qui sont des enfers pour les corps et pour les âmes, nous n'aurons rien fait pour l'amélioration du sort du peuple» (442).

(441) Dr S. Gourgey: «*Milieux de misère*», Paris, 1929, p.189.

(442) L. Naudeau, *L'Illustration*, 8 mars 1930. Notons bien que *l'Illustration* était une publication nettement bourgeoise de
- 13/ -

On ne sera pas surpris si, en conséquence, la mortalité atteignait à Rouen 22,4% contre 16,5% seulement en moyenne pour la France entière.

Retenons encore un autre témoignage, sur Roubaix celui-là et de 1934. Nous l'empruntons à un auteur catholique. L'auteur décrit le quartier de la rue des Longues-Haies, un des plus sinistres de la ville:

« Voici justement un passage étroit et sombre, commandé par un estaminet où l'on crie assez fort... C'est un long couloir d'un mètre de large au plus, dont le fond est barré par un mur sans issue. J'entre et j'arrive à un second couloir aboutissant cette fois à une cour à gauche, sur laquelle deux files de maisons lépreuses, sales, se font vis-à-vis. Pas d'étage, une tabatière, comme pour la plupart des maisons de Roubaix, donne la lumière et le soleil aux mansardes, qui sont bien plutôt des greniers, dans lesquels il est absolument impossible de se tenir debout. »

Au milieu de la cour, deux W. C. et une pompe, voilà tout le confort moderne et l'hygiène de ces habitations. Près de la pompe se trouve un grand bac, où une ménagère, sans souci de la pluie fine qui tombe sans arrêt, rince sa lessive. Les deux rangs de maisons sont séparés, où plutôt la cour est traversée dans toute sa longueur, par un ruisseau qui laisse se dégager une odeur caractéristique» (443).

C'était encore le paysage et les taudis décrits un siècle auparavant par d'autres enquêteurs qui en avaient été épouvantés et avaient essayé d'en instruire leurs contemporains et de les émouvoir. On peut penser que dans le dix-neuvième siècle révolu, le siècle de la vitesse, comme disaient communément les chroniqueurs, le progrès social cheminait lui avec une singulière lenteur et ne semblait guère profiter des inventions nouvelles.

Évidemment, de tels tableaux n'ont rien d'enchanteur et l'on a pu, quand ils furent publiés, s'étonner ou s'indigner, de la présence ou de la persistance d'un tel état de choses, mais on ne saurait accuser les témoins de déformation professionnelle, de pessimisme systématique ou de mauvaise foi. Ce ne sont que des cas particuliers, exceptionnels, plaidèrent certains, ce ne sont que les déchets, les scories inévitables de toute grande agglomération industrielle, les malfaçons occasionnelles d'une civilisation par ailleurs brillante, soutiendront d'autres. Peut-être? Mais est-il nécessaire que ces déchets soient aussi nombreux et aussi pitoyables? Nous n'oserions prétendre que de tels tableaux ne sont plus aujourd'hui qu'un souvenir. Sur les classes les plus déshéritées pèse une lourde hérédité physiologique et morale, dont certains travailleurs de notre temps subissent encore les effets; il importe de s'en souvenir si l'on veut étudier le prolétariat avec l'esprit d'équité indispensable et comprendre les lenteurs de son évolution comme la persistance de certains préjugés dans son comportement.

Évidemment, ce ne sont pas ces déchets, ces épaves, ces rebuts et ces malchanceux qui représentent le meilleur de la pensée ouvrière ou qui commandent son action, car pour maintes raisons le plus souvent ils ne sont pas syndiqués, mais ils constituent cependant un poids lourd dont on ne doit pas ignorer l'existence, une masse amorphe mais frémissante dont certains démagogues sont habiles à se servir. On diminuerait certes l'influence possible de ces mauvais bergers, en soustrayant les déshérités à cette atmosphère démoralisante, à cet entourage avilissant dans lesquels ils vivent, à cette torpeur sans espoir qui fait d'eux une proie facile pour les prophètes de tout messianisme nouveau.

Mais malgré ces tares, il n'en est pas moins remarquable qu'à cette époque se soit affirmée pour la première fois, avec netteté et avec force, la revendication du «*contrôle ouvrier*». A vrai dire, l'idée n'était pas absolument nouvelle et dès 1890, par l'institution des délégués mineurs à la sécurité, les pouvoirs publics l'avaient prise en considération. Même si cela n'avait été qu'une mesure infiniment prudente et de portée très limitée, c'était quand même la première fois qu'on associait les travailleurs eux-mêmes, par l'intermédiaire de mandataires librement élus, à la gestion de l'entreprise en leur confiant le contrôle des mesures de sécurité et en leur accordant la possibilité d'en provoquer l'amélioration.

Maintenant il s'agit, pour les travailleurs, d'étendre la mesure à toutes les professions, à toutes les entreprises, de permettre leur intervention directe pour obtenir ce que l'on appellera «*le contrôle ouvrier*» et plus tard «*la cogestion des entreprises*».

clientèle et d'esprit, et que l'enquêteur était plus disposé à atténuer qu'à souligner les tares pour ne pas trop choquer une clientèle dont il convenait de ménager les nerfs et les sentiments. L'honnêteté et l'exactitude du témoignage de Naudeau ne paraissent donc pas contestables.

(443) Maurice Poussin, *L'éducation populaire et le socialisme*, Paris, 1934, p.43.

M. Roger Picard, professeur à la *Faculté de Droit* de Paris, a expliqué comment se posait alors le problème:

«*Jusqu'ici le patron est resté le maître absolu, son autorité «de droit divin» pour reprendre le mot d'un grand industriel (M. Noble, maire, député et président du Conseil d'administration du réseau P.L.M.), sa souveraineté de charbonnier, maître chez soi, lui paraissait intangible et sacrée. Par réaction contre cette notion, les doctrines socialistes ont défendu la nécessité de la lutte de classes jusqu'à la suppression du patronat et réclamé la transformation des entreprises privées en entreprises sociales, gérées par les ouvriers eux-mêmes au profit de la collectivité.*

La thèse impliquée par le droit de contrôle n'exige pas la suppression des droits ou des fonctions du patron, elle entend seulement proclamer que l'autorité qui s'exerce sur le terrain économique ne peut trouver en elle-même sa justification suffisante et ne peut s'exercer au seul profit, comme à la seule volonté de celui qui la détient. L'autorité doit être partagée par tous ceux qui jouent un rôle dans la production, l'exercice doit en être surveillé, le régime de travail doit être défini par la volonté commune de tous ceux auxquels il s'applique, enfin rien de ce qui concerne la vie d'une entreprise ne doit demeurer caché à ceux qui constituent les organes vitaux de l'entreprise et dont le propre sort est lié au sien.

Le travailleur, en réclamant le droit de contrôle, ne veut plus être un subalterne, mais un associé; il ne demande pas seulement à être mieux rétribué, il veut encore prendre sa part d'autorité et de responsabilité, qu'il ait, ou non, par la participation aux bénéfices et par l'actionnariat, sa part dans les profits et dans les capitaux l'entreprise» (444) .

Bonne analyse d'un nouvel état d'esprit et des nouvelles relations possibles du travail. Et Roger Picard ajoutait:

«*Il y a contrôle ouvrier quand les délégués du personnel salarié participent à la gestion quotidienne de l'entreprise, partagent avec les patrons le pouvoir de décision, possèdent voix consultative ou délibérative dans les conseils directeurs de l'entreprise et font en somme que le gouvernement de cette entreprise tient compte du consentement des gouvernés.*

... Quelle que soit l'étendue du champ attribué au «contrôle ouvrier», il suffit, pour qu'il y ait bien réellement contrôle, que les délégués du personnel détiennent une parcelle de l'autorité, réservée au patron seul et qu'ils partagent avec lui cette autorité» (445).

Quelle serait l'ampleur et l'efficacité réelle de ce contrôle ouvrier? Là encore, il est significatif de constater que les éléments les plus qualifiés du mouvement syndical se refusent aux attitudes spectaculaires et aux formules grandiloquentes. A la semaine ouvrière belge, qui se tint en septembre 1921, des militants aussi qualifiés et bien informés, et aussi différents par leur comportement que Henri de Man pour la Belgique et Alphonse Merheim pour la France, sont d'accord pour envisager, dans ce droit de contrôle réclamé, que le droit de regard et d'information, qu'ils veulent que les travailleurs soient tenus au courant, mais qu'ils n'envisagent pas, dans l'immédiat, la cogestion que les ouvriers ne sont pas encore, dans leur ensemble, capables d'assumer avec efficacité. Cela reste un programme d'avenir, pour la réalisation duquel il importe de se préparer sérieusement, car le monde du travail ne croit ni aux miracles, ni aux coquécigrues (446).

Les transformations industrielles que la guerre avait favorisées et accélérées continuaient à s'effectuer, dans le sens d'une mécanisation et d'une rationalisation plus poussées. Des machines de plus en plus compliquées, de plus en plus délicates, de plus en plus puissantes, de plus en plus rapides, de plus en plus coûteuses aussi, transformaient les méthodes et les cadences de la production et en conséquence le climat des usines tout comme elles requièrent des investissements plus considérables et modifient souvent la structure financière des entreprises. La vieille fabrication artisanale ne disparaissait pas bien sûr, mais elle perdait de son importance et de son prestige, et à côté de l'ancien ouvrier qualifié, au long apprentissage

(444) R. Picard, «*Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises*», Paris. 1922, p.4.

(445) R. Picard, même ouvrage, p.34.

(446) Il n'est pas sans intérêt de signaler que cette revendication d'un certain contrôle de l'entreprise figure même dans le programme de la C.G.T.S.R. (*Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire*) à tendance anarcho-syndicaliste, qui dénonçait le réformisme de la C.G.T. et réclamait en 1930: 1- Réduction des horaires de travail à 35 heures par semaine; 2- Salaire unique pour hommes et femmes; 3- Contrôle ouvrier de la profession. Ce programme devait être réalisé par paliers, notamment en ce qui concerne le 3^{ème} point, d'abord contrôle de l'embauche, puis des commandes, puis des matières premières et des fonds. (Pierre Besnard, «*Les syndicats ouvriers et la Révolution sociale*», Paris, 1930).

pratique traditionnel, fier de son habileté manuelle et de ses tours de main, apparaissait un travailleur nouveau, souvent avec une formation théorique un peu plus poussée, auquel on pouvait confier les organismes délicats qu'il était capable de monter, de mettre au point, de réparer. D'où opposition et parfois conflit, de deux formations, de deux mentalités, qu'on a parfois simplifiés et dénaturés en disant: conflit de deux générations. En même temps, à côté des ouvriers de fabrication, progressivement moins nombreux puisque la machine se substitue à eux pour beaucoup de besognes, apparaissaient les ouvriers d'entretien, dont le rôle et l'initiative étaient considérables puisqu'ils étaient les éléments essentiels du bon fonctionnement continu, et dont la formation professionnelle, à la fois théorique et pratique, devait être plus complète. De même se multiplient ces techniciens, employés aux bureaux de dessin, aux projets, aux laboratoires de recherches et d'essais dont les travaux sont indispensables aux exécutants, encore qu'une appellation discutable les qualifie parfois abusivement de «*non productifs*». Nouvelles méthodes de travail avec un nouvel équipement et nouvel esprit ouvrier qui pénétrait lentement dans les organisations. A l'autre extrémité du monde du travail, diminution du nombre des manœuvres, un équipement mécanique remplaçant souvent les hommes dans les manipulations de matières premières et de produits.

Si le machinisme décompose la production en un grand nombre de besognes simplifiées, parfois jusqu'à l'extrême, dont l'accomplissement ne requiert que peu d'efforts d'intelligence, la construction, le maniement et la surveillance des machines réclament, de leur côté, le concours d'un grand nombre d'ouvriers de qualité, intelligents et instruits, et l'armée des manœuvres et des ouvriers spécialisés qui se pressent maintenant dans les usines, ne peut donner son plein rendement qu'avec le concours et sous la direction d'ouvriers qualifiés, de techniciens, ainsi que d'une maîtrise plus nombreuse et autrement formée que celle d'autrefois, maîtrise à laquelle on demandera d'ailleurs, en plus de ses qualités professionnelles, un certain sens psychologique et des qualités de commandement.

«*Le progrès du machinisme ne change pas que les proportions. En disqualifiant les uns, réduits au rang de manœuvres spécialisés, il crée en même temps un nouveau cadre d'ouvriers hautement qualifiés, par exemple dans les industries métallurgiques et électro-chimiques; les machines perforatrices des houillères ont remplacé un certain nombre d'ouvriers habiles, mais exigent une augmentation du nombre des machinistes qualifiés; un linotypiste est plus qualifié qu'un compositeur*» (447).

On aurait tort de croire que les travailleurs, unis pour présenter leurs revendications et demander l'amélioration de leurs conditions de travail, ne constituent qu'une masse informe, dont les éléments sont interchangeables. Au contraire, les éléments de différenciation y sont multiples. Fierté du métier traditionnellement réputé, ou de la qualification technique, même de l'appartenance à une entreprise de bon renom ou à un service justement apprécié, respect de la maîtrise et des hiérarchies compétentes, goût de l'ouvrage bien fait, sens de la responsabilité ne sont pas que des souvenirs, et le compagnon habile, que peu de problèmes embarrassent, continue à jouir d'un incontestable prestige aux yeux de ses camarades. L'idée d'une hiérarchie ouvrière persiste également, quoique reposant sur des données parfois discutables, il y a des «*métiers à la mode*», dont les jeunes s'engouent, d'autres qui sont l'objet d'une désaffection persistante, d'autres dont le prestige est durable, qui comprennent surtout des ouvriers de grande habileté et qui tirent fierté de leur emploi. Vieux souvenirs sans doute des traditions compagnonniques, mais aussi distinctions qui naissent naturellement des difficultés variables de la qualification, des problèmes nouveaux qui se posent à la maîtrise et aux techniciens.

Tout n'est pas qu'harmonie dans les relations entre salariés sur les lieux de travail et à propos de ce travail. M. J. Delewsky a signalé des incompréhensions et des oppositions fréquentes et assez vives entre manœuvres, ouvriers spécialisés et ouvriers qualifiés, entre ceux des ateliers et ceux des bureaux, et l'on sait par ailleurs que les fédérations d'industries, forme moderne de l'organisation syndicale, ne se constituèrent que lentement et non sans résistance, les ouvriers restant, pour un grand nombre, très attachés à leurs fédérations de métiers et à un particularisme à courte vue qui rappelait parfois celui des anciennes corporations.

Par exemple, les tonneliers refusèrent longtemps de s'associer aux fabricants de cercles qu'ils regardaient de haut; jusqu'en 1909, les mosaïstes, qui se jugeaient artistes, refusèrent de se joindre à la *Fédération du Bâtiment* où dominaient les travailleurs du gros œuvre, et il y eut bien des conflits aussi entre choristes de diverses catégories dans la *Fédération du Spectacle*. Cet esprit corporatif, nous pouvons même dire parfois étroitement corporatif, n'a pas entièrement disparu et nous le verrons reparaître en maintes occasions, surtout quand il s'agira de déterminer les échelles et les indices de salaires, faisant naître et envenimant des querelles de catégories.

Des problèmes plus généraux se posèrent également, à propos desquels il n'y eut pas non plus unani-

(447) J. Delewsky, «*Antagonismes sociaux et antagonismes prolétariens*», Paris, 1924, p.376.

mité, notamment celui de l'accueil qu'il convenait de faire à la maîtrise dans le syndicat, à propos du travail des femmes et de leur rémunération ou de la formation des apprentis.

Pendant longtemps, les travailleurs de la base se défièrent dès techniciens et de la maîtrise qui avaient autorité sur eux pendant le travail, qui détenaient un pouvoir de discipline dont certains abusaient parfois et qu'ils considéraient comme des auxiliaires du patronat, voyant en eux plutôt des surveillants, voire des gardes-chiourmes, plutôt que des conseillers, des animateurs et des directeurs de travail. Ajoutons que techniciens et maîtrise, de leur côté, se considéraient comme une catégorie distincte des travailleurs manuels, avec lesquels ils ne voulaient pas être confondus, et que dans l'ensemble ils acceptaient de lier leur cause à celle des employeurs. On pouvait donc les considérer, et ils se considéraient eux-mêmes, comme appartenant aux classes bourgeoises, ou aspirant à y pénétrer, se séparant ainsi des masses populaires dont ils étaient pourtant issus pour la plupart.

Quelques exemples: en 1907, les tisserands d'Houplines (Nord) refusent le droit de vote aux contremaîtres admis pourtant dans leur syndicat, tandis que les contrôleurs d'omnibus sont refusés à la *Bourse du Travail de Paris*, en 1909, sous le prétexte qu'ils étaient des agents d'autorité. Cette défiance à l'égard des non-manuels et des cadres, même les plus modestes, s'étend aux professions intellectuelles: en 1908 la presse syndicale se montre hostile à l'admission des médecins, en 1911 la *Conférence des Bourses du Travail* se prononce contre les professions libérales. Il est vrai qu'à la même époque les instituteurs trouvaient une majorité en leur faveur, et cela montre assez bien à la fois l'indécision des esprits et la souplesse de la coutume ouvrière qui sait, à l'occasion, faire flétrir la règle générale devant le cas particulier.

C'est à propos du travail des femmes dans l'industrie que les préventions se montrèrent les plus fortes et les plus tenaces. Ce n'était pas sans quelques bonnes raisons, car dans beaucoup d'entreprises les femmes constituaient alors des concurrentes redoutables, parce qu'elles acceptaient presque toujours de travailler à moindre prix, provoquant l'avilissement des salaires, et aussi parce qu'elles ne soumettaient plus docilement aux exigences des règlements d'atelier. Cela entraînait une hostilité, presque générale, à l'égard de l'emploi de la main-d'œuvre féminine dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes.

En 1889, les cordonniers demandent la suppression du travail féminin dans leur industrie; en 1892, ce sont les ferblantiers; en 1894 et 1895, ce sont les coiffeurs. En 1905, les mégissiers de Bordeaux font grève pour obtenir l'expulsion des ouvrières. L'exemple le plus connu de cette misogynie persistante est celui des réactions dans l'industrie du Livre, particulièrement dans l'imprimerie. Fiers de leur formation professionnelle, de leur culture, de leurs salaires, relativement élevés, fiers des luttes qu'ils avaient soutenues dans le passé, les typographes demeuraient très attachés aux vieux usages de leur métier et montrèrent pendant longtemps une hostilité systématique, et parfois sans courtoisie, à l'égard du personnel féminin. Même quand celui-ci était soumis aux conditions de travail et de salaire des hommes, ceux-ci ne le toléraient qu'à regret et se refusaient à considérer cette présence comme normale dans les ateliers. Et leurs organisations syndicales avaient naturellement même attitude; en 1913 par exemple, le syndicat de Lyon refusa l'adhésion d'une femme qui, depuis dix-sept ans, travaillait dans une entreprise où elle était pourtant payée au tarif syndical.

De bonnes raisons de principe ne manquaient pas d'être invoquées pour justifier cette attitude. Il fallait éloigner la femme de l'atelier et du travail industriel, disait-on, parce que cela est épaisant pour elle, dangereux pour sa santé et que sa constitution ne le peut longtemps supporter, il fallait la maintenir au foyer, dans son rôle traditionnel de ménagère, pour lui laisser meilleures possibilités de bien tenir son logis et élever ses enfants, l'atmosphère trop rude de l'usine risquant d'ailleurs de nuire à son charme et de heurter sa délicatesse, mais à côté de ces raisons morales et altruistes, il en était d'autres plus égoïstes: ne pas provoquer un trop gros afflux de main-d'œuvre qui risquerait d'amener une diminution des salaires, défiance à l'égard d'un élément jugé trop docile et trop timoré, de moindre culture et de moindre combativité, qui constituerait un lourd handicap en cas de conflit. Mais défiance aussi à l'égard d'un autre sexe jugé inférieur et dont on ne souhaitait peut-être pas trop l'émancipation. Le sentiment de la supériorité masculine n'est pas en effet le privilège exclusif de la bourgeoisie, on sait qu'à la même époque les étudiants, pratiquement tous issus alors des classes moyennes et supérieures, brimaient de toutes façons les jeunes filles qui tentaient de pénétrer dans les *Facultés de Droit et de Médecine*.

C'est le même souci de sauvegarde qui poussait certaines corporations à rendre plus difficile l'accès du métier en limitant strictement le nombre des apprentis et en poussant certains ouvriers à restreindre le plus possible la formation professionnelle qu'ils étaient chargés de donner aux jeunes. Crainte de concurrents éventuels, et on accepte mal l'idée d'accueillir de nouveaux convives à une table déjà trop maigrement servie.

Réactions de défense, un peu élémentaires certes, et qui allaient à l'encontre, à la fois de l'esprit de large solidarité qui doit unir tout ceux qui travaillent ou ont besoin de travailler et du développement industriel qui s'opérait, mais dans l'anarchie de la société capitaliste du temps, les ouvriers, qui n'avaient que l'exercice de leur métier pour les faire vivre, étaient bien excusables de s'attarder en des attitudes qui n'étaient pas exemptes de préjugés. N'oublions pas que l'insécurité reste, même au 20^{ème} siècle, le cauchemar du salarié. Tant qu'il a un emploi ou que le marché du travail lui est favorable, tant que sa force de travail demeure intacte, il conserve, surtout s'il est célibataire, une magnifique insouciance dont certains moralistes lui ont parfois fait reproche. Un bon ouvrier trouve alors de l'embauche partout, en période d'activité normale, et il en est beaucoup qui quittent leur emploi sans grande raison, parce que le patron ou le contremaître, l'atelier ou la besogne ne leur plaît pas, parce qu'ils en ont assez, par souci d'affirmer leur indépendance, parce qu'ils veulent changer d'horizon, mais à mesure que les années passent, que la force physique diminue, que la vue baisse, que la vieillesse paraît ou que les charges familiales se font plus nombreuses, il est évident que la crainte du licenciement pèse lourdement sur l'ouvrier. Il a conscience de n'être qu'un rouage infime dans l'entreprise, un simple élément de fabrication, un numéro dans l'usine, un accessoire, facilement remplaçable, de la machine qu'il sert ou qu'il commande, une parcelle anonyme de ce matériel humain que les dirigeants traitent souvent avec une évidente et choquante désinvolture, et il prend conscience que des cheveux blancs, ou même simplement gris, des lunettes, un dos voûté, une jambe traînante, constituent autant de redoutables handicaps pour l'embauche dans un nouvel emploi et qu'il faut s'appliquer à conserver celui que l'on possède.

Dans une économie qui reste sujette à des bouleversements de grande ampleur, ce souci de sécurité ne manquera pas de s'affirmer de plus en plus et à maintes reprises nous trouverons les marques de cette inquiétude dans le comportement et les revendications du monde du travail.

Le Père Gillet, dominicain, a souligné cet état d'esprit et il fait d'ailleurs de la sécurité, la condition préalable de toute vie morale:

«L'individu a besoin, par-dessus tout, de sécurité. Avant de vivre moralement, comme avant de philosopher, il faut vivre tout court, l'un des grands mérites de l'association professionnelle bien comprise, c'est précisément de permettre à ses membres de vivre, d'acquérir le minimum de bien-être nécessaire à un être humain pour qu'il puisse faire dignement usage de sa raison et de sa liberté» (448).

Malgré les aléas de leur vie professionnelle personnelle, malgré les crises économiques qui contrarient ou ralentissent leur action, et l'on sait l'ampleur de celle qui éclata et déferla sur le monde entier à partir de 1929, les syndicalistes les plus convaincus et les plus avertis ont toujours essayé de voir au-delà des problèmes présents, de dépasser le domaine de leurs seuls intérêts immédiats. Édouard Dolléans en porte témoignage:

«Pendant le 19^{ème} siècle et le commencement du 20^{ème}, les militants ont possédé deux vertus sans lesquelles aucune rénovation sociale n'est possible: cette soif impitoyable de la justice, ainsi que l'appelle Proudhon, et la générosité. C'est grâce à elles que les militants pouvaient toucher les masses, en faisant confiance aux individus et leur donnant confiance et espoir. Les militants peuvent apporter à l'existence des masses ouvrières un rayonnement qui les libère d'une servitude étroite à leur tâche quotidienne. C'est la réalité des relations entre les militants et les masses qui a si longtemps commandé le progrès du mouvement ouvrier français. Et la puissance de l'exemple. De ce point de vue, il n'est pas inutile d'esquisser un rapprochement entre le militant et le héros. "Prenons le héros comme guide", écrit Alain» (449).

Nous tenons à bien préciser que, par militants, nous n'entendons pas désigner uniquement, et pas même essentiellement, ceux qui sont à la tête des grandes organisations ouvrières, qui sont un peu des hommes publics, dont on connaît les noms, dont on parle à la tribune et dont on écrit dans la presse pour les louer ou les blâmer, que l'on interviewe, que l'on chansonne, que l'on caricature, nous mettons aussi parmi eux les obscurs, perdus dans la masse anonyme, hommes de clair jugement, de bon conseil, de pensée droite, de volonté forte, de vie nette, habiles aux travaux de leurs métiers respectifs, avertis aussi des problèmes sociaux de leur temps, ayant le sens de l'humain et de la justice et dont l'action, en profondeur, demeure primordiale et indispensable.

Si dans le monde ouvrier on a retenu les noms de quelques-uns de ces animateurs de l'action syndicale, les manuels officiels les ignorent encore le plus souvent. Si quelques spécialistes connaissent les noms d'Eugène Varlin, de Fernand Pelloutier, de Victor Griffuelhes, d'Émile Pouget, de Léon Jouhaux, qui se sou-

(448) M.S. Gillet O.P.: «Conscience chrétienne et justice sociale», Paris, 1922, p.333.

(449) É. Dolléans. Circulaire à l'Institut d'Histoire Sociale, janvier 1951.

vient, en dehors de quelques compagnons de luttes dont les rangs s'éclaircissent chaque jour, de ces adhérents obscurs, de cette piétaille, dont les noms souvent écorthés ou orthographiés avec fantaisie, figuraient seulement sur les minables carnets de comptes des trésoriers ou, à l'occasion, dans les procès-verbaux de la police et les archives de la justice? Ce sont ceux-là qui ont vraiment créé le syndicalisme français, qui l'ont fait vivre, qui lui ont donné son âme et sa mystique. Par la vertu de leur exemple et l'ardeur de leur action, par leur ténacité et leur dynamisme, ils ont amené leurs compagnons de travail à regarder au-delà des simples conflits du chantier ou du puits de mine, de l'usine ou du bureau, des problèmes des taux de salaire ou de l'humeur du contremaître, pour créer cette grande fraternité ouvrière qui s'intéresse à toute la vie prolétarienne, à tous les aspects du travail humain, à la compréhension internationale.

Ces obscurs sont capables de gestes magnifiques de solidarité, ils savent réfléchir et s'organiser et progressivement, sous leur influence, certains préjugés disparaissent, les méfiances se dissipent, les oppositions s'amenuisent et le groupement syndical devient de plus en plus le lieu de rassemblement de tous les travailleurs. En 1907, lors d'une grève des électriciens de Paris, les ingénieurs affirment spontanément leur sympathie, en 1907 également certains officiers de la marine marchande envisageront de se joindre à une grève de matelots et en 1912 ils le feront effectivement en s'associant à une grève de dockers, tandis qu'en 1922 la grande grève des inscrits maritimes provoquera un magnifique mouvement de solidarité dans toutes les Fédérations et Unions départementales.

Retenons l'analyse de Maxime Leroy sur cette transformation: «*Il faut insister sur un point et même constamment y revenir. Depuis 1884, la notion d'intérêt professionnel s'est spiritualisée, l'idée de travail a cessé d'être conçue étroitement comme un simple effort musculaire; elle s'est élevée jusqu'à l'intelligence du technicien, jusqu'aux imaginations de l'artiste et de l'inventeur. Et l'idée de l'intérêt professionnel, naguère associée uniquement à des revendications d'améliorations surtout matérielles, s'est, elle aussi, affinée jusqu'à inspirer de vastes plans de total renouvellement économique. Aux yeux des syndiqués, est professionnel, non seulement l'intérêt immédiat du salaire ou du temps de travail, mais aussi ce besoin plus éloigné que nous avons, d'ordre public, d'active production, de paix internationale*» (450).

Moins sympathique à l'idée syndicale et même assez méprisant, Jacques Valdour, disciple de Le Play, qui a consacré de longues années à des enquêtes et expériences, d'ailleurs intéressantes, dans les milieux populaires, met au contraire l'accent sur les revendications matérielles des ouvriers, sans méconnaître pourtant les préoccupations de dignité qui s'y mêlent:

«*L'idéologie révolutionnaire est étrangère au salarié, il vit des réalités matérielles et dans les réalités matérielles les plus pressantes, et son ignorance trop générale, son défaut de culture habituel, le rendent presque toujours incapable de concevoir lui-même une doctrine ou de s'intéresser aux doctrines, ou d'en dégager autre chose que les conclusions matérielles ajustables à ses besoins. Ce que d'eux-mêmes conçoivent, désirent et veulent les ouvriers, ce sont des conditions d'existence physique acceptables, tolérables. Les meilleurs d'entre eux, et les autres les suivent très volontiers dans cette voie lorsqu'ils en sont sollicités, aspirent en outre à des conditions d'existence morale conformes aux besoins supérieurs de la personne humaine*» (451).

Même si l'évolution de la pensée ouvrière, dans le sens d'un élargissement et de plus de maturité, n'était pas niable, les classes possédantes ne désarmaient pas, elles n'étaient pas disposées à renoncer aux positions avantageuses qu'elles détenaient et leurs déclarations n'étaient pas toujours de nature à promouvoir ou à faciliter cette paix sociale qu'elles prétendaient vouloir instaurer. M. André François-Poncet (452), dont le témoignage n'est certes pas suspect, a montré comment cette attitude et ces propos pouvaient expliquer, et même justifier, la rancune ouvrière:

«Pour expliquer la force des sentiments qui dressent, à l'heure actuelle, contre le régime établi, une fraction des ouvriers, il faut remonter assez loin dans l'histoire, jusqu'à l'époque qui a vu naître et croître dans notre pays le travail industriel. Les problèmes que devait soulever la nature même de ce travail: l'alliance de l'homme avec la machine, sur le même point la concentration d'une multitude d'ouvriers avec leurs familles, toutes ces difficultés ont-elles été aperçues à temps, traitées à temps avec l'ampleur de vues et de moyens qui convenaient? On voudrait pouvoir répondre que oui. En réalité, l'équipe dirigeante, la bourgeoisie française, n'a compris que tardivement et imparfaitement les tâches qui lui incombaient... L'atelier malsain, le travail pénible et dangereux, le bas salaire, le taudis, l'alcoolisme, la tuberculose n'ont que trop duré en

(450) M. Leroy, «*Les techniques nouvelles du syndicalisme*», Paris. 1925, p.169.

(451) J. Valdour, «*Ateliers et taudis de la banlieue de Paris*», Paris, 1923, p.181.

(452) Personnalité notable de la 3^{ème}, de la 4^{ème} et même de la 5^{ème} Républiques, non sans d'étroites attaches avec le monde des affaires. Ambassadeur de France à Berlin, puis à Rome avant la seconde guerre mondiale. Haut Commissaire de la République dans les territoires occupés d'Allemagne. De l'Académie française.

France. C'est là une des origines, et peut-être la principale, du préjugé antipatronal aujourd'hui répandu» (453).

M. André François-Poncet voyait juste et nous pouvons louer la pénétration et l'impartialité de ce grand bourgeois. Certainement les classes possédantes françaises n'ont pas toujours compris ou voulu comprendre, les responsabilités qui leur incombaient, du fait même de leur position de classes dirigeantes et favorisées, à mesure quelles transformaient leurs entreprises. Elles ne les comprennent toujours pas, même au 20^{ème} siècle, même après les secousses de la première guerre mondiale et la période de prospérité qui l'a suivie et qui leur fut si profitable. Trop de patrons «*de droit divin*» continuent à considérer les revendications ouvrières comme les seules divagations de meneurs insatiables et incompétents, que le gouvernement devrait bien mettre à la raison. Il ne faut pas oublier, et les travailleurs eux s'en souviennent que les lois de protection sociale, votées par le Parlement, ont toujours fait l'objet de marchandages mesquins ou odieux, quelles ont toujours été âprement discutées, violemment critiquées, retardées le plus possible, minimisées par un jeu savant d'amendements opportuns et trop fréquemment, ensuite, violées ouvertement ou tournées avec astuce. Qu'il s'agisse de la loi sur les accidents du travail, de celle sur le repos hebdomadaire, de celles sur la protection des femmes et des enfants ou de la diminution de la durée de la journée de travail, ce sont toujours les mêmes doléances ou les mêmes clamours indignées d'employeurs, prophétisant la ruine de l'industrie française en raison des charges qui l'accablent, les mêmes dénonciations de la paresse et de l'immoralité ouvrières.

Pourtant on ne pouvait pas nier la dureté de certaines conditions de travail, ni les problèmes qui angoissaient les travailleurs: l'insécurité du lendemain, la tare persistante du taudis, générateur d'alcoolisme de tuberculose, de prostitution, de dégénérescence physique ni morale, l'insalubrité de certains métiers, les maladies professionnelles, la difficulté, pour un fils d'ouvrier, de sortir de la condition paternelle, la hantise d'un chômage croissant, l'angoisse du vieillissement, et il fallait beaucoup d'inconscience ou de mauvaise foi pour prétendu comme certains le faisaient, que les ouvriers étaient vraiment insatiables, que le patronat avait fait tout son devoir, qu'il était au-dessus de tout reproche et que toute cette législation sociale allait le mener à la faillite (454).

Les événements ont fait bonne justice de ces craintes patronales, volontairement exagérées. Quels désastres n'avait-on pas prédits au moment du vote de la loi de huit heures! Elle devait amener l'irréversible décadence de l'industrie française et la démoralisation ouvrière, le temps en moins à l'usine ne pouvant être que du temps en plus au cabaret. Or les enquêtes du Ministère du Travail en 1924 démontrent: 1- que la réduction des heures de travail avait eu pour résultat un recul de l'alcoolisme; 2- qu'elle avait amené un développement marqué des jardins ouvriers.

Et d'autre part l'enquête sur la production, menée par le Bureau International du Travail, montra que, dans les usines françaises de mécanique, le rendement journalier moyen, par rapport à 1913-14, s'était maintenu, malgré la réduction horaire, car celle-ci avait amené des améliorations techniques et une organisation plus rationnelle des ateliers. Et il ne semble pas, d'autre part, que les bénéfices des entreprises aient été diminués.

N'en concluons pas pourtant que cette rationalisation ne comportait que des avantages et qu'elle était sans dangers. Excellente peut-être, quant au rendement technique, elle apportait des modifications importantes dans le rythme du travail, comme dans la mentalité de l'exécutant, et comportait des risques contre lesquels il importait de se prémunir. Risques auxquels le syndicalisme ne demeurait pas indifférent, alors que le patronat s'en désintéressait trop souvent et que les pouvoirs publics ne leur accordaient qu'une attention distraite.

André Philip, en étudiant le problème ouvrier aux États-Unis, où la rationalisation était déjà très poussée, avait mis en lumière un des premiers, les caractères inattendus du travail dans la grande entreprise mécanisée, équipée et dirigée suivant les principes nouveaux:

(453) A. François-Poncet, «*Réflexions d'un républicain moderne*», Paris, 1925, p.97.

(454) Dans une conférence au *Musée social* le 10 juillet 1925, Raoul Dautry, directeur général du réseau des *Chemins de fer de l'État*, et plus tard ministre, rappelait que le taudis tue en France 200.000 personnes par an (alors que la guerre de 1870-71 n'avait fait que 90.000 morts). Il rappelait qu'en 1914 nous manquions de 200.000 logements pour abriter convenablement une population dont tout le monde déplorait la stagnation, et qu'en 1925, devrait être porté à 500.000. On sait toute l'insuffisance de notre politique du logement, et combien nous sommes loin, même en 1967, d'avoir résolu le problème de l'habitat ouvrier.

«La science de production met en péril l'indépendance et la personnalité des travailleurs. L'ouvrier moderne n'a plus aucune initiative dans son travail: le choix de ses outils, la détermination des méthodes à suivre, sont fixés en dehors de lui et il n'a plus qu'à appliquer passivement les instructions détaillées du "planning department", toute tentative originale de sa part, toute déviation, si légère soit-elle, du programme fixé, suffirait à rompre l'équilibre de la production. L'ouvrier se trouve ainsi absorbé dans un engrenage mécanique qu'il doit subir, sans essayer de le comprendre, cela conduit à une dégradation de la fonction ouvrière dans la vie intellectuelle du pays, à une diminution de la personnalité, qui pourrait devenir d'une extrême gravité. Le résultat de cet automatisme, c'est que, dans les usines américaines, l'intelligence d'un ouvrier est aujourd'hui un désavantage dans la lutte pour la vie. L'ouvrier moderne est en effet divisé en lui-même. Il apporte à l'usine des bras et des jambes que la machine utilise, et une intelligence qui est inactive et inemployée, cette division de l'être conduit à de douloureux conflits, à une difficulté d'adaptation de l'homme à la machine, à une perte d'énergie et de productivité; l'imbécile, par contre, qui n'apporte à l'usine que ce qu'elle peut utiliser, s'adapte plus aisément et fournit un meilleur ouvrier. L'homme le plus stupide est donc l'ouvrier le plus stable et le plus satisfait de son sort» (455).

Ces mêmes dangers devaient d'ailleurs être aperçus en France, puisque, quelques années plus tard, Charles Spinasse pouvait en faire état à la tribune de la Chambre, pour réclamer une collaboration ouvrière dans toutes les transformations techniques, puisque celles-ci étaient susceptibles de modifier leurs conditions de travail. Il déclarait:

«Après plusieurs années d'expérience, écrivait récemment un ingénieur de la Société Taylor, j'en suis venu à conclure que, quelle que soit l'habileté avec laquelle la direction déterminera la meilleure manière de travailler, cette manière cessera d'être la meilleure si l'ouvrier ne la désire pas.

Donc pas de production intense sans collaboration ouvrière. C'est là que la technique se révèle impuissante, c'est là qu'intervient ce qu'on appelle d'un mot affreux, le facteur humain, c'est là que la conscience professionnelle, l'enthousiasme, l'amour du métier, le cœur enfin, entrent en compte, et le salaire, si élevé qu'il soit, n'acquitte point ce compte-là.

Pour rendre à l'ouvrier cette joie de l'initiative, de la responsabilité, la joie du créateur que connaissait l'artisan d'autrefois à son établi ou devant son métier, pour apaiser en lui le sentiment d'infériorité, d'impuissance sociale, né du système manufacturier et dont il souffre, peut-être plus encore que de sa pauvreté, il faut l'intéresser à la marche de l'entreprise, organiser le contrôle syndical dans l'établissement des salaires, des conditions d'embauchage, de renvoi, de sécurité et d'hygiène, associer en un mot l'ouvrier à la vie de l'atelier d'abord et progressivement ensuite à la gestion de l'entreprise, à laquelle il consacre ses forces, son intelligence et sa vie» (456).

Ce sont des réflexions analogues qui sans doute amenèrent les techniciens, dressant en 1927 un programme de redressement français, à conclure certes en faveur de la concentration des entreprises et de l'adoption des méthodes d'organisation scientifique, mais à y inclure ainsi quelques conseils de prudence: «Organisation méthodique et générale de la participation du travailleur au produit direct de son travail, développement de l'esprit de solidarité entre producteurs, employeurs et salariés, en substituant la solidarité à l'aveugle concurrence et à la lutte des classes et surtout un effort de progrès social librement consenti et délibérément provoqué par les employeurs eux-mêmes» (457).

Pas plus qu'une hirondelle ne fait à elle seule le printemps, un programme de techniciens, même clairvoyants et généreux, ne représente la volonté générale des classes possédantes, et il faut bien reconnaître qui ni le patronat dans son ensemble, ni les pouvoirs publics, ne tentèrent, durant les années de prospérité, d'instaurer les réformes de structure, qui eussent sans doute alors été possibles, qui auraient donné satisfaction ou apaisement au monde du travail et peut-être amené un nouveau climat social, un nouvel état d'esprit. Avec la dure crise économique qui commença en 1929 il n'en fut pas question, trop de raisons, bonnes ou mauvaises, semblaient s'y opposer et les ouvriers, dans leur ensemble, conservèrent cette opinion, que l'on dit simpliste, mais qui est trop souvent justifiée, qu'ils avaient à supporter leur part, leur lourde part, de misères, d'inquiétudes et de souffrances dans les périodes de crise et de récession, mais qu'on ne les appelait guère à participer largement aux bénéfices dans les périodes de prospérité et d'épanouissement. Tout au plus leur en concédaient-on, et d'assez mauvais gré, quelques miettes.

(455) A. Philip, «Le problème ouvrier aux États-Unis», Paris, 1926.

(456) Discours à la Chambre des Députés, 31 janvier 1928.

(457) Rapport Detœuf du 9 avril 1927. (Cité dans Albert Garaud: «Le chômage technologique», Paris, 1938, p.200).

Les difficiles problèmes quotidiens, sans cesse renaissants, risquent d'être paralysants. Personne ne peut sérieusement contester qu'il n'est pas de réflexion sérieuse, qu'il n'est pas de pensée véritable, qu'il n'est même pas de morale possibles, si l'homme ne peut échapper à la hantise des besoins matériels immédiats. L'extrême misère conduit presque inévitablement à l'apathie et à la déchéance morale, et celui qu'obsède l'éternelle inquiétude du lendemain ne trouvera jamais la possibilité de réfléchir sérieusement à sa condition, ni la force d'en sortir. C'est ce que rappelait Henri de Man dans son livre: «*Au delà du marxisme*», dont la première édition parut en 1926. Tout n'est pas à retenir dans cet ouvrage, les variations ultérieures de de Man sont bien connues et elles ont pu faire douter de sa clairvoyance et de sa force de caractère, mais on ne peut dédaigner l'analyse documentée et substantielle qu'il a donnée de la condition et de la pensée ouvrières de son temps, l'effort qu'il a tenté pour compléter les observations de Karl Marx en tenant compte de l'évolution économique et sociale qui s'était produite depuis le milieu du 19^{ème} siècle.

«On ne croit pas que les connaissances humaines puissent se résumer en la pensée logique. Ce sont les mobiles qui comptent. Or beaucoup de ces mobiles, dans la classe ouvrière, sont d'un ordre non économique, mais éthique, moral, intellectuel. Certains parviennent à orienter l'évolution économique elle-même, bien loin d'en être simplement le reflet, le marxisme ne donne qu'une caricature de la mentalité réelle des ouvriers... La clé essentielle de la mentalité de la classe ouvrière se trouve dans son complexe d'infériorité sociale, question de dignité donc, complexe engendré par un vaste ensemble de causes. Bien vaines sous cet angle, les plus sagaces spéculations marxistes sur la valeur et la plus-value. C'est dans leur milieu de vie réel et historiquement variable, qu'il faut considérer les ouvriers, ces êtres vivants, alors que le marxisme ne sait voir que les héros abstraits d'un drame historique, d'une mission historique révolutionnaire.»

La pauvreté volontaire est une vertu dont peu de gens sont capables; la pauvreté involontaire empêche la majorité d'acquérir des vertus supérieures. Le commun des mortels doit posséder de l'argent pour qu'il puisse le mépriser ou du moins qu'il puisse se délivrer de son obsession, il faut que les masses aient atteint un certain minimum de bien-être avant qu'elles puissent renoncer à croire à l'identité de la richesse et du bonheur...»

«L'ouvrier moyen d'aujourd'hui n'est ni un héros sublime, ni un répugnant parvenu; il est tout simplement un être humain qui désire plus de bonheur et qui a besoin, pour cela, de biens terrestres» (458).

Mais il est bien probable que la plupart des dirigeants ne tenaient pas essentiellement à ce que les travailleurs eussent le temps et la possibilité de penser et de réfléchir. Ils préféraient une main-d'œuvre docile et résignée, en même temps qu'une masse électorale facile à manœuvrer et endormir. Certes ce sont là des thèses que l'on n'ose guère soutenir ouvertement; à l'occasion dans les traditionnels discours dominicaux, les gouvernants, et ce ne sont pas toujours les mêmes équipes, tiennent des propos attendris, généreux et applaudis sur les qualités et vertus ouvrières et populaires, sur le rôle éminent des travailleurs dans la vie de la nation ou sur les immenses facilités de promotion que la République a libéralement mises à la portée des masses, mais on sait ce que peut valoir cette éloquence de banquets, de comices agricoles ou de réunions électorales. De leur côté, les employeurs parlent volontiers, dans des cérémonies inaugurales ou anniversaires, de leurs «dévoués collaborateurs», ils remettent avec solennité quelques médailles à de vieux travailleurs depuis longtemps attachés à l'entreprise, mais là aussi ce ne sont guère que formules de courtoisie. En fait, pour les uns comme pour les autres, la classe ouvrière demeure une inconnue inquiétante, dont on ne peut se passer et dont on ne sait pas bien s'il convient d'essayer de la séduire ou s'il faut la réprimer durement.

Même chez ceux, chefs d'entreprises ou hommes politiques, dont il est convenu de dire «qu'ils sont foncièrement démocrates, qu'ils aiment le peuple, qu'ils ont «l'esprit social», on retrouve souvent les traces d'un paternalisme protecteur, l'intime conviction qu'ils sont de qualité supérieure, qu'ils sont «l'élite» dont les directives et les conseils doivent s'imposer à la masse, pour le bien même de celle-ci. Dans les milieux bourgeois on nie volontiers l'existence des classes ou énumère avec complaisance les possibilités d'ascension des éléments populaires, mais on veut ignorer l'existence de foules prolétariennes, condamnées en fait, par le seul hasard de la naissance, à un destin particulièrement rude, dont il leur est bien malaisé de s'affranchir. Quelles perspectives s'offrent en effet aux enfants des mineurs, des ouvriers du textile, de ceux des salariés de l'industrie chimique ou des journaliers agricoles, en dehors du métier paternel ou maternel? Théoriquement ils peuvent prétendre à tout, accéder à tous les métiers tous les emplois et toutes les fonctions, comme l'affirme la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, mais pratiquement leurs chances de s'élever sont bien réduites, sauf s'ils ont beaucoup de mérites et de chance. Et les quelques réussites individuelles qu'on peut signaler ne font que rendre plus accablant le dououreux échec du plus grand nombre. Beaucoup sans doute se résignent à ce qu'ils considèrent comme inévitable, mais quelques-uns, les meilleurs peut-être, plus réfléchis, plus dynamiques, se refuseront à l'acceptation d'un tel destin et voudront, non point parvenir seuls, mais amener la libération du monde du travail, par la persuasion s'il se peut, par la contrainte et la violence si c'est nécessaire.

(458) H. de Man: «*Au-delà du marxisme*» (Édition française), Paris, 1929, p.367.

Nous relevons quelques attitudes caractéristiques des classes favorisées dans l'étude du pasteur Arnold Brémond, qui travailla comme ouvrier pendant plusieurs années, pour essayer de bien pénétrer et comprendre la mentalité des travailleurs de la base. Un patron, informé de son dessein, lui déclara en toute franchise:

«*On dit de vous: voilà un étudiant qui questionnera les ouvriers, il causera avec tout le monde, la quantité du travail en souffrira. Il organisera des conférences et prêtera des bouquins. Ça fera veiller les ouvriers le soir, la qualité du travail en souffrira.*

Moi, je vous approuve pleinement, cependant je ne puis vous embaucher. Mais vous comprenez, le patronat ne se demande pas si une chose est bonne ou mauvaise, il cherche le profit.

Et Arnold Brémond conclut mélancoliquement: «*C'est à rapprocher de la déclaration du directeur d'une usine de 20.000 ouvriers à New York, très généreux en subventions sportives: "Le sport c'est quelque chose d'excellent, ça empêche l'ouvrier de penser"*».

Et il rapporte également la déclaration d'un directeur de trust, français celui-là: «*Les directeurs d'usines ne veulent pas de vous? Cela n'est pas étonnant. On connaît vos tendances de chrétien social. Or le patronat a déjà à lutter contre l'anarchisme et le communisme, s'il doit encore lutter contre le christianisme social, c'est trop*» (459).

Défense traditionnelle d'intérêts, sans doute respectables, mais politique à bien courte vue d'un patronat ne comprenant pas les transformations économiques qui s'opèrent à un rythme de plus en plus rapide et les conséquences sociales qu'elles entraînent nécessairement, ne tenant pas compte de la montée d'une classe, qui acquiert chaque jour plus de maturité et s'efforce à plus de compétence, à laquelle il conviendrait de donner sa chance et de faire sa place. Les groupements d'ouvriers organisés sont soucieux des réalités, ils ne se font généralement pas d'illusions excessives sur les possibilités de leur action et sur le degré de formation de leurs adhérents, mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour mieux former et mieux armer ces syndiqués, l'élément le plus sain et le plus vigoureux du monde du travail et qui rêvent d'un avenir meilleur. Le temps n'est plus, pensent-ils, des affirmations démagogiques et de la croyance au messianisme révolutionnaire, mais c'est le moment de mieux préparer les cadres d'un syndicalisme constructif, en vue du rôle qu'ils auront à remplir et des responsabilités qu'ils auront à assumer dans une organisation sociale transformée.

Et la C.G.T. ne négligea pas cette formation. En cette même année 1927, le Congrès confédéral votait, à l'unanimité, une motion concernant l'enseignement, dans laquelle elle précisait:

«*La C.G.T. confirme les résolutions prises par ses congrès de 1919 et 1925, de porter ses efforts vers la réalisation d'un système d'enseignement qui élève les enfants pour le travail et leur assure à tous, le droit intégral à l'instruction...*

La C.G.T. considère qu'il est de nécessité immédiate de donner aux adultes une éducation prolétarienne, intimement liée au perfectionnement professionnel et à la culture générale, éducation qui fera d'eux les serviteurs dévoués et capables de leur classe.

Elle décide donc la création:

1- dans chaque Union locale, d'une commission d'éducation ouvrière, chargée de créer et de développer les œuvres d'éducation,

2- dans chaque Union départementale, d'une commission départementale qui favorisera la création de commissions locales et aidera à leur fonctionnement.

Elle confirme le mandat donné, par sa résolution du Congrès de 1925, à sa Commission centrale d'Éducation ouvrière. Cette commission aura pour tâche de faciliter et coordonner l'action des commissions locales et départementales et devra aussi déterminer la forme pratique sous laquelle pourra se réaliser l'Université Ouvrière susceptible de former les militants dont la classe ouvrière a besoin».

C'étaient là des préoccupations d'une évidente largeur d'esprit, débordant de beaucoup les questions immédiates de salaires ou d'hygiène des ateliers et qui attestent la haute valeur de l'idéal syndicaliste. Mais nous ne voulons pas cependant en exagérer la portée, ce n'était encore qu'un programme, une manifestation de bon vouloir, et il faudra plusieurs années avant que le Bureau Confédéral et les Unions en arrivent aux réalisations. L'approbation unanime, presque enthousiaste, que la motion avait rencontrée, provenait plus d'une adhésion de principe, d'une sympathie réelle, mais lointaine et assez vague, que d'un intérêt direct, immédiat et passionné pour l'éducation. Il est certain que, pour la plupart de ses adhérents,

(459) A. Brémond: «*Une explication du monde ouvrier*», Saint-Étienne, 1927, p.273.

le syndicalisme représentait surtout, sinon uniquement, un organisme de défense d'intérêts ; mais les plus réfléchis, les plus perspicaces avaient des préoccupations plus amples et plus généreuses et ils exerçaient sur l'orientation du mouvement, une influence qui allait en s'affirmant.

On commençait à s'en apercevoir, même en dehors des groupements syndicaux, et le publiciste Bertrand de Jouvenel pouvait écrire :

«S'il fallait caractériser l'évolution intellectuelle accomplie par le syndicalisme de l'avant et de l'après-guerre, nous dirions qu'il était individualiste et qu'il est socialiste, entendant par là que, loin désormais de se préoccuper uniquement de ce qui l'oppose à d'autres classes, il se soucie principalement de ce qui le rapproche d'elles. En un mot, il a pris conscience de la solidarité de fait.

Intéressé à la prospérité de l'usine où il est employé, l'ouvrier veut collaborer à sa gestion. Intéressé à la prospérité nationale, il veut exercer sur l'orientation de l'économie nationale une influence réfléchie. Enfin, conscient de l'interdépendance mondiale, il désire voir mettre en œuvre les richesses économiques de toutes les nations par le jeu d'une bonne organisation.

On affecte de regarder ces prétentions comme révolutionnaires. Elles sont le gage, au contraire, que le prolétariat accepte la société, non pas naturellement comme un ordre rigide où il doit s'insérer, mais comme une expérience qui se poursuit, comme un corps en croissance, comme l'ébauche d'un avenir à l'élaboration de quoi il compte bien concourir» (460).

C'est en effet une attitude nouvelle que ce désir de participer à la gestion de l'entreprise en y collaborant. Attitude qui fait frémir les tenants du «*droit divin*» du patronat, tout comme les partisans de la «*dictature du prolétariat*», les uns parlant de prétentions démesurées et d'incompétence manifeste, les autres d'abandon et de trahison, mais attitude qui force l'attention et indique une transformation marquée de la mentalité ouvrière, ou tout au moins de la mentalité syndicale. Le vieil associationnisme et le mutualisme sont dépassés, il n'est plus question de réclamer «*la mine aux mineurs*», «*la verrerie aux verriers*», mais de faire place à l'élément ouvrier dans les rouages de contrôle et de gestion. Sans réclamer l'expropriation du propriétaire actuel, le salarié commence à considérer que l'entreprise est un peu sa chose, car elle est en bonne partie son œuvre et le résultat de son travail, et il en conclut qu'il doit s'intéresser à sa bonne tenue, à sa durée, à sa réussite.

Entendons bien qu'il ne s'agit encore là que d'un symptôme, d'une orientation, aperçus seulement par les observateurs perspicaces et nullement d'une conviction partagée par tous les travailleurs, mais l'idée a pris naissance et elle fera son chemin malgré les divisions du monde ouvrier, malgré les polémiques; les divergences en matière politique laissent en effet intacte l'analogie du but envisagé.

En présence des oppositions doctrinales et tactiques, qui séparaient en 1928 les deux Confédérations C.G.T. et C.G.T.U., M. Roger Picard s'est demandé : *Quelle est la véritable héritière de l'esprit syndical?*

«Il est malaisé d'en décider, l'une et l'autre proclament leur espoir d'une transformation complète de la société actuelle et semblent séparées par des divergences de tempéraments et de caractères, plus que par une fondamentale opposition de doctrines. L'une s'avère réaliste, pondérée et possibiliste, l'autre témoigne d'une propension à l'intransigeance, à la violence, au nihilisme. Sur un point cependant il faut reconnaître que la C.G.T. présente, plus que la C.G.T.U. sa rivale, les caractères d'un héritier légitime du syndicalisme français, c'est qu'elle reste strictement indépendante de tout parti politique, alors que la C.G.T.U. resserre chaque jour davantage ses liens avec le communisme. Encore n'est-ce là qu'une nuance, car le mouvement syndical, malgré qu'il en ait, demeure toujours perméable aux influences politiques et qui pourrait contester que la C.G.T. n'ait, moralement, partie liée avec le régime démocratique?» (461).

Sans doute, mais il s'agit là d'un régime et non pas d'un parti et c'est une nécessité de structure car il n'y a pas de syndicalisme libre possible sans une certaine démocratie. Malgré les imperfections du régime de la Troisième République, et le mouvement syndical ne lui ménageait ni ses critiques, ni ses sarcasmes, ce régime comportait un certain nombre de possibilités à ne pas sous-estimer : le droit syndical, le droit de réunion, le droit de grève, un certain nombre de lois de protection, un code du travail, la liberté surtout, dont les travailleurs sentent instinctivement tout le prix et à laquelle ils ne sont pas disposés à renoncer, même en échange de quelques avantages matériels, liberté limitée certes, mais qui offre des moyens d'action à ne pas dédaigner et dont on use. La notion que les ouvriers ont de la démocratie n'est pas statique, ils pensent que les institutions peuvent et doivent être améliorées, ils font figure de demandeurs, de perturbateurs par conséquent, et c'est ce qui inquiète fort d'autres citoyens, républicains et démocrates aussi, mais plus timo-

(460) B. de Jouvenel, «L'économie dirigée», Paris, 1928, p.28.

(461) R. Picard, «Le mouvement syndical pendant la guerre», Paris, 1928, p.54.

rés, plus passifs, plus satisfaits, peut-être parce qu'ils ont meilleure part aux bienfaits du régime et peuvent attendre avec plus de patience les transformations souhaitables.

C'est ce mécontentement, cette insatisfaction des masses qu'exprime admirablement Jean Guehenno dans son «*Caliban parle*»:

«Le dernier siècle semble avoir rendu plus difficile de nous aimer. Jadis nous étions des artisans. On admirait du moins notre adresse et notre ingéniosité, quitte après à nous laisser mourir. Nous avions des chansons qui tiraient aux bonnes gens des larmes. Il n'y a pas cent ans qu'on écrivait à propos de nous des romans édifiants et attendris. Désormais notre laideur même ne se voit pas. Rien qui distingue l'un de nous, le fasse reconnaître. Rien en lui qui arrête le regard, éveille l'attention et l'amour. Nous ne sommes même pas pittoresques. Nous ne sommes ni gentils, ni touchants. Chacun de nous, pris à part, ferait un mauvais héros de roman. Il est banal et sa vie est banale. Elle n'échappe jamais à l'ordre commun d'une misère vulgaire. Nous sommes des hommes sans visage, ceux-là que le mécanisme moderne, qui unifie tout et même les êtres, emploie à toutes fins et selon l'occasion...»

«Mais nous faisons peur, bien loin qu'on pense à nous aimer. Et c'est l'effet encore de cette assimilation tous les jours plus parfaite, que le machinisme moderne achève en nous. On a pitié d'un homme pauvre s'il est seul, il n'est pas dangereux. Mille pauvres ensemble ne sont plus les pauvres, mais "les Rouges", et les boutiquiers ferment leurs boutiques» (462).

Pourtant on rencontre chez ces pauvres, chez ces travailleurs de la base, obscurs et anonymes, des réserves infinies de courage, de générosité, de délicatesse. Ils sont prompts à l'enthousiasme, se passionnent pour les causes qui leur paraissent nobles et s'associent avec élan à toutes les manifestations destinées à protester contre un abus ou une injustice, ou à magnifier une grande cause. Des foules innombrables accueillent et applaudissent le président Wilson et l'espoir de paix qu'il apporte aux hommes de bonne volonté, d'autres se réuniront pour dire leur indignation à propos de l'exécution de Sacco et de Vanzetti aux États-Unis ou de l'assassinat de Matteotti par les sbires de Mussolini, d'autres réclameront justice pour les peuples de l'Irlande ou de l'Inde, ou traitement plus équitable et liberté pour les indigènes de nos propres colonies. Et ces ouvriers aux maigres ressources, à l'avenir incertain, sont prompts à cotiser, à souscrire en faveur d'autres déshérités proches ou lointains, familiers ou inconnus.

Enthousiasmes qui ne sont peut-être pas toujours justifiés et ne sont parfois que des emballements résultant d'une information incomplète ou tendancieuse, mais qui témoignent toujours d'un magnifique désintéressement qu'il conviendrait seulement de mieux éclairer. Robert Garric, qui a poursuivi un admirable travail d'éducation populaire dans les quartiers de Belleville, a tenté de préciser quelques traits essentiels du caractère ouvrier et de mettre en lumière les contreparties de certaines qualités, notamment de ce désir d'apprendre si fréquent chez eux:

«Ce goût de la culture, cet amour des livres, si noble qu'il soit, n'est pas, avouons-le, sans danger. Ce peuple est trop sensible à l'éloquence, à la beauté de la forme pour ne pas être ému par tous les appels, d'où qu'ils viennent, s'ils sont un peu vibrants, son respect même de la pensée le livre absolument sans défense à tous ceux qui lui paraissent servir les idées et parler le langage des savants, il est vite le prisonnier d'une thèse ou d'un système.»

«L'ouvrier, qui est si prudent dans la vie de chaque jour et, dès qu'il s'agit de son travail, si avisé, est tout désarmé devant l'idée. Il suffit qu'elle soit grande et généreuse pour qu'il l'adopte, il l'aime dans la mesure même où elle lui paraît agrandir son horizon. Elle le grise comme un alcool. Comment la contrôlerait-il?» (463).

Nous n'avons pas les mêmes inquiétudes que Robert Garric, mais son analyse ne manque ni de perspicacité, ni de finesse, car certains enthousiasmes populaires demeurent superficiels et sans lendemain. Le remède n'est pas dans la défiance à l'égard des livres et des idées, il se trouvera au contraire dans une formation militante plus complète, dans une culture générale plus poussée et mieux adaptée, mais il va de soi qu'un tel résultat ne peut être obtenu en quelques années. Chaque génération, même si nous admettons qu'elle a été plus longuement instruite et mieux formée que la précédente, se heurte cependant à des traditions anciennes, à des routines et préjugés que l'on dit vénérables, à des situations acquises que certains tiennent pour intangibles et tout cela contient, peut-être utilement, sa fougue et son désir de changement, mais aussi ralentit les réalisations et peut faire naître le découragement. Non sans lenteurs et retours en arrière, des transformations s'opèrent et demeurent acquises, l'ouvrier qui avait trente ans en 1930, par exemple, ne pensait pas comme son devancier qui avait eu trente ans en 1900, il avait une autre formation

(462) J. Guehenno: «*Caliban parle*», Paris, 1928, p.178.

(463) R. Garric, «*Belleville*», Paris, 1928, p.130.

technique, une autre vision de l'entreprise et du rôle qui lui était imparti, une autre conception de la vie, il avait d'autres espoirs et d'autres impatiences, car il avait connu d'autres épreuves et d'autres satisfactions, il avait vécu dans un climat social différent, dans un monde transformé où il avait eu à résoudre des problèmes qui ne se posaient pas pour lui autrefois. N'en concluons pas qu'il était supérieur, disons seulement qu'il était autre, sans doute mieux adapté aux conditions économiques et sociales de son temps et qu'il pouvait, par conséquent, agir sur elles avec plus d'efficacité. Par exemple le vieil esprit d'épargne, élément fondamental de la sagesse ouvrière, est fortement ébranlé par les dévaluations successives des monnaies et remplacé par le souci de satisfactions immédiates et le désir de profiter de la vie, les anciennes valeurs de pratique professionnelle se heurtent aux nouvelles valeurs théoriques devenues indispensables dans une technique plus complexe, une jeunesse dynamique et impatiente prend part à la production et rejette impérieusement des disciplines et des comportements que ses anciens acceptaient ou subissaient sans protester, mais qu'elle juge périmés. N'en prenons pas trop souci, il en fut sans doute toujours ainsi et nous n'avons aucune intention de nous joindre au chœur de ceux qui se lamentent sur la décadence de toutes choses et regrettent «*le bon vieux temps*» en déplorant les insuffisances, les erreurs, les impatiences et les folies de la jeunesse. Cependant il nous semble important de sauvegarder dans la classe ouvrière, et ce n'est pas une question d'âge, les qualités traditionnelles qui la marquaient et dont elle était justement fière: respect du travail et du métier, solidarité et camaraderie, aspiration à plus de justice, tolérance, sens de l'humain et respect de l'homme... Et cela n'est nullement incompatible avec les transformations économiques et techniques qui s'accomplissent chaque jour.

C'est à quoi pensait M^{me} Myriem Foncin, qui appartint au groupe des «*Équipes Sociales*» de Robert Garric, quand elle précisait ce que doit être une véritable culture et particulièrement une culture ouvrière:

«La culture générale, ce n'est pas pour nous l'acquisition des connaissances diverses, des différentes disciplines de l'esprit; en ce sens les intellectuels ce sont les spécialistes formés ou déformés, et cette culture loin de la vie quotidienne serait nuisible au jeune homme qui travaille dans l'atelier ou le bureau.

La culture générale, c'est la science de la vie, le développement et la culture de tout l'être, elle s'enrichit aussi bien d'une méditation morale que d'un spectacle d'art, d'une expérience technique que d'un travail logique. Tout ce qui est vivant et humain y concourt. La culture générale c'est l'entraînement de l'être à se servir de toutes ces connaissances concrètes et intellectuelles pour se comparer lui-même et dégager sa personnalité» (464).

Certainement ce sera toujours besogne complexe et délicate que d'instaurer cette culture ouvrière dans un milieu absorbé par des soucis matériels pressants, mais peut-être le vieil individualisme est-il en train de perdre du terrain. Plus que jamais le dicton: «*Malheur à l'homme seul!*», prend allure de bon conseil et M. André Fourgeaud a pu mettre en relief l'esprit collectif, la propension au groupement qui lui semblaient caractériser cette époque, tendances qui facilitaient l'action, mais substituaient trop souvent le goût de l'imitation et un certain esprit grégaire et moutonnier, au souci de la libre recherche:

«Les ententes d'entreprises ou de producteurs, quels que soient leurs noms : cartels, comptoirs, konzerns, trusts, coopératives, et quels que soient leurs moules juridiques, rationalisent le marché des produits et des services en tissant sur toute l'économie un réseau serré de véritables contrats collectifs et le mouvement se poursuit par la syndicalisation des consommateurs ou clients d'une industrie: ligues d'usagers, coopératives de consommation, etc...

Dès lors, l'avènement du syndicalisme sonne le glas du marxisme révolutionnaire et du syndicalisme néo-marxiste, dont le rôle historique est fini et il ouvre une issue providentielle vers une réussite heureuse de la société humaine, à égale distance de Moscou et de Washington.

Économiquement et politiquement en effet, le syndicalisme généralisé se place à égale distance de la rationalisation plutocratique sous la dictature des chefs des trusts (U.S.A.) et de la rationalisation leniniste du socialisme rationnel sous la dictature du prolétariat (U.R.S.S.)» (465).

André Fourgeaud concluait sans doute un peu hâtivement à la mort du marxisme et du syndicalisme néo-marxiste qui s'affirment encore bien vivants trente ans plus tard, mais son analyse de la concentration et de l'action des groupes organisés comme caractères dominants de cette époque demeure exacte. Mais que vaudra ce syndicalisme équilibré dont il nous annonce la venue? Quelques auteurs ont essayé d'en déterminer les traits principaux.

André Philip esquisse quelques directives qu'il juge indispensables. Il s'adresse aux socialistes, mais ses avertissements valent aussi pour les syndicalistes:

(464) M. Foncin, «*Esprit des Équipes Sociales*», Paris, 1929, p.29.

(465) A. Fourgeaud, «*Du code individualiste au droit syndical*», Paris, 1929, p.15.

«Le socialisme a une tâche à remplir. Il doit, à une classe ouvrière embourgeoisée, apporter un idéal de vie nouveau. Il doit travailler à l'éducation morale des masses et chercher à les éveiller à des désirs plus nobles et plus élevés. Enfin, au matérialisme bourgeois égoïste et jouisseur, qui met au premier plan des préoccupations humaines l'accumulation des richesses, il doit opposer un réalisme spiritualiste qui affirme l'éminente dignité et la valeur sacrée de la personnalité humaine. C'est au nom du respect de la personnalité, du droit de tout homme à se réaliser intégralement et à "trouver son âme" que le socialisme combat pour l'émancipation ouvrière. C'est au nom du droit de chaque individu au minimum de bien-être indispensable pour vivre une vie morale et intelligente qu'il poursuit l'appropriation collective du produit net» (466).

S'en suit-il que le syndicalisme doive renoncer à son attitude de critique, d'opposition et de lutte, pour accepter le statut social actuel et en arriver à une éventuelle collaboration avec un capitalisme devenu plus compréhensif? Le temps n'en semble pas encore venu, car en fait les capitalistes, sauf de très rares exceptions, n'acceptent pas d'entendre parler de cette collaboration, pas plus que d'un possible partage des pouvoirs de gestion qu'ils ont assumés seuls jusqu'à ce jour. Tout au plus acceptent-ils, et c'est une pratique déjà ancienne, d'attirer dans la classe dirigeante quelques-uns des meilleurs éléments prolétariens, facilement gagnés ou neutralisés. En fait, par l'intermédiaire de certaines grandes écoles, de Polytechnique et de Centrale notamment, un petit nombre d'ingénieurs, d'origine populaire, entraient chaque année dans les cadres supérieurs de l'industrie et des affaires, et certains y faisaient brillante et profitable carrière. Conquête prolétarienne? Certes non, mais seulement réussites individuelles, qui faisaient de ces favorisés, non sans mérites d'ailleurs, de nouveaux privilégiés, transfuges de leur classe que trop souvent ils se hâtaient d'oublier. Le syndicalisme ne conteste pas leur valeur, ni leur intelligence, ni leur capacité de travail, mais il ne peut s'intéresser autre mesure à ces exceptions, il n'a jamais eu pour objectif la réussite, même brillante, de quelques-uns, mais l'élévation de toute une catégorie sociale.

On peut bien penser que les classes possédantes entendaient, fort naturellement, limiter ou tout au moins retarder le plus possible les concessions qu'elles seraient obligées de faire. Un représentant qualifié du patronat: M. Henri de Peyerimhoff, président du Comité des Houillères, s'en est expliqué dans une conférence sur «Les formules modernes d'organisation économique et leurs connexions politiques et sociales»:

«La notion de classe se révèle périmée et inféconde... C'est pour cela qu'il faut attacher tant d'importance à la prise en charge, soit par l'entreprise individuelle, soit par la profession organisée, des moyens d'éducation et de soutien qui permettront aux meilleurs éléments de la jeunesse professionnelle d'atteindre, par des possibilités complètes de formation, les grands postes que leur mérite exceptionnel leur donnerait titre à occuper» (467).

Il n'y avait là aucune concession de principe vraiment nouvelle, seulement un moyen d'écrémage des élites populaires pour les incorporer dans les classes dirigeantes. Cependant M. de Peyerimhoff reconnaît nettement au personnel d'exécution le droit de libre organisation.

«Le personnel a le droit, nous dirions volontiers qu'il a le devoir, de s'organiser pour la défense de ses intérêts propres, librement, suivant les modes et les formes que la tradition lui aura conseillées...».

Il reconnaît aussi à ces exécutants le droit au bien-être, à une vie plus large et plus humaine. Et il va plus loin encore:

«Ne réduisons pas leurs aspirations aux seules satisfactions matérielles. C'est autre chose que "le pain et les jeux" que nos peuples ont le droit de demander à leurs chefs».

Dans ce texte apparaît une mentalité patronale nouvelle, qui efforce d'être plus large et plus compréhensive, du moins en principe, loin de condamner comme jadis l'organisation ouvrière et de pourchasser les délégués syndicaux, certains employeurs en arrivent à souhaiter l'une et à réclamer la collaboration des autres. A l'anarchie des solutions individuelles, différentes et même contradictoires, parfois dans la même ville, ou dans la même industrie, les plus clairvoyants veulent opposer des conventions collectives qui supprimeront sans doute certains conflits et empêcheront de passionner les autres, en leur enlevant ce caractère personnel qu'ils prenaient souvent. Le syndicat patronal et le syndicat ouvrier discuteront avec plus de compréhension, plus de mesure et moins d'apprécié que ne le faisaient le patron et l'ouvrier isolés, ils discuteront en tout cas sur le même plan à égalité et cela permettra sans doute de faire, dans bien des cas, l'économie de la grève ou du lock out, *«formes primitives et à demi sauvages»* des conflits du travail, comme déclare M. de Peyerimhoff.

(466) A. Philip, cité dans H. de Man: *«Au-delà du marxisme»*, Paris, 1929, p.48.

(467) Conférence faite à la Société des Conférences internationales. Berlin. 17 décembre 1928.

Malgré son autorité et son prestige, malgré, mais peut-être à cause de l'originalité de ses vues, le président du Comité des Houillères n'entraîna pas l'adhésion unanime des patrons français, dont l'organisation était encore récente et incertaine, et chez qui les individualistes étaient les plus nombreux et les plus influents. Si nombre d'ouvriers semblaient désormais ralliés à l'idée des conventions collectives, prévues par la loi depuis 1919, les chefs d'entreprises étaient beaucoup plus réticents à leur égard, ne les acceptaient que contraints et forcés et les interprétaient souvent de mauvaise grâce et non sans mauvaise foi. C'est ce qui explique pourquoi, après un assez bon départ en 1919, la pratique des conventions collectives ne se généralisa pas et qu'elles furent en fait abandonnées.

Une fois encore ce sont les milieux syndicaux ouvriers qui dépassent le plan de la vie quotidienne pour essayer d'organiser l'avenir. Parmi les militants on accepte l'idée de la révolution économique qui doit nécessairement accompagner la transformation technique déjà amorcée, car les conditions changeantes de la production, auxquelles ils se heurtent chaque jour, les ont mis en garde contre cette stabilité dont certains font la condition essentielle de toute civilisation, mais qui ressemble bien souvent à l'engourdissement et à la sclérose.

Étudiant les réformes dont il jugeait indispensable l'intervention, Sammy Beracha, fait la critique de l'organisation démocratique, ou prétendue telle, du moment:

«L'œuvre de ceux qui nous ont dotés d'une constitution a été détruite par l'expérience et surtout par l'évolution de l'économie qu'ils ont livrée à l'anarchie. Cette évolution a dévoilé le mythe de la souveraineté nationale, qui est "non seulement indémontré et indémontrable mais encore inutile" (Duguit, dans son Traité de Droit Constitutionnel, 1928). Elle a montré l'existence d'une souveraineté de groupements sociaux, organisés selon leurs fonctions économiques, ce qui témoigne de la nécessité qu'il y a d'incorporer les syndicats dans l'État. Elle a démontré encore que la puissance publique, comme la vie des syndicats, est dominée par ceux qui détiennent la puissance économique. Ce qui témoigne de la nécessité qu'il y a d'incorporer les fonctions de direction économique dans le syndicalisme.»

Toute réforme de l'État se résume exactement à ceci:

1. *Le syndicalisme doit passer du domaine du droit privé et de la coutume dans le domaine du droit public. Le syndicalisme doit être rendu obligatoire pour toute la production et doit être doté de certaines attributions de puissance publique.*

2. *La fonction de direction des forces économiques, détenue par la ploutocratie, doit devenir l'attribution principale des syndicats des fédérations syndicales et de l'État» (468).*

Évidemment tous les ouvriers n'étaient point d'accord sur tous les points avec Sammy Beracha, et il est certain que beaucoup auraient protesté vigoureusement contre l'idée du syndicalisme obligatoire. Mais tous savaient confusément que la démocratie politique qu'on leur avait concédée ne résolvait pas tous les problèmes, que les puissances d'argent étaient en fait les maîtresses de l'appareil gouvernemental quelle qu'en fut l'étiquette. Ces dynasties bourgeoises, ces grandes corporations économiques, ces mandataires des grosses affaires, faisaient et défaisaient à leur gré les ministères et réussissaient toujours à sauvegarder leurs intérêts essentiels, même quand ceux-ci s'opposaient à l'intérêt national que les chefs de l'économie prétendaient servir. Leur puissance était considérable et leur prestige demeurait intact, malgré quelques faillites et scandales financiers retentissants mais vite oubliés. De façon un peu simpliste, mais assez exacte cependant, les masses comprenaient que l'appareil gouvernemental et la représentation parlementaire n'étaient qu'un décor derrière lequel se tendent et agissaient les vrais maîtres de la France, ces maîtres que l'on désignait sous ces vocables expressifs et vagues: «le mur d'argent» ou «les deux cents familles».

Qu'un changement soit souhaitable et inévitable, que l'importance de l'économie soit primordiale dans les sociétés modernes, que l'intérêt général doive l'emporter sur l'intérêt particulier, beaucoup en convenait sans doute en théorie, mais on voyait mal le processus possible de transformation et Sammy Beracha rappelait rudement aux impatients et à ceux qui croyaient aux miracles, les conditions préalables nécessaires:

«La prise du pouvoir politique ne sera un moyen sérieux d'action que le jour où elle pourra être appuyée par une conquête simultanée du pouvoir de direction de la vie économique, c'est-à-dire le jour où les rénovateurs auront sous la main, prêts à fonctionner les différents cadres de la nouvelle organisation économique...»

Une majorité de députés ne suffit pas. Il faut encore l'appui d'un syndicalisme organisé sur des bases absolument nouvelles...»

Nous ne croyons pas que l'enthousiasme que nous retrouvons à la base du mythe de la grève générale, qui anime les producteurs syndiqués, suffise pour faire marcher, le lendemain de la prise du pouvoir politique, tout l'appareil économique. Il faut le dire franchement les syndiqués avec leur organisation actuelle, avec l'esprit qui les anime aujourd'hui, avec les divergences qui les morcellent, n'ont pas encore la compé-

(468) S. Beracha, «Rationalisation et Révolution», Paris, 1930, p.175.

tence nécessaire pour entreprendre le travail de direction économique auquel ils sont voués...

Il faut que le syndicalisme s'éduque et se prépare à la formation économique et sociale dont l'inévitable rationalisation le chargerà» (469).

Que cette préparation, cette éducation ouvrière, soient encore bien incomplètes, les syndiqués eux-mêmes en convenaient, mais ils pouvaient tirer quelque fierté des progrès déjà réalisés dans la législation du travail comme dans la transformation des esprits. Si la question sociale était désormais posée et considérée comme un problème essentiel, c'est bien en grande partie à eux qu'on le devait, à leur ténacité, à l'esprit de combativité et de sacrifice des premiers militants, à l'action continue et réfléchie des nouvelles générations. S'il était de bon ton dans les feuilles bourgeoises de railler les prétentions ouvrières, de tourner en dérision les motions de congrès, les gouvernants, comme le patronat, savaient bien que le mouvement syndical était une force avec laquelle il fallait désormais compter.

Bonnevay, Ministre de la Justice, dans un cabinet Raymond Poincaré, avait bien obtenu de faire prononcer par un tribunal en 1921, la dissolution de la C.G.T., organisation interprofessionnelle, non autorisée explicitement par la loi de 1884, mais ce fut un arrêt que personne ne prit au sérieux, pas même ceux qui le rendirent, ni surtout ceux que l'on voulait atteindre. Le Bureau Confédéral fit appel, cet appel ne vint jamais devant la cour et en janvier 1924 l'affaire fut renvoyée «*sine die*». Prononcer la dissolution de la Confédération était certes chose facile, mais faire exécuter l'arrêt eut été une surprise délicate et hasardeuse, pleine de complications et d'inconnu et le gouvernement n'en avait ni les moyens, ni peut-être le désir (470).

Mieux informé et plus clairvoyant que les hommes politiques, Sam A. Lewisohn, en étudiant l'esprit nouveau dans l'industrie rend hommage au syndicalisme et montre l'importance de son action:

«Il a rendu de grands services, non seulement en assurant directement ou indirectement, la sauvegarde de certaines conditions de l'emploi, telles que les salaires ou la durée du travail, mais aussi parce qu'il constitue dans ses aspects sociaux et politique une force importante de "libération". Une grande partie de notre législation sociale a été édifiée avec son concours. Il a été également une critique utile du système économique en général et des institutions sociales, ainsi que de certaines méthodes particulières de gestion industrielle» (471).

Cela n'avait pas été obtenu sans luttes, ni souffrances, le syndicalisme avait dû conquérir sa place et imposer son influence et le souvenir des exactions et des abus du passé a souvent rendu difficile la solution des problèmes présents. L'atmosphère des usines de 1930, quoique améliorée par rapport à celle des usines de 1900, laissait pourtant subsister bien des sujets de mécontentement des tensions et des occasions de conflits entre employeurs et salariés et ceux-ci, même s'ils n'en avaient pas toujours souffert personnellement, conservaient le souvenir amer de certains règlements d'atelier draconiens et humiliants du début du siècle, de certains chasses aux syndiqués et de l'établissement de listes noires.

«Dans certaines entreprises ou branches industrielles, le souvenir d'abus anciens rend parfois difficile l'application de méthodes nouvelles... L'étroite solidarité de classe, qui règne chez les travailleurs de l'industrie houillère, est due, pour une grande part, aux récits amers des mauvais traitements subis par les mineurs d'autrefois, que les travailleurs d'aujourd'hui ont entendu faire dans leur enfance» (472).

Sam A. Lewisohn, qui fut le président de l'*American Management Association*, parle surtout pour les Etats-Unis, mais ce qu'il dit est également valable pour tous les pays d'Europe et particulièrement pour la France, où les équipes patronales ne renonçaient que lentement et à regret à leur ancien pouvoir et à leurs vieilles méthodes.

(469) S. Beracha, ouvrage cité, Paris, 1930, p.219.

(470) Dissolution prononcée le 12 janvier 1921, par le Tribunal correctionnel de la Seine.

«Les inculpés se sont engagés dans la voie dangereuse d'une révolution politique, d'autant plus incompatible avec les prérogatives essentielles de l'État, que cette action s'affirme par tout un réseau d'alliances avec de puissantes organisations étrangères de l'Internationalisme.

Pour ces motifs:

Condamne Jouhaux, Lapierre, Dumoulin, Laurent, Calveyrac, chacun et solidairement, à 100 francs d'amende, prononce, conformément à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, la dissolution de la Confédération Générale du Travail, nomme experts avec mission de procéder à la liquidation des biens de la C.G.T. dissoute».

(471) S.A. Lewisohn: «L'esprit nouveau dans l'industrie», Paris, 1930, p.148.

(472) S.A. Lewisohn, Ouvrage cité, p.30.

C'étaient leur incompréhension et leur manque de ménagement qui avaient provoqué, cent ans auparavant, les émeutes ouvrières avec bris de machines et ils montraient le même manque de clairvoyance en face des apports techniques des années trente, en particulier ils ne faisaient pas grand chose pour faire comprendre et accepter à leur personnel, des transformations mécaniques ou de structures financières, qui s'imposaient sans doute, mais dont ils entendaient conserver le bénéfice pour eux seuls.

Quelques économistes d'esprit plus ouvert et qui avaient compris, faisaient pourtant entendre de salutaires avertissements:

«Le patron a sa part de responsabilité dans l'incompréhension du machinisme. Pour que le système réussisse il faut d'abord l'accord du capital, de la main d'œuvre, puis de la consommation. Les économies qui vont être réalisées du fait de l'application du système, doivent profiter à ces trois éléments. L'ouvrier doit recevoir un meilleur salaire, l'acheteur doit payer un prix plus bas, enfin le patron s'enrichir. C'est le "fordisme", qui n'est, ni une légende, ni un rêve, ni un idéal, mais un fait. Le but ne sera pas atteint, si le patron veut garder pour lui seul les bénéfices accrus» (473).

La méthode Ford et sa pratique des hauts salaires, et aussi sa chasse aux syndiqués, ne nous paraît certes pas un régime idéal pour l'industrie, mais elle témoignait cependant d'une largeur de vues à laquelle le patronat français d'alors n'atteignait que rarement. Trop souvent chez nous le travail industriel entre les deux guerres mondiales, correspondait assez bien à la description que, sans illusions, en a faite Henri de Man:

«Le travail industriel est une charge, quand on l'accomplit sous la contrainte de la misère et d'une force sociale supérieure: il est socialement inférieur quand il est l'œuvre d'hommes qui peuvent figurer au niveau le plus bas de la culture et de l'intelligence sans cesser d'être aptes à l'accomplir; il est moins intelligent que le travail intellectuel quand on le dégrade à n'être plus qu'une fonction de simple exécution dévolue à des automates qui servent les machines; il est un sort peu enviable, quand il n'assure à l'ouvrier qu'un chiche minimum de vie, de liberté et de loisirs; il est avilissant quand il oblige l'homme, sous la menace de la faim, à obéir à des maîtres sur le choix desquels il n'a aucune influence, et dont il ne peut contrôler la gestion; il n'est pas beau quand on l'exécute dans des usines laides, tristes, pareilles à des prisons; il est malsain quand il expose l'ouvrier au surmenage, à des maladies professionnelles ou à des accidents qu'il serait possible d'éviter; il est sale quand il laisse l'ouvrier regagner son logis, noir de suie, couvert d'huile ou de poussière; bref sa valeur sociale est inférieure, quand il demeure réservé à une classe sociale infériorisée» (474).

Quelle opinion qu'on puisse avoir sur les conditions du travail dans le passé médiéval, il faut comprendre qu'elles sont aujourd'hui disparues et révolues et ne sauraient reparaître, mais il faut avoir l'honnêteté aussi de reconnaître que les conditions actuelles de l'exercice de certains métiers sont souvent peu aimables pour ceux, et ils sont légion, qui n'ont pas eu la possibilité de choisir un travail conforme à leurs goûts, à leurs aspirations, à leurs forces. De plus en plus la journée de travail apparaît aux exécutants comme une obligation sociale à laquelle on ne cherche pas à se soustraire, qu'on accepte même sans discussion, mais dont on souhaite qu'elle n'absorbe pas tout le temps, toutes les forces et toutes les énergies de l'ouvrier, qu'elle lui laisse des possibilités de vie personnelle et d'indépendance.

«Dans toutes les couches de la population on sort de plus en plus du travail, pour trouver des satisfactions que le travail productif n'accorde plus ou presque plus» (475).

Et Gina Lombroso, sociologue avertie, faisait entendre le même avertissement, dénonçant la lourdeur de l'emprise industrielle sur l'ouvrier du 20^{ème} siècle, malgré le machinisme ou même à cause de lui, et ses redoutables conséquences au point de vue physique et moral:

«La conclusion de toutes les brillantes conquêtes de l'industrie est l'ennui, qui opprime tous les hommes en ce siècle qui regorge de biens matériels, de possibilités de jouissances; ennui dû à la décadence de l'intelligence et du sens moral, au manque d'idéalisme; ennui consécutif aussi à la suppression du travail manuel, à la concentration des hommes en d'énormes agglomérations, à la standardisation de la vie, au caractère artificielle de la vie, des aspirations, des fonctions voulues par l'industrialisation» (476).

(473) J.L. Duplan, «*Sa majesté la machine*», Paris, 1930, p.63.

(474) H. de Man, «*La joie au travail*», Paris, 1930, p.298. (475) H. de Man, même ouvrage, p.302.

(476) G. Lombroso, «*La rançon du machinisme*», Paris, 1931, p.350.

Par contre M. Félix Guillot, moins absolu et moins pessimiste, essayant d'analyser avec précision les réactions ouvrières en face de la rationalisation qui s'introduisait dans les usines, tentait de les orienter dans un sens plus favorable:

«S'apitoyer sur la soi-disant monotonie du travail rationalisé, ce n'est que s'arrêter sur une apparence, au lieu de pénétrer au fond de la réalité. La vraie monotonie ne vient pas de la répétition d'un travail, toujours le même, elle est créée par la vie sans espoir, par l'impression que, quoi qu'on fasse, on ne pourra en sortir, que ce sera toujours la même vie terne et sans joie, toujours la même existence médiocre, sans l'espoir de quelque chose de mieux. L'organisation scientifique du travail par l'augmentation des salaires, par le développement des œuvres de toute espèce a bien amélioré cette situation. Elle a peut-être enlevé à l'ouvrier certaines initiatives dépassant sa compétence pour les attribuer au personnel de direction, mais par contre elle lui a donné l'assurance que ses efforts seront récompensés... De plus la diminution de la journée de travail, rendue possible grâce à organisation scientifique, en augmentant ses loisirs, lui permettra de se reposer et constituera le meilleur dérivatif à la monotonie. Il pourra cultiver son esprit et se délasser comme il l'entendra» (477).

La vision de Félix Guillot est peut-être trop optimiste et il surestime quelque peu les avantages ouvriers, mais son analyse ne manque pas de perspicacité. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse la rationalisation est désormais un des caractères essentiels de la grande industrie et il n'est pas question d'y renoncer, il faut donc l'accepter et compter avec elle sans renoncer à atténuer ou faire disparaître les plus notables des inconvénients qu'elle entraîne. Il est bien certain d'ailleurs que les ouvriers eux-mêmes, s'ils ne l'accueillent pas sans restrictions, ne la condamnent pas non plus sans réserves et demandent surtout à être associés aux modalités de son emploi, à l'étude des mesures de transition et éventuellement au partage des profits réalisés. Par contre il faut retenir ce manque d'espérance qui caractérise encore trop de vies ouvrières, tôt engagées dans un cycle de production qui ne fut pas toujours de libre choix et sur l'évolution duquel les principaux intéressés ne peuvent rien. Trop de travailleurs et de travailleuses sont condamnés, par le seul hasard de leur naissance ou d'une localisation géographique, et à moins de chances exceptionnelles, à ne jamais dépasser le médiocre horizon qui est le leur. Tous les jours ils devront reprendre le chemin de l'usine ou du bureau, de l'atelier ou du magasin, tous les jours refaire les mêmes gestes, fournir le même effort, pour des fins qui leur échappent, avec la rancœur de savoir que s'ils créent de la richesse, suivant la formule des économistes, ils n'auront que peu de part aux satisfactions que cette richesse peut procurer. Sans doute, et les moralistes ne se font pas faute de la répéter, la richesse ne fait pas le bonheur, mais nous savons bien aussi que la gêne constante, le souci permanent du budget familial à équilibrer, les fins de mois difficiles, la crainte du lendemain ne sont pas non plus des conditions favorables à la paix des esprits et à l'épanouissement des personnalités. L'existence du travailleur de la base est trop souvent morne et vide, ne comportant que des satisfactions médiocres et sans possibilités suffisantes de renouvellement et d'élargissement. Et le rythme industriel de notre temps ne permet guère d'espérer qu'on verra revivre dans les métiers, les joies anciennes qui pouvaient naître du travail lui-même.

Peut-être sommes-nous à l'apogée du capitalisme, comme certains le prétendent, ou celui-ci est-il déjà sur son déclin, comme d'autres l'affirment, mais nous devons reconnaître que si, cette civilisation capitaliste est génératrice de merveilleuses inventions techniques, elle a aussi entraîné la disparition ou l'amoindrissement de précieuses valeurs humaines.

Analysant la vie économique du 20^{ème} siècle, l'économiste Werner Sombart a mis en relief les transformations qui furent apportées dans la structure et la vie des entreprises:

«Jadis il y avait des rapports psychiques entre collaborateurs, rapports bons ou mauvais d'ailleurs, mais ils disparaissent progressivement pour faire face à de simples rapports intellectuels.

Nous ne faisons pas grand cas de la sympathie personnelle ou de l'élément humain dans la vie professionnelle, déclarait de son côté Henry Ford, et il semble que cela soit désormais un état d'esprit assez général dans les grandes entreprises. Les ouvriers, embauchés ou licenciés suivant le rythme du travail et l'ampleur des commandes, deviennent de simples numéros, des cartons dans des fichiers, analogues à des pièces de machinerie et les méthodes de rationalisation entraînent trop souvent avec elles un processus de déshumanisation».

(477) F. Guillot, «La rationalisation et ses conséquences pour l'ouvrier», Lyon, 1934, p.165.

Les nouvelles conditions de l'industrie en voie de rationalisation seront analysés un peu plus tard, par des économistes et des sociologues particulièrement intéressés par l'étude du travail humain, notamment par: - Georges Friedmann: «La crise du progrès», Paris, 1936; «Problèmes humains du machinisme industriel», Paris, 1946; «Où va le travail humain?», Paris, 1951; «Le travail en miettes», Paris, 1957. - Jean Fourastié: «Le grand espoir du 20^{ème} siècle», Paris, 1950; «Machinisme et bien-être», Paris, 1951.

Aussi Werner Sombart essaie-t-il de trouver un remède:

«C'est le syndicat, le groupement ouvrier librement consenti, qui pourra apporter un correctif, en recréant une atmosphère de travail plus humaine. Il aura en outre le mérite d'apporter à la production plus de stabilité et de régularité.

Les progrès du mouvement syndical ont assuré au processus économique cette stabilité dont le capitalisme a un si grand besoin. Les interruptions de travail par les "grèves sauvages", c'est-à-dire, non décrétées par l'organisation ouvrière, auraient été beaucoup plus fréquentes si les syndicats n'avaient pas été là. Il n'y a pas de meilleure assurance contre les grèves absurdes et abstraites qu'une caisse de syndicat bien garnie».

Évidemment, Sombart pense surtout aux expériences et méthodes des syndicats allemands. Nous ajouterais par notre part, à cette encasise, qui seule n'est pas suffisante, une organisation syndicale bien conduite, avec des militants nombreux et bien formés et des syndiqués conscients et suffisamment instruits pour ne pas être guidés uniquement par leurs impulsions et leurs instincts, pour ne pas se laisser entraîner par des mots d'ordre émanant d'organisations politiques qui ne se préoccupent pas toujours des véritables besoins des travailleurs, pour opposer au «*viol des foules*» leurs réactions de travailleurs avertis des nécessités économiques.

Notre auteur conclut en insistant sur les services rendus à l'industrie par les exigences ouvrières elles-mêmes, obligeant les patrons à des modernisations devant lesquelles ils avaient longtemps hésité:

«Depuis que les exigences ouvrières se sont accrues, l'entrepreneur se voit obligé de rechercher les moyens susceptibles d'augmenter leur rendement. Dans beaucoup de cas, sinon dans tous ce sont les exigences des ouvriers qui forcent les entrepreneurs à perfectionner leurs entreprises, à améliorer leurs procédés techniques.

... De même les syndicats ont exercé une influence favorable sur la modalité du processus économique. N'oublions pas en effet, qu'un contrat collectif suppose nécessairement l'existence d'une organisation ouvrière assez forte pour pouvoir en assurer l'exécution. C'est ainsi que nous devons mettre à l'actif des syndicats, tout ce que nous avons de bon dans l'objectivation des rapports entre le capital et le travail» (478).

Quelle mission et quelles tâches se proposait dans l'immédiat ce prolétariat, jadis si déshérité et si décrié, devenu désormais une puissance, mais tourmenté d'inquiétudes et ravagé de contradictions? Quelle idée se faisait-il de sa force, de son devenir, de sa place et de son rôle dans la société? Quels moyens d'action comptait-il employer pour arriver à cette suppression du salariat qui demeurait son objectif essentiel? Quels alliés pensait-il obtenir? Quelle formation souhaitait-il pour ses dirigeants?

Il faut le redire une fois de plus, la pensée ouvrière est mouvante, parfois confuse et présente bien des aspects différents et même contradictoires. L'ouvrier du textile, celui de la mine ou celui de la métallurgie, le cheminot ou le postier, le travailleur de l'alimentation ou celui des cuirs et peaux, le docker ou le compagnon du bâtiment, le garçon de café ou l'instituteur, le personnel de la Santé publique ou celui de la Sécurité sociale, ont formation, compréhension et comportement différents. Pour la plupart ils ne s'analysent pas ou guère, cependant les formules simplistes de la propagande ou les articles d'un cahier de revendications ne présentent qu'un aspect du travail qui s'effectue lentement dans les esprits des salariés et qui ne s'extériorise que rarement.

Que les masses ouvrières n'aient pas toujours été conscientes des tâches qui les attendaient et des responsabilités qu'elles prétendaient assumer, qu'elles n'aient pas montré plus de clairvoyance, de combativité et d'ardeur à la riposte que les classes bourgeoises dirigeantes devant la montée des fascismes et la crise des régimes démocratiques, qu'elles n'aient pas su trouver non plus en face de la crise économique et du chômage grandissant des solutions adéquates, qu'elles n'aient pas toujours su éliminer promptement certains «*mauvais bergers*», qu'elles aient trop souvent et trop longuement parlé et peu agi, nul ne le conteste. C'est qu'en effet, à côté d'un petit nombre de militants avertis et intelligents, qui savaient réfléchir et se documenter, il en était beaucoup parmi les responsables syndicaux, qui se laissaient absorber par les mille petits soucis de la propagande et de la vie administrative quotidienne, car il y a une bureaucratie syndicale, comme il y a une bureaucratie administrative, ou militaire ou ministérielle, avec les mêmes déformations; il en était trop aussi pour lesquels les formules de la politique ou les slogans des partis tenaient lieu de toute pensée. Insuffisance et ignorance, vanité et incohérence, présomption et sclérose ne sont point des apanages exclusifs des classes-dirigeantes et on les rencontre également dans les milieux prolétariens. Du moins pouvons-nous invoquer, en faveur de ces derniers, des circonstances atténuantes, car ils n'avaient guère eu de possibilités pour s'informer, ni de temps pour réfléchir.

(478) W. Sombart, «L'apogée du capitalisme», Paris, 1932, tome 2, p.190.

Certains des amis de la classe ouvrière lui faisaient rudement la leçon, par exemple Édouard Berth, qui la rappelait au travail et à la réflexion, à l'esprit de persévérance et au désintéressement:

«Le prolétariat sera-t-il enfin à la hauteur de sa destinée et de sa mission historique? Il faut en convenir, depuis la guerre le prolétariat occidental s'est montré notoirement inférieur à son destin. A demi ploutocratisé, à demi lumpen-prolétarisé, il n'a su que s'enlisier dans l'ornière réformiste ou que suivre une nouvelle catégorie de politiciens: les politiciens communistes, lesquels répètent une leçon apprise, la leçon de Moscou, dans une langue étrange, qui ne ressemble à aucune langue connue et fait penser à je ne sais quel bizarre volapuk, ne sont arrivés qu'à l'abrutir sous un amoncellement de thèses savantasses, au milieu desquelles, personne ne pouvant plus s'y reconnaître, il reste prostré, malgré les appels les plus véhéments et les plus frénétiques à une action immédiate. "La Révolution pour demain", sous la menace chronique de "la Guerre pour demain", demeure une espèce de sport que des professionnels à gages essaient de faire pratiquer à des masses qui manifestement ne veulent plus rien savoir et restent tranquillement obstinément chez elles, et les fourgons de la dialectique léniniste n'emportent pas plus de monde que ceux de la dialectique mau-rassienne» (479).

Édouard Berth avait peut-être raison quant au fond, et n'avait pas tort de stigmatiser ces professionnels de la Révolution, qui se soucient assez peu des hommes qu'ils prétendent conduire et se résolvent trop facilement aux «sacrifices nécessaires», mais il sous-estimait grandement l'emprise du communisme, de ses méthodes, de sa doctrine, sur les esprits des travailleurs. Ces pédantes présentations de thèses qui se veulent savantes, ce verbiage abondant au service du mensonge, ce rappel insistant à la pure doctrine marxiste, pratiquement inaccessible au commun des mortels, cette pratique révérencieuse d'une «diamat» (*) obscure et d'autant plus prestigieuse cette organisation stricte qui tient à la fois de l'armée, du pénitencier et de la Compagnie de Jésus, cette hiérarchie compliquée, cette discipline totale dans les actes et les pensées, ce mouchardage encouragé au nom du dévouement à la cause, cette obéissance aveugle aux ordres de délégués et d'hommes de confiance auréolés de mystère, ce mépris de toute tolérance comme de toute bonne foi, si cela doit servir la Révolution, cette hostilité systématique à l'égard d'autres travailleurs qui se réclament d'une autre idéologie et sont de ce fait, qualifiés sans hésitation de «traîtres» ou de «social-fascistes», tout cela a profondément modifié la conscience et le comportement ouvriers.

Beaucoup de syndiqués, et parmi les meilleurs et les plus dynamiques, surtout au cours des années 1920 à 1925, avaient été séduits par le nouveau *Parti communiste*; la conviction, le courage, le désintéressement de certains de ses militants et de ses chefs, ils avaient vu en lui, le redresseur de torts, le mainteneur de la pure tradition révolutionnaire, le vrai parti ouvrier, le seul porte-parole qualifié du prolétariat, s'opposant aux autres partis dégénérés, sclérosés, vieillis, englués dans les manœuvres parlementaires et les compromissions bourgeois et ils ne leur avaient pas marchandé leur concours, ni leurs sacrifices. Mais les plus réfléchis et les plus indépendants n'avaient pas tardé à comprendre que malgré sa dialectique et ses mots d'ordre, sa prétention d'être le seul défenseur du prolétariat, ce parti était un parti comme les autres, seulement d'esprit plus étroit et plus autoritaire et qu'il entendait bien, pour servir ses fins politiques, et celles-ci lui étaient dictées par Moscou, utiliser le syndicalisme et les syndiqués comme masse de manœuvre. Le réveil fut brutal et douloureux pour ces adhérents de bonne foi; nombre d'entre eux quittèrent la C.G.T.U. communisée et revinrent à la vraie tradition syndicale, faite certes de conviction forte, mais aussi de loyauté et de compréhension, faite surtout du respect de la personnalité humaine et de franche camaraderie.

Par ailleurs la lutte continuait entre le syndicalisme et les puissances d'argent qui ne voulaient pas renoncer et qui, bénéficiant de situations acquises de longue date, conservaient en bien des cas l'initiative des attaques. L'idée syndicale pourtant gagnait du terrain, les effectifs augmentaient avec une régularité satisfaisante, mais sans qu'on put affirmer toutefois que ces nouveaux venus étaient toujours des recrues de valeur. Certes il s'agissait de travailleurs, ils étaient bien syndiqués mais l'esprit syndical leur faisait trop souvent défaut, leur adhésion n'était souvent qu'un geste désormais conformiste, une mesure de prudence, une sorte d'assurance contre certains risques sociaux. Ils payaient leurs cotisations, assistaient parfois aux réunions, mais on pouvait prévoir qu'il ne faudrait pas trop compter sur eux dans les moments difficiles, grèves ou poursuites gouvernementales par exemple; toutefois ils acquéraient progressivement, dans les Bourses du Travail et les Congrès et au contact de militants éprouvés un peu de cet esprit syndicaliste qui est un permanent effort de formation et d'émancipation.

(479) E. Berth, *Du "Capital" aux "Réflexions sur la violence"*, Paris, 1932, p.42.

(*) Abréviation de «matérialisme dialectique» ou de «dialectique matérialiste», - au choix! (Note A.M.)

Le sociologue Célestin Bouglé, a rendu hommage à cette formation et à l'esprit constructif du mouvement ouvrier d'abord:

«*Le Syndicalisme n'offre-t-il pas aux travailleurs le meilleur mode de représentation, comme le meilleur instrument d'action collective? Il réclame, non seulement le bien-être, mais la liberté. Il fournit aux masses ouvrières, sous des formes variées, en même temps que des possibilités de contrôle sur le patronat, des possibilités de pression sur l'État. Par ces voies nouvelles, c'est encore l'esprit démocratique qui gagne du terrain...*

Depuis la guerre les syndicalistes ont revendiqué la primauté pour le travail et démontré la nécessité d'élargir la place de la technique en matière d'économie sociale. Ce sont leurs leaders qui ont le plus insisté sur la création d'un Conseil National Économique. En répétant d'ailleurs qu'ils demandaient des nationalisations, mais industrialisées, ils montraient qu'ils seraient les premiers à se défier d'un collectivisme étatiste, l'omnipotence bureaucratique leur fait horreur autant qu'à quiconque. Et c'est justement sur l'action de leurs syndicats qu'ils comptent pour redresser les erreurs et moderniser les méthodes de l'administration. Mais ils font passer au premier plan une notion nouvelle, inédite dans l'histoire du syndicalisme ouvrier, celle de l'intérêt général, dont ils se disent les plus avisés champions» (480).

Et de son côté, M. François Perroux, professeur à la Faculté de Droit de Paris, étudiant l'évolution du syndicalisme, montrera son changement d'orientation qui le conduisait de la résistance aux pouvoirs publics au contrôle de ces mêmes pouvoirs:

«*Il délivre de la crainte sociale et préfigure une collaboration d'hommes libres. Il exprime les fraternités immédiates et les enseignements concrets de la vie professionnelle. Il opère, mieux que le parti, la sélection, la formation, la promotion des chefs. Il est porteur de valeurs de civilisation. Ces propositions, épelées une à une dans la lutte et l'action quotidienne, comblent tout l'entre-deux qu'il y a entre la défense de la personne ouvrière et l'élaboration d'un style de vie nouveau»* (481).

Évidemment Célestin Bouglé et François Perroux exprimaient l'opinion de bourgeois et d'intellectuels et non de prolétaires, mais de bourgeois cultivés, d'intellectuels qui n'avaient pas perdu contact avec la réalité, foncièrement démocrates d'ailleurs, acquis à l'idée de réformes importantes, sympathiques en particulier au mouvement syndical et non sans contacts avec lui. C'était la preuve d'une certaine transformation des idées dans les classes cultivées, mais il s'en fallait de beaucoup que la bourgeoisie dans son ensemble manifestât même largeur d'esprit et même compréhension. A la même époque Henri d'Alméraus, un polygraphe sans grande originalité et sans grand talent, mais qui avait alors une certaine notoriété et était, en raison de son insignifiance même, représentatif des classes moyennes et de la mentalité du *français moyen*, publiait, sous ce titre plein de délicatesse: «*La France dévorée par les poux*», une diatribe dans laquelle le syndicalisme, «*le stupide et criminel syndicalisme*», comme il disait avec esprit, avait sa bonne place et se faisait morigéner de belle façon.

«*Combien, demandait Diderot, faut-il d'imbéciles pour faire un public? S'il vivait de notre temps il pourrait poser cette autre question. Pour former un syndicat, combien faut-il de niais mégalomanes, victimes de leurs illusions autant que de leurs appétits? Car les syndicats de revendication sociale ou de prétendue défense professionnelle, sont encore plus bêtes que mal intentionnés. Ils ne savent pas le tort qu'ils se font à eux-mêmes, par leurs injustes prétentions, que suivra inévitablement une réaction violente ou une ruine universelle.*

Quand l'industrie et le commerce seront complètement anéantis par les exigences systématiques, qui paiera les ouvriers?» (482).

On appréciera l'originalité et la profondeur de la pensée, tout comme la force de la dialectique et l'élégance du style. Il ne semble pas, en tout cas, que la ruine ait atteint l'industrie et le commerce qui continuaient à témoigner d'une certaine vitalité et d'un appétit vigoureux, malgré la persistance de ce syndicalisme maléfique. Toutefois la réaction que souhaitait Henri d'Alméraus est bien venue, ce fut l'occupation allemande et le gouvernement Pétain-Laval-Darlan à Vichy, entraînant les misères et les déchéances que l'on sait, mais cela ne fut pas amené par la seule activité revendicative des syndicats et on peut penser que les classes dirigeantes avaient aussi leur lourde part de responsabilités.

Des propos de cette sorte n'ont sans doute pas grande importance, pas plus que la personnalité de

(480) C. Bouglé, «*Socialisme français*», Paris, 1933, p.188.

(481) F. Perroux, «*Syndicalisme et capitalisme*», Paris, 1938, p.8.

(482) H. d'Alméraus, «*La France dévorée par les poux*», Paris, 1933, p.11.

leur auteur, mais ils sont révélateurs de l'attitude persistante d'une partie, non négligeable, de la classe bourgeoise, de ces réactionnaires obstinés, incapables de comprendre les transformations de la société, qui se font pourtant sous leurs yeux, et qui rêvent, plus ou moins inconsciemment, d'un impossible retour en arrière. Henri d'Almérás n'est qu'un exemple dans la bande des hurleurs, polémistes à gages ou parfois observateurs convaincus mais apeurés, et on comprend combien de tels procédés pouvaient exaspérer les esprits, susciter des haines et des désirs de revanche et comment ils expliquent certaines défiances et rancunes ouvrières.

En regard de cette incompréhension des possédants il nous faut dresser l'effort persévérant du monde du travail organisé, pour former ses cadres et se donner une culture appropriée à ses tâches, tâches qui deviennent chaque jour plus lourdes et plus délicates. Les vieux militants, blanchis dans les luttes difficiles de la période héroïque du syndicalisme, s'attardaient parfois à des formes d'activité périmées et à d'archaïques méthodes de travail; habitués à résoudre de petits conflits d'atelier, qui mettaient en cause le sort de quelques individus ou quelques dizaines de travailleurs, il leur arrivait d'être dépassés par les vastes problèmes que posaient maintenant l'introduction de nouvelles techniques et de nouvelles formes d'organisation dans les entreprises, l'interprétation des conventions collectives, la lutte contre des trusts ou des organisations patronales disposant de moyens considérables, par la préparation ou la conduite d'une grève générale comme celle de 1920 ou encore par les problèmes des nationalisations et du dirigisme, de la coordination des lois sociales en vue de l'établissement d'un véritable *Code du Travail*. Aussi commençait-on à comprendre, dans le monde ouvrier, qu'il fallait apporter un soin tout particulier et de nouvelles exigences au recrutement et à la formation des dirigeants. Diriger un groupement, même modeste, cela demande certaines qualités et comporte la maîtrise d'une certaine technique. Des partis politiques avaient déjà ouvert, avec des succès divers, des écoles de cadres, de propagandistes, d'orateurs et la *Confédération générale du Travail*, fidèle aux enseignements et à l'exemple d'Eugène Varlin, de Fernand Pelloutier, d'Alphonse Merheim, décida à son tour, de donner force et vie à des programmes que ses congrès avaient formulés à diverses reprises depuis 1919 et qui envisageaient, d'une part d'appuyer toute réforme de l'enseignement officiel qui permettrait une plus large diffusion et une démocratisation de la culture et d'autre part de créer son propre organisme d'éducation adapté aux besoins et possibilités du monde du travail d'alors et s'inspirant des leçons de la vie.

C'est en octobre 1932 que fut ouvert le *Centre Confédéral d'Éducation Ouvrière* (C.C.E.O.) qui dès ses débuts s'affirma comme une œuvre de qualité, qui correspondait bien aux conditions d'alors de la lutte sociale et aux tâches nouvelles du syndicalisme (483).

L'entreprise était cependant délicate à mener à bien et se heurtait à de nombreuses difficultés. Il s'agissait d'atteindre les travailleurs, tous les travailleurs: instruits ou non, ouvriers qualifiés et manœuvres, jeunes et vieux, ceux des usines comme ceux de la terre, ceux des petits ateliers comme ceux des grandes entreprises, hommes et femmes, français de vieille souche ou étrangers travaillant en France, et de leur donner à tous, comme le voulait Pelloutier: «*la science de leur malheur*», de leur faire prendre conscience du déni de justice qui les maintenait dans une situation infériorisée au sein d'une société qui se réclamait pourtant de la démocratie et prétendait instaurer l'égalité, de leur faire prendre conscience de leurs droits, en tant qu'éléments actifs d'une civilisation et d'une économie, conscience aussi de leurs devoirs et de leurs responsabilités. Il fallait, sans trop tarder les instruire pour leur permettre de jouer un rôle d'animateur dans le mouvement syndical comme dans la collectivité nationale et il fallait, dans le même temps et avec le même soin, leur assurer des possibilités de vie plus complète et plus harmonieuse.

En raison de la diversité des niveaux, des aptitudes et des besoins comme de l'extrême variété des auditoires, il fallut dès le départ envisager plusieurs séries de cours et enseignements.

D'une part des cours de base à l'intention de ceux, et ils étaient encore nombreux en 1932, qui sous la pression d'impérieuses nécessités économiques ou familiales, avaient dû quitter trop tôt l'école pour l'atelier ou le bureau, le chantier ou le magasin et à qui manquait parfois cette connaissance assurée des mécanismes élémentaires: lecture, écriture, calcul, qui est indispensable à notre époque. Cours de français essentiellement, de mathématiques appliquées aux métiers, d'éléments très simples de comptabilité. Et l'on comprit vite qu'on ne saurait trop insister sur l'importance de cet enseignement du français, de la connaissance et du maniement de la langue, condition de toute culture ultérieure. Rien ne sert en effet d'aborder l'étude de l'économie politique, du droit ouvrier, de l'organisation de l'entreprise, des crises économiques, de la vie internationale ou des problèmes sociaux, si l'auditoire, mal informé du sens des mots, ne peut com-

(483) Voir à ce sujet: «*La vie du C.C.E.O.*», publié par la C.G.T., 1936. Georges Vidalenc, «*Éducation ouvrière*», C.G.T.-F.O., 1948.

prendre de quoi il est question et se laisse simplement bercer par le ronronnement de paroles et de phrases qui le dépassent. En apprenant à manier sa langue correctement, sans recherche d'un illusoire conformisme académique et sans prétention à l'éloquence, l'ouvrier acquiert le premier élément de sa libération. Il pourra par la suite, travailler seul ou en petit groupe, lire avec profit, formuler clairement sa pensée sans vulgarité et sans emphase, apprécier la valeur d'un argument et y répondre et il commencera à se débarrasser de ce complexe d'infériorité qui le paralysait si souvent dans ses contacts avec les représentants du gouvernement ou ceux du patronat, souvent mieux informés mais surtout mieux éduqués et plus diserts. Pour soutenir ses revendications le monde des salariés ne manque généralement pas de bonnes raisons, il fallait lui apprendre à les présenter sans outrance et avec clarté, comme à en déterminer l'urgence et l'importance relatives.

D'autre part il fallait instaurer des cours de formation, centrés sur les besoins et les préoccupations essentielles des travailleurs syndiqués, cours qui pourraient être développés et approfondis plus ou moins suivant le niveau, la bonne volonté, les besoins et les capacités intellectuelles des auditeurs, et qui comprendraient entre autres: économie politique concrète, problèmes des nationalisations, droit ouvrier, pratique de la discussion des conventions collectives, problèmes de la sécurité sociale et de la sécurité dans le métier, histoire du travail et du mouvement ouvrier, organisation scientifique du travail, évolution des techniques, vie économique de la France et du monde, hygiène du travail, histoire contemporaine pour bien situer les problèmes ouvriers dans leur environnement, etc... etc... C'était l'ébauche d'un véritable enseignement prolétarien qui pourrait se hausser jusqu'à un niveau supérieur, car professeurs et élèves ne lui feraient pas défaut. C'est ce qui se matérialisa dans les années suivantes par les cours et les publications de l'*Institut Supérieur Ouvrier*.

Ce programme n'était d'ailleurs pas limitatif, il n'avait rien non plus d'obligatoire et d'impératif et pouvait être modifié chaque année suivant les possibilités, le nombre et les désirs des auditeurs, qui collaboraient régulièrement à l'établissement du cycle d'études.

C'est ainsi que furent institués certaines années, à la demande des syndiqués eux-mêmes, des cours d'histoire de l'art, notamment de l'architecture, d'histoire des religions, d'initiation à la littérature contemporaine, d'histoire du fascisme, de philosophie, etc... Préoccupations qui débordaient certes le cadre du syndicalisme militant traditionnel et les exigences de l'action immédiate, mais qui répondaient chez ces hommes du peuple, qui n'avaient guère bénéficié de l'éducation secondaire officielle, à un vif désir de mieux connaître et de mieux comprendre le monde contemporain et ses problèmes, ses inquiétudes et ses espérances, la civilisation et son évolution, et qui satisfaisaient aussi ce désir d'évasion si fréquent chez eux et dont il convient de tenir compte pour le tourner vers des fins utiles. Il n'était nullement question, on s'en doute bien, de recommencer l'expérience décevante des *Universités populaires*, ni de former des philosophes, des esthètes, des économistes ou des littérateurs, mais seulement d'aider à s'épanouir et s'affirmer, des personnalités souvent riches de qualités d'esprit et de leur faciliter l'accès à une vie plus ample et plus riche d'idées.

Une série de cours types fonctionnait à Paris. Mais chaque *Union locale*, chaque *Union départementale* était invitée à constituer un *Collège du Travail*, fonctionnant dans le même esprit, point nécessairement d'ailleurs avec la même organisation et le même programme, mais toujours sous le contrôle de l'organisation syndicale et auquel le C.C.E.O. pouvait fournir, des suggestions, des renseignements, des matériaux de travail, des schémas de cours, tout cela comme des matériaux à utiliser et interpréter, et non point comme des catéchismes à apprendre ou des formules salvatrices à répéter.

Le but poursuivi était donc, et à tous les degrés et dans tous les lieux, de procurer aux syndiqués une information aussi exacte et complète que possible sur les problèmes qui intéressent les travailleurs et d'aider en même temps à la formation ou au développement de l'esprit critique. Il s'agissait en effet d'information, de véritable éducation et non de simple propagande. On essayait d'émanciper l'homme, de le débarrasser des préjugés et des idées toutes faites du conformisme reposant, de l'adhésion irréfléchie à la parole du maître, sans développer abusivement le culte du moi, de donner à chaque syndiqué la compréhension de son temps sans se borner à l'actualité immédiate et sensationnelle, de développer le goût de la pensée libre et du consentement réfléchi et non l'idolâtrie du chef. Plutôt que l'accumulation des connaissances, on encourageait l'effort personnel de réflexion et de recherche, en bref au Centre on apprenait à apprendre, en s'efforçait de secouer l'apathie et l'indifférence pour susciter des curiosités d'idées et des désirs d'action.

L'œuvre était de création confédérale. Elle s'adressait aux syndiqués dans leurs organisations et elle ne faisait appel, pour ce travail d'éducation, qu'à des syndiqués, qu'elle trouvait d'ailleurs en grand nombre parmi les militants responsables à tous les degrés et dans les *Fédérations de l'Enseignement*, des *Fonctionnaires* et des *Techniciens* qui avaient rejoint ses rangs. On voit tout de suite combien l'entreprise se

diffénciait des anciennes *Universités populaires*. Il n'était plus question pour ces enseignants à des titres divers «*d'aller au peuple*», mais de rester à leur rang à leur place, pour y servir au mieux de leurs capacités. Il ne s'agissait pas non plus de donner aux salariés de l'industrie et du commerce quelques éléments de la culture bourgeoise afin de leur permettre de s'échapper de leur condition et de leur milieu, mais de leur enseigner de façon sérieuse et pratique ce que le monde du travail a besoin de connaître au 20^{ème} siècle et qu'on ne lui enseignait nulle part ailleurs et il s'agissait de faire cette besogne avec des méthodes appropriées, assez différentes de la pédagogie traditionnelle.

Une telle action ne pouvait évidemment être menée que dans un esprit de camaraderie. Il fallait donc provoquer et organiser un travail d'équipe, amener chaque assistant à une collaboration consentie, ne pas se contenter d'auditeurs dociles et passifs, il était donc nécessaire de créer des classes actives dans lesquelles des camarades diversement informés et formés, mettraient en commun ce qu'ils avaient appris dans les livres ou dans la vie, au cours de voyages ou dans l'exercice d'un métier, au contact des hommes et des choses; échanges d'idées et d'expériences profitables à tous et dont la valeur et la fécondité ont été reconnues par tous ceux qui ont participé à cet enseignement.

On n'avait cure de former des encyclopédistes ou des érudits, encore moins des dilettantes. Si le C.C.E.O. ne rejettait pas en bloc tous les éléments de la culture traditionnelle officielle, du moins se reconnaissait-il le droit de choisir dans la masse de ses programmes et de présenter aux travailleurs qui lui faisaient confiance, les problèmes qui lui semblaient particulièrement importants et les interprétations qu'il jugeait les mieux fondées. De même qu'il ne prétendait pas tout enseigner, il ne proclamait pas non plus une impossible et illusoire neutralité, il se refusait à se placer «*au dessus de la mêlée*», mais au contraire il prenait place dans les rangs des travailleurs organisés, conscient de la justice de leur cause et désireux de travailler à leur affranchissement en toute honnêteté et aussi en toute indépendance.

On se gardait au C.C.E.O. des affirmations sans preuves, des injures gratuites, des suppositions complaisantes, des solutions faciles, des formules simplistes, des slogans à la mode, pour rappeler sans cesse que tout enseignement requiert un effort prolongé, qu'il est une œuvre de longue haleine, qu'il ne se donne pas seulement à des enfants, dans des écoles et pendant quelques années, mais qu'il y a toujours à apprendre et à comprendre, même dans l'âge mûr, même dans la vieillesse et qu'il y faut toujours apporter patience et réflexion.

Rien de formel dans les contacts, rien de solennel dans les exposés, rien de rigide dans les plans d'études, rien d'absolu dans le choix des sujets et des livres, aucune censure des opinions, aucun conformisme, aucun respect superstitieux d'une vérité officielle, même syndicale, mais un constant effort pour aller aux sources les meilleures et choisir avec discernement. Il y eut certes dans ces équipes d'études des erreurs et des insuffisances, des choix discutables et des conclusions qui ne l'étaient pas moins, mais on s'efforçait de corriger tout cela par des comparaisons et des mises au point.

On peut dire que l'esprit de ce C.C.E.O. se résumait assez bien dans les thèmes qu'il avait choisis pour ses semaines internationales d'études en 1936, 1937 et 1938: «*Le Droit au savoir*», «*Former des Hommes*», «*Pour une culture vivante et libre*».

Nous n'avons rien à y retrancher et un tel programme demeure valable après plus de vingt-cinq ans.

Nous ne voulons pas prétendre que cet effort d'éducation ait toujours été bien compris et vigoureusement soutenu par les diverses instances syndicales, ni que des masses nombreuses de travailleurs aient profité des possibilités qui leur étaient offertes. On comprend que les résultats ont été très variables suivant les régions et les métiers, suivant la compétence ou le dynamisme des animateurs des *Collèges du Travail*, suivant aussi l'aide plus ou moins efficace accordée par les groupements syndicalistes locaux et leurs dirigeants. Il a fallu compter avec des préjugés tenaces, la fausse honte qui empêchait de «*retourner à l'école*», avec la fatigue des métiers et l'incommodité de certains horaires de travail, avec l'éloignement ou les difficultés des transports, avec les obligations de la vie syndicale elle-même qui provoquait des absences, avec l'apathie de beaucoup et la mauvaise volonté de certains responsables locaux peu soucieux de se préparer d'éventuels remplaçants, avec la défiance aussi de certains autodidactes qui ne croyaient qu'au travail personnel et se défaisaient de tout enseignement. Il fallait tenir compte également de la redoutable concurrence du sport, du cinéma, de la radio, même de l'action politique qui offraient des distractions ou des activités plus spectaculaires, plus attirantes, moins pénibles et moins ingrates, mais dans l'ensemble on peut bien dire pourtant que les résultats étaient encourageants, ils montraient la présence d'un désir d'apprendre assez répandu dans les masses et la possibilité de former, par le syndicat lui-même, les cadres d'une action sociale ouvrière, non pas seulement des responsables syndicaux, permanents ou non, mais aussi les militants de base nécessaires pour qu'un syndicat soit autre chose qu'une réunion confuse de déclamateurs ou un chœur de figurants.

Il est toujours vain de tenter de refaire l'histoire, mais on peut penser que si l'expérience avait pu durer plus longtemps, si, comme il était raisonnable de le prévoir, elle avait atteint de nouvelles régions et un plus grand nombre d'élèves, elle aurait multiplié le nombre et amélioré la qualité des véritables syndicalistes et des militants et donné au mouvement une armature et des cadres qui lui auraient permis peut-être de mieux résister à l'envahissement politique et à certaines déviations.

On ne rappellera jamais trop qu'il y a des ressources intellectuelles considérables dans les masses travailleuses, ressources qui demeurent souvent ignorées ou mal employées, mais nous voulons nous garder de toute démagogie et nous ne prétendons pas qu'elles en détiennent le monopole, pas plus que nous ne voulons laisser supposer que ces ressources se trouvent également réparties chez tous les individus ou qu'elles n'ont pas besoin d'être cultivées et disciplinées.

Il reste vrai qu'en face des problèmes de la connaissance et de son utilisation, les classes favorisées et les prolétaires n'ont pas la même attitude.

«En tant que privilégiés, les possédants ont intérêt à voiler la réalité sociale qui s'oppose aux exigences de leurs propres fins culturelles, les autres non. Les classes riches ont en outre intérêt à démontrer qu'il existe entre la réalité et l'idée un conflit éternel et insurmontable. C'est pourquoi le prolétariat aspire, dès qu'il commence à penser par lui-même, à une connaissance plus profonde de la réalité, c'est-à-dire à un réalisme social plus grand et à une conception morale de la vérité, il aspire à plus de dynamisme spirituel. Sa curiosité peut être souvent maladroite et déroutée, mais elle est authentique et impartiale. Il ne trouve pas toujours la vérité, peut-être même ne la cherche-t-il pas toujours mais il n'a cependant pas, comme son adversaire, de raisons de la craindre. Parce que les ouvriers n'ont aucun privilège social, leur unique privilège est, selon un mot de Jaurès, celui de n'avoir jamais besoin du mensonge» (484).

A la même époque, Goetz-Briefs, essayant de déterminer le contenu de la conscience prolétarienne, pouvait en dégager les éléments suivants:

1- La conscience de former un monde bien distinct des groupes non prolétariens, avec son idéologie et ses espérances particulières;

2- La conscience de sa situation d'insécurité devant les alternances de chômage et de surmenage d'une vie industrielle dominée par les intérêts particuliers de quelques uns;

3- La conscience d'une servitude commune, d'une solidarité de destin et partant d'une étroite camaraderie;

4- Une attitude de condamnation à l'égard du système et du régime capitalistes, le refus d'accepter les soi-disant lois naturelles, les traditions féodales, le droit du surhomme;

5- La conscience de la valeur propre du prolétariat, avec son sens de la puissance et du nombre, de la dignité humaine et de la valeur du travail.

En conséquence il justifiait l'organisation et l'action syndicales, telles qu'on les pouvait envisager alors, dans un monde où l'économie était en pleine crise et que la montée inquiétante des fascismes orientait vers la guerre ou la préparation à la guerre. Si certains ont pu, avec quelque exagération d'ailleurs, parler de la douceur de vivre dans l'Europe à la veille de la première guerre mondiale, bien peu ont jamais songé à faire pareille déclaration pour le climat des années difficiles qui précédèrent la seconde.

«Contre la conception patronale du travail marchandise, le syndicat met en avant l'idée de la valeur humaine du travail; contre la manière dont l'entrepreneur apprécie les services du travailleur, le syndicat fait valoir que les services sont destinés à la satisfaction des besoins de l'homme, qui est le sujet de la vie économique; contre la conception patronale du travail comme matière d'exploitation, le syndicat élève l'idée de la valeur sociale et morale du travail; contre l'idée patronale de la concurrence des salaires, le syndicat élève l'idée du salaire vital et éventuellement de la participation aux bénéfices, aux méthodes de travail en usage dans l'industrie, le syndicat oppose la volonté de protéger la force travail; à l'organisation patronale du marché du travail, le syndicat oppose le système de la coalition des travailleurs; à l'intérêt du patron qui veut l'accumulation des bénéfices, le syndicat oppose l'intérêt qu'ont les ouvriers à la sécurité de leur revenu et au relèvement de leur niveau de vie; contre l'isolement de l'ouvrier sur le libre marché du travail, le syndicat

(484) H. de Man, «L'idée socialiste», Paris, 1935, p.254.

poursuit la suppression de l'offre du travail isolé; contre la direction hétéronomique, contre tout ce qui peut asservir l'ouvrier à l'usine, le syndicat défend la liberté personnelle et la liberté de domicile; contre toutes les tendances de la féodalité industrielle, le syndicat poursuit la garantie de la liberté civique de l'ouvrier» (485).

Certes, la masse des salariés devait encore supporter une organisation économique qui l'opprimait, mais elle ne l'acceptait plus en esprit et ne s'y résignait pas, et les organisations syndicales le faisaient clairement entendre. Cependant en face d'un prolétariat devenu plus fort, mieux armé, plus impatient, le patronat s'était organisé à son tour, ou tout au moins s'efforçait de le faire en combattant l'esprit particulariste de certains de ses membres. Les plus intelligents parmi les chefs d'entreprises comprenaient que les vieilles thèses du libéralisme économique, de la libre concurrence comme règle d'or, étaient désormais dépassées et qu'une nouvelle organisation de la profession devenait indispensable. Mélant les souvenirs d'autrefois, quelque peu idéalisés, aux résultats des expériences tentées dans les pays totalitaires, en Italie d'abord, puis en Allemagne, certains d'entre eux prônèrent un retour à la corporation et l'un des plus notables, Eugène Mathon, très représentatif du textile roubaïsien, précisa dans un livre sa conception de la nouvelle corporation et du rôle qui devait incomber au patronat:

«Nous posons en principe que seuls les patrons doivent diriger la corporation économique. En effet, à eux appartiennent les entreprises qui les constituent, ils en ont, de ce fait, la haute direction et la responsabilité. Il est donc juste qu'ils soient investis de la direction et de la responsabilité de la corporation...»

Par ailleurs, les patrons sont les plus qualifiés pour cette direction... les problèmes délicats de la production et des échanges, de la circulation des capitaux ressortissent du domaine exclusif des chefs d'entreprises, qui peuvent seuls les juger avec une netteté et une largeur de vues suffisantes, avec toute la compétence et l'expérience nécessaires. Du reste, ils sont les premiers intéressés à faire prospérer l'organisme collectif, tout comme leur propre affaire personnelle et leur intérêt propre se trouve, de ce fait, lié à celui de tous leurs collaborateurs. C'est donc la cause commune qu'ils défendent, et les ouvriers n'ont pas à leur envier une pareille tâche, si lourde de responsabilités».

Il y aurait bien quelques réserves et objections à opposer à cette thèse et on put penser que M. Eugène Mathon surestimait quelque peu les qualités et compétences patronales et qu'il voyait mal les différences entre entreprises privées et entreprises collectives.

Ailleurs il dénonçait, en la condamnant comme il fallait s'y attendre, l'intervention croissante de l'État dans l'économie:

« L'intervention de l'État dans les lois sociales nationales (retraites, accidents du travail, projet sur les assurances sociales) arrête l'essor et l'extension des initiatives privées. C'est que la question sociale est d'une complexité trop grande pour que l'uniformité et la rigidité de la législation d'État permettent à celle-ci de s'adapter à toutes les exigences si variées du lieu et de la profession».

Donc pour lui, un seul remède: la corporation.

«La corporation se fera un devoir de s'intéresser au sort de tous les salariés, de les suivre tout au cours de leur vie, soit à l'atelier, soit dans la famille, de prendre sa part de leurs difficultés, de les guider, de les soutenir. C'est par des actes seulement qu'on convaincra les ouvriers de l'erreur fondamentale de la lutte de classes et qu'on les amènera à la remplacer par une collaboration librement consentie. Pour y parvenir, chacune des deux parties: patron et ouvrier, devra mettre du sien. La corporation devra aider à la constitution de la famille, la protéger, lui assurer un logement convenable, une vie décente, se préoccuper de l'avenir des enfants en organisant l'apprentissage et l'instruction professionnelle; elle devra aussi faciliter l'accès de la propriété individuelle, elle contrôlera les conditions du travail et les salaires et assurera le respect des conventions. Ainsi la corporation remplira sa mission providentielle» (486).

Dressée en face de la revendication ouvrière du contrôle de l'entreprise et de la cogestion, cette conception patronale était une prise de position, et de position de combat. M. Eugène Mathon avait beau prétendre que la corporation organiserait la solidarité des intérêts et ferait ainsi naître la compréhension qui susciterait une véritable collaboration mettant fin par voie de conséquence à la lutte des classes, il avait peu de chances de convaincre une classe ouvrière, qui, n'ignorant pas les difficiles conditions de travail dans les industries textiles du Nord, avait quelques bonnes raisons de se montrer réticente, et qui, dans les années trente, se refusait à admettre qu'une entreprise importante put être considérée comme la propriété exclusive du seul patron, car elle n'était pas la résultante de ses seuls efforts. Puisque des générations de travailleurs

(485) Goetz-Briefs. « Le, prolétariat industriel ». Paris. 1936. Pages 114, 184 et suivantes.

(486) E. Mathon, «*La corporation, base de l'organisation économique*», Paris, 1934, p.26 et suivantes.

avaient contribué, et contribué largement, au développement et au succès de l'usine, ils demandaient à participer à la gestion.

Et ce n'était pas le paternalisme de l'usine, même modernisé, qui pouvait réconcilier les salariés avec une corporation aux mains des seuls employeurs. C'est seulement dans la défiance à l'égard de l'État et de ses interventions trop fréquentes dans la profession que les syndicalistes auraient pu se trouver d'accord avec les patrons. En fait, le syndicalisme français a toujours eu quelque méfiance des pouvoirs publics dont il craint les empiétements et, à cette époque, la montée et le succès des propagandes totalitaires pouvaient à bon droit inquiéter les travailleurs dont la plupart n'étaient pas dupes des manifestations spectaculaires et soigneusement orchestrées du «*Dopo Lavoro*» (*) en Italie et de la «*Kraft durch Freude*» (**) en Allemagne, car ils savaient bien que nul syndicalisme véritable n'est possible sous une dictature, car il ne peut vivre et s'épanouir que dans un climat de liberté.

Depuis l'encyclique «*Rerum Novarum*» de 1891, l'Église catholique s'intéressait de plus près aux masses ouvrières en France et elle s'efforçait de reconquérir, au moyen d'une propagande soutenue et d'un nouveau style en faveur des réformes sociales, l'influence qu'elle avait eue jadis sur les masses populaires. Suivant les époques et les régions, et suivant leur tempérament et leurs convictions personnelles, les autorités ecclésiastiques, et notamment la plus haute d'entre elles, la papauté, montraient plus ou moins d'ardeur à préconiser ou faciliter cette propagande. Tantôt l'accent était mis sur «*le juste salaire*», tantôt sur «*le respect dû aux classes supérieures de la société*», dans la pratique cependant l'épiscopat français, dans son ensemble, reconnaissait maintenant l'intérêt et l'importance des syndicats catholiques et la nécessité de leur laisser une liberté assez grande dans les modalités de leur action.

Le R.P. Pierre Lhande, de la Société de Jésus, voit cependant encore dans l'Église catholique une sorte de rempart contre des convoitises sociales trop audacieuses, mais il lui assigne comme tâche essentielle, la rechristianisation d'un pays, dont certains affirment qu'il est retourné au paganisme:

«*Certes nous revendiquons hautement pour l'Église le droit de s'assigner, dans son œuvre de régénération et de salut, des buts supérieurs encore à celui de la défense de la société contre le bolchevisme. Mais on conviendra que, même en nous plaçant à ce point de vue, nous devons prévoir à tout prix, auprès de réformes matérielles indispensables dans un siècle de progrès, la collaboration puissante, la seule efficace, des forces morales et religieuses. On ne diminue pas les rancunes et les griefs de la foule, on n'abolit pas ses cupidités et ses ambitions en lui donnant un peu de bien-être. Ce n'est pas seulement par le fait qu'elle sera gîtée dans des demeures convenables que cette classe apprendra du même coup à respecter le bien d'autrui, les droits de la patrie et la loi de Dieu. Il lui faut, pour cela, des disciplines supérieures aux institutions civiques et purement sociales: une initiation, une formation que ses tuteurs laïques, quelle que soit leur bonne volonté, ne sont pas en mesure de lui donner. Il lui faut l'Église*» (487).

Le Père Lhande n'était point le seul d'ailleurs à vouloir associer ainsi, intimement, la pensée religieuse et l'action sociale. Un peu plus tard, le chanoine Glorieux, parlant aux membres de la Jeunesse Catholique Ouvrière (J.O.C.), ces très dynamiques représentants du syndicalisme chrétien, célébrera la valeur et la dignité particulière de leur état de travailleurs manuels et de leur orientation religieuse:

«*Cette qualité d'enfants de Dieu projette sur notre vie, nos actes et nos personnes, une dignité insoupçonnée. Car on a beau dire et beau faire, le travail a beau salir nos mains ou fatiguer nos corps les conditions souvent pénibles de leur vie ont beau reléguer les travailleurs manuels aux périphéries des grandes*

(*) Littéralement: Après le Travail; devrait être écrit *Dopolavoro*, signifiant Temps libre. Le nom officiel de cet organisme d'État est *Opera nazionale de Dopolavoro* (Œuvre nationale du temps libre), créé en 1925 (**).

(**) Littéralement: «La force par la joie». Organisation d'État des loisirs dépendant du Front allemand du Travail (*Deutsche Arbeitsfront*), créée en 1933 (**).

(***) De même que le bolchevisme avait fait dépendre, en Russie, dès 1917, toute structure du monde du Travail ou de la société en général, des organismes du parti unique et de sa police politique, les régimes corporatistes italien et allemand adoptèrent le modèle: parti unique, police politique, syndicats intégrés aux organismes économiques d'État, «œuvres» telles «*loisirs*» sous le contrôle total du régime. Dans tous les cas, les «*loisirs*» des subalternes devaient n'être que des «utilitaires» de la propagande d'État. (Note A.M.).

(487) Pierre Lhande, «*Le Christ dans banlieue*». t.2: «*La croix sur les fortifs*».

villes, dans les quartiers sombres et mal entretenus, eux-mêmes peuvent en arriver parfois à se considérer comme des citoyens de seconde zone; qu'ils s'y résignent: "Après tout, on n'est que des ouvriers", ou qu'ils se révoltent et préparent la revanche des damnés de la terre, une chose demeure éclatante en sa vérité, c'est que, aux yeux de Dieu, ces catégories sociales n'existent pas et ne comptent pas, et sur le petit galibot qui trime et sue au fond de sa mine, mais qui est baptisé et qui porte en son âme le signe de Dieu, sur l'apprenti que chacun bouscule, sur le vieil ouvrier qui s'en retourne, las du travail quotidien, pour retrouver son pauvre logis lointain, sur la ménagère qui a préparé le repas de son mari ou de ses enfants, grands ou petits, apprentis ou écoliers, sur tous ces petits, ces humbles, ces méprisés souvent, le regard de Dieu se repose avec complaisance, avec amour, parce que ceux-là ce sont "ses enfants". Non, ils ne sont pas des déshérités, des méprisés. Ils sont, en toute vérité, fils de Dieu» (488).

Sans doute cette pensée religieuse influençait-elle un certain nombre de travailleurs et on pouvait constater les progrès du syndicalisme chrétien dans le pays (489). Mais dans leur ensemble, la plupart des prolétaires vivaient sans croyance religieuse précise et ne semblaient nullement désirer l'intervention directe de l'Église dans leur vie familiale, dans leurs affaires personnelles ou dans leurs organisations. Et l'affirmation que «*le regard de Dieu se posait sur eux avec complaisance*» devait sembler à beaucoup d'une singulière ironie.

Ils vivaient d'ailleurs des temps difficiles. Si certains journalistes peuvent évoquer aujourd'hui une certaine «*douceur de vivre*» qu'ils croient avoir connue avant la seconde guerre mondiale, il faut reconnaître que pour la plupart des salariés ces années furent chaotiques, tourmentées, pleines de remous, que les crises économiques et sociales provoquèrent des difficultés auxquelles nulle solution satisfaisante ne put être apportée par les gouvernements qui se succédaient au pouvoir. Équipes de gauche, comme de droite ou du centre, se révélèrent également impuissantes.

Dans le domaine qui nous occupe, le grand drame était essentiellement le chômage. Sans doute il n'avait atteint en France que des pourcentages relativement modérés: 300 à 400.000 chômeurs «secourus» (en fait, un million de chômeurs totaux), en regard des 3 millions que connut le Royaume-Uni, des 7 millions de sans-travail allemands, des 13 millions de chômeurs des Etats-Unis, mais c'était déjà un poids mort considérable. D'ailleurs, tous les chômeurs n'étaient pas secourus et il aurait fallu tenir compte aussi de ces demi-chômeurs qui ne travaillaient que quelques jours par semaine ou quelques heures par jour, avec des salaires forcément diminués et surtout il faut penser à l'immense pouvoir de démoralisation qu'exerçait le chômage, effectif ou menaçant, qui croissait chaque mois et pesait comme une lourde menace sur le monde du travail tout entier, même sur ceux qui conservaient encore un emploi, mais qui, à tout instant, craignaient de s'en voir privés. Être contraint de «*s'inscrire au chômage*», c'était, en même temps que la perspective de journées de misère, le sentiment d'une déchéance et d'une humiliation imméritées.

Conséquence inévitable des progrès de la science et des inventions techniques, affirmaient les doctes, prompts à s'incliner devant ce qu'ils déclarent d'avance inéluctable, mais ce «*chômage technologique*» faisait peser sur tous les foyers ouvriers une menace hallucinante. Aurait-on du travail? En aurait-on demain, le mois suivant, l'année prochaine? Ces jeunes qui sortaient de l'école ou de l'apprentissage trouveraient-ils jamais à s'employer? Ces chômeurs depuis un an ou deux ou trois, retrouveraient-ils jamais l'atmosphère de l'atelier ou du magasin? La perte de l'emploi devenait une catastrophe irrémédiable et jamais le salarié n'avait autant senti la nécessité d'un minimum de sécurité.

Ce n'était point d'ailleurs un sentiment nouveau. Dès 1913, au temps de la propagande du mouvement chrétien social «*Le Sillon*» qu'animait Marc Sangnier, un de ses collaborateurs, Georges Renard, avait déjà signalé son existence dans le monde du travail:

«*Le grief le plus sérieux que la classe ouvrière puisse adresser à l'organisation sociale actuelle est de ne pas satisfaire un légitime besoin de sécurité*».

Et il ajoutait: «*C'est à cette mésentente qu'il faut attribuer, pour une large part, cette course au fonctionnarisme dont se désolent tous les bons esprits*» (490).

(488) Chanoine Glorieux, «*Sois fier, ouvrier!*», Paris, 1938. p.82.

(489) En 1919, avait été créée la Confédération française des Syndicats chrétiens (C.F.T.C.), dont le premier président fut Jules Zirnheld.

(490) G. Renard, «*Le Parlement et la législation du travail*», «*La Démocratie*», 1913.

Mais la situation était beaucoup plus dramatique au cours des années trente qu'en 1913 et l'évasion vers les secteurs relativement abrités des fonctions d'État, des départements ou des communes devenait plus difficile, car là aussi des difficultés financières se faisaient sentir, les budgets s'amenuisaient et le recrutement était interrompu ou limité.

Les conditions de la production s'étaient modifiées en même temps que diminuait sensiblement le volume des échanges nationaux et internationaux et personne, en dehors de quelques esprits clairvoyants, que l'on qualifiait d'alarmistes et dont on dédaignait les avertissements, ne semblait s'être aperçu des conséquences de ces transformations et avoir trouvé, ou simplement recherché, le ou les moyens d'atténuer la crise. Les optimistes parlaient de «*crises cycliques*» et laissaient supposer que les choses finiraient par s'arranger d'elles-mêmes et que les vaches grasses succéderaient aux vaches maigres. Mais la perspective d'un licenciement possible et de nombreuses années sans emploi ne poussait pas les travailleurs à l'optimisme.

On prétendait parfois que les salariés n'étaient pas eux-mêmes sans reproches, que leurs exigences, qualifiées d'excessives, avaient compromis la vie de certaines entreprises, l'essor de certaines productions, la présence de l'industrie française sur certains marchés:

«Les ouvriers ont leur part de responsabilité dans le chômage, d'abord parce qu'ils sont imprévoyants. Lorsque la période des hauts salaires leur procure plus qu'ils n'ont besoin pour vivre normalement, au lieu de mettre quelque argent de côté pour les mauvais jours, ils dépensent tout, quelquefois follement, ne concevant pas que la source de ce pactole tarisse un jour. Il en résulte qu'ils ne peuvent supporter les réductions de salaires devenues nécessaires et qu'ils en sont finalement réduits à toucher l'allocation de chômage. Le pouvoir d'achat de la nation s'en trouve considérablement diminué. Ensuite, ne croyant pas que la crise durera, ils se refusent à changer de métier, même s'ils en connaissent plusieurs. Ils entendent recevoir du travail, là où il leur a plu de résider et ne veulent pas retourner d'où ils viennent. De sorte qu'il y a, en même temps dans un pays, des hommes sans travail et des travaux qui manquent de bras» (491).

Considérations assez désobligeantes et sans doute un peu élémentaires, qui oublient notamment que les économies ouvrières, quand il y en avait eu, avaient déplorablement fondu avec les dévaluations monétaires et que le franc Poincaré ne valait pas le franc Germinal, que nombre de salaires étaient tout juste suffisants pour vivre et ne permettaient pas la moindre épargne et que le retour vers le pays d'où l'on venait, en fait c'était la campagne que l'on visait, n'était pas toujours possible et ne résolvait pas le problème de l'emploi. Mais il y avait une part de vérité dans ce qu'avancait Le Breton de la Perrière, il y eut, c'est certain, des chômeurs professionnels, qui s'installaient à demeure dans cette oisiveté chichement rétribuée et qui préféraient cette vie végétative et misérable à l'effort d'un nouvel apprentissage, d'une réadaptation ou même d'un simple dépassement, mais il n'y avait là aucune responsabilité syndicale, les organisations ayant au contraire toujours préconisé une politique de création d'emplois et de relance de l'économie.

Il avait bien fallu pourtant en venir à cette allocation de chômage, insuffisante sans doute mais qui permettait du moins de subsister. Elle n'avait pas le caractère humiliant et souvent arbitraire des secours de charité institués jadis pendant les périodes de crise, c'était une création des pouvoirs publics, en fait municipale, qui s'annonçait solide et durable, impersonnelle quoique encombrée de formalités bureaucratiques tracassières, mais sa médiocrité, son taux peu élevé, ne permettaient à l'allocataire qu'une vie ralentie, en veilleuse en quelque sorte, et détruisaient tout ressort vital chez ceux qui en bénéficiaient. Après deux ou trois années de chômage, l'ouvrier ou l'employé, démoralisé et affaibli physiquement, ne supposait même plus qu'il pourrait un jour retrouver place dans le circuit économique et se laissait aller au découragement ou au désespoir.

«S'il est un précepte qui ait traversé les siècles et qui nous soit arrivé, auréolé du souvenir des plus nobles héros, n'est-ce pas le précepte: "Tu travailleras six jours et tu te reposeras le septième". Or il s'agit là d'un idéal désormais inaccessible pour ceux de nos contemporains à qui ne s'offre aucun labeur utile, qui font partie de ces millions d'inutilisables dont la masse, comme jadis celle des victimes de la peste noire, semble s'accroître chaque jour dans les cinq continents, en dépit du compartimentage des frontières et des océans. Je sais bien que l'expression ordinaire qui désigne les victimes de l'épidémie du 20ème siècle est celle de chômeurs, ce qui signifie "inutilisés provisoires", mais cette formule adoucie définit-elle exactement la situation de ceux qui, parfois depuis dix ans, figurent sur les listes d'inaptitude sociale? Ne se sentent-ils pas positivement inutilisables, encore plus qu'inutilisés? Comment le moraliste contemporain prétendrait-il encore légitérer sur les activités légitimes et illégitimes des hommes, alors que tant de vies se trouvent mises à l'écart de toute activité sociale? Quelles règles universelles proposer aujourd'hui à l'action, quand

(491) Joseph Le Breton de La Perrière, «*La technocratie*» Paris, 1934, p.121.

(492) Victor Monod, «*Dévalorisation de l'Homme*», Paris, 1935, p.10.

les possibilités mêmes de l'action sont refusées à des centaines de milliers d'êtres humains, condamnés à l'attente et à l'apathie?» (492).

C'était là l'opinion d'un moraliste, qui avouait d'ailleurs son impuissance devant l'ampleur du problème et sa gravité. Des hommes politiques, que l'on avait pu croire éminents, purent parler d'arrêter les transformations techniques, de proclamer «*les vacances des inventions*», des cahiers des charges de grands travaux publics purent contenir des clauses proscrivant l'emploi des machines pour utiliser davantage de main-d'œuvre, ce n'étaient là que de faibles palliatifs pour une situation qui paraissait sans issue, il était paradoxalement, en plein 20^{ème} siècle, de préconiser la brouette, la pelle et la pioche, et de déconseiller les engins mécaniques sur les chantiers, et il était affligeant de voir dans les pays les plus développés économiquement, les usines les mieux outillées ne travailler qu'à la moitié ou même au tiers de leurs possibilités, tandis que des foules d'hommes valides sollicitaient en vain un travail qui se dérobait. Seules, hélas!, les industries de guerre rencontraient des conditions favorables, des commandes sans cesse accrues, et produisaient à force, la plupart des nations qui s'inquiétaient suivant l'exemple des dictateurs.

Rien ne pouvait mieux mettre en lumière l'insuffisance de la doctrine du libéralisme économique, la faillite ou la carence du régime capitaliste, qui se révélait incapable de faire face aux crises qu'il avait provoquées, qui se voyait obligé de détruire par milliers, et parfois par millions, de tonnes, des produits qu'on ne parvenait plus à écouter dans des pays dépourvus de pouvoir d'achat: du café au Brésil, du blé en Argentine, du coton aux États-Unis, des porcs au Danemark, même du blé et du vin en France, tandis que de par le monde, des millions d'êtres humains souffraient de la faim et du froid et vivaient dans une scandaleuse indigence.

Dès 1934, alors que les gouvernements hésitaient encore devant les mesures à prendre, croyant ou feignant de croire à une crise passagère, les milieux syndicalistes avaient élaboré un programme d'une certaine ampleur, qui n'était sans doute lui aussi qu'un palliatif, mais qui aurait eu pour résultat, s'il avait été réalisé, d'atténuer la crise dans une certaine mesure, de remettre au travail des bras et des cerveaux inemployés et, en même temps, de doter la France de certains éléments d'équipement économique dont elle avait le plus grand besoin. C'était un programme de grands travaux utiles, immédiatement exécutables, dont les masses, mieux sans doute que les possédants, avaient compris la nécessité. Ce fut le plan de la C.G.T. de 1934, nouvelle manifestation de ce dirigisme auquel on ne pouvait plus guère échapper, mais auquel le patronat, dans son ensemble, se refusait encore avec obstination.

Les crises politiques qui se succédaient en France, avec leur accompagnement habituel de scandales financiers où se trouvaient compromis un certain nombre de parlementaires, avaient pris, semblait-il, une particulière ampleur au cours de ces années 1930 à 1934, et surtout elles étaient longuement et astucieusement exploitées par des adversaires avisés qui voyaient là une excellente machine de guerre contre le régime, contre un parti ou contre une équipe ministérielle. Le scandale le plus notable fut certes l'affaire Stavisky, qui fit grand bruit alors, mais ne dépassait certainement pas, ni en ampleur, ni en immoralité, ni en compromissions, ni en complicités, beaucoup d'affaires antérieures de même nature. La journée du 6 février 1934, dont il fut un des prétextes, peut-être le plus notoire sinon le plus déterminant, révéla la montée inquiétante des partis et des doctrines fascistes dans notre pays et en même temps montra que nombre d'éléments bourgeois avaient abandonné toute confiance en cet idéal démocratique et ces formes de gouvernement parlementaire auxquels ils avaient été si longtemps attachés. Les groupes du Centre se joignaient maintenant volontiers à ceux de la Droite pour proclamer la faillite du Parlement, la décrépitude des institutions républicaines, l'impuissance de la démocratie, les tares du suffrage universel et la tyrannie des partis; à l'imitation de certains voisins, trop complaisamment admirés et célébrés, ils affirmaient la nécessité d'un régime fort, d'une personnalité énergique à la tête de l'État, d'une dictature en un mot, seul moyen de redresser l'économie et de ramener la prospérité et l'ordre dans le pays, et seul moyen aussi, pensaient quelques-uns des plus exaltés, de mettre à la raison des masses ouvrières trop turbulentées et qui avaient grand besoin d'une leçon. Peut-être certains rêvaient-ils des lauriers de Thiers et de Galliffet? S'ils avaient eu un peu plus de clairvoyance et de sens critique, certains groupes communistes auraient évité de se joindre à ce tumulte, mais ils étaient aveuglés au point de confondre désordre fasciste et révolution prolétarienne et de croire que toute manifestation à caractère insurrectionnel devait nécessairement faciliter leur propagande.

Ce furent les masses syndicales qui, dans cette confusion et ce désordre nés des mots d'ordre les plus disparates et les plus vagues, défendirent le régime qu'elles avaient pourtant souvent critiqué et combattu, à bon droit. Elles n'en méconnaissaient ni les insuffisances, ni les tares, qu'elles avaient souvent dénoncées, elles ne s'illusionnaient pas sur la place que ce régime voulait bien leur concéder, ni sur l'ampleur des réformes qu'il prétendait vouloir effectuer, mais elles avaient moins de goût encore et de sympathie pour les

dictatures et les régimes totalitaires et leurs inévitables séquelles: le caporalisme, le travail forcé, les surveillances policières, le mouchardage généralisé, les emprisonnements et les déportations et c'est pourquoi elles entendaient défendre le climat de liberté relative dans lequel elles pouvaient vivre, s'organiser et agir pour préparer un avenir meilleur.

A l'émeute fasciste du 6 février 1934 sur la place de la Concorde et devant la *Chambre des Députés*, répondit le 12 février, la grève générale lancée et organisée par la C.G.T. et à laquelle s'associa la C.G.T.U. Le rapprochement des deux confédérations ouvrières, qui s'esquissait depuis plusieurs mois déjà, se doubla du rassemblement des partis démocratiques dans un *Front Populaire* et le 14 juillet 1935, les partis de gauche, momentanément réconciliés «*par-dessus toutes divergences*», prononcèrent en commun, devant la statue de Baudin (*), qui prenait valeur de symbole, le fameux serment pour le maintien et la défense des libertés démocratiques.

«Nous faisons le serment de rester unis pour défendre la Démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues, pour mettre nos libertés hors de l'atteinte du fascisme. Nous jurons, en cette journée qui fait revivre la première victoire de la République, de défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et au monde la grande paix humaine».

Cela débordait certes le programme ordinaire des syndicats et l'attitude apolitique de la *Charte d'Amiens*, mais les circonstances étaient exceptionnelles et le danger était réel et pressant. Le régime était incontestablement menacé et les assaillants n'en faisaient pas mystère, sans trop préciser d'ailleurs par quoi ils le remplaceraient, tandis que les pouvoirs publics étaient incertains et divisés et une partie des forces de police était gagnée. Au surplus, ce rassemblement des forces démocratiques n'était pas le fait des seuls ouvriers, car on y pouvait voir aussi des masses paysannes et des éléments bourgeois en assez grand nombre, mais il est bien certain cependant que les ouvriers y eurent large part et lui donnèrent ses caractères essentiels, en tout cas ils furent les bons artisans de la résistance aux forces de dictature, destructrices à leurs yeux de toute indépendance de pensée et de toute liberté.

La réunion constitutive des deux centrales syndicales se fit en 1935 et 1936 et ne put évidemment s'effectuer, pour l'une d'elles, que sur mot d'ordre ou tout au moins autorisation de Moscou. Les discussions préparatoires eurent lieu en septembre 1935 à Paris et le Congrès de réunification se tint à Toulouse en mars 1936. Les observateurs superficiels et les optimistes y virent la reconstitution de la vieille C.G.T., celle d'avant 1914, et ils crurent à la résurrection du vieil esprit syndicaliste, mais les témoins informés et les vieux militants n'étaient pas sans inquiétude et ne témoignaient que d'un enthousiasme relatif. Sans doute cette réunion de toutes les forces syndicales, éléments dynamiques de la classe ouvrière, constituait sur le plan politique un incontestable succès, mais il s'en fallait de beaucoup que l'action syndicale en fut toujours renforcée et facilitée ou qu'elle y gagnât toujours en clarté. Dans l'euphorie de la réunion de frères longtemps séparés, il y eut bien, après maints discours claironnants ou attendris, après force accolades symboliques et spectaculaires, quelques mois de collaboration paisible, des réconciliations apparentes, des allocutions et des adresses pleines de courtoisie, de cordialité et de bons sentiments, mais on s'aperçut bientôt que cette fusion n'en était pas une, qu'unite n'était pas union, qu'il y avait seulement juxtaposition de deux blocs qui n'avaient point même idéologie, ni mêmes méthodes d'action, qui n'obéissaient pas, en fait, aux mêmes chefs et qui plus d'une fois allaient se comporter en adversaires et même en ennemis, plutôt qu'en alliés ou en camarades de combat pour une même cause.

L'examen attentif des débats au Congrès de Toulouse est significatif à cet égard et nous aide à comprendre l'opposition des deux tendances, opposition momentanément voilée par opportunisme politique, mais qui n'allait pas tarder à se manifester de nouveau et à fausser, même à stériliser l'action syndicale.

Le préambule des nouveaux statuts spécifiait bien:

«Le mouvement syndical, à tous ses échelons, s'administre et décide de son action, dans l'indépendance absolue à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis politiques, des sectes philosophiques et autres groupements extérieurs. Il se réserve le droit de répondre favorablement ou négativement, aux appels qui lui seraient adressés par d'autres groupements en vue d'une action déterminée. Il se réserve également le droit de prendre l'initiative de ces collaborations momentanées, estimant que sa neutralité à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques comme les réformes en vigueur ou à conquérir.

Les Assemblées ou Congrès syndicaux statutaires sont seuls qualifiés pour prendre des décisions.

(*) Statue d'Alphonse BAUDIN, - député de l'Ain à l'Assemblée de 1849, mort le 2 décembre 1851 sur une barricade parisienne, - elle se trouva de 1900 à 1942 sur l'avenue Ledru-Rollin, là où il décéda. Cette statue fut fondue sous le régime pétainiste, et jamais reconstruite. (Note A.M.)

La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.

Les syndicats groupant des salariés de toutes opinions, aucun de leurs adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation des opinions qu'il professe en dehors de l'organisation syndicale.

La liberté d'opinion et le jeu de la démocratie, prévus et assurés par les principes fondamentaux du syndicalisme, ne sauraient tolérer, ni justifier, la constitution d'organismes agissant dans les syndicats comme fraction, dans le but d'influencer et de fausser le jeu normal de la démocratie dans leur sein».

On voit assez quelles précautions étaient prises pour éviter le retour des tendances fractionnelles de 1920 et 21 et les noyautes éventuels. Mais si l'accord, presque unanime, avait pu se faire à Toulouse sur ce préambule qui rappelait l'esprit de la *Charte d'Amiens*, les votes sur les statuts permirent de constater quelques divergences, germes de grosses difficultés pour l'avenir, notamment à propos de la structure syndicale, des incompatibilités de mandats et l'adhésion à une Centrale syndicale internationale. Ex-confédérés et ex-unitaires s'affrontèrent et discutèrent sans se convaincre et si les ex-confédérés firent triompher leurs points de vue, dans les trois cas une importante minorité représentant le tiers des suffrages se prononça pour la thèse unitaire. Cela montrait à la fois le rapport des forces en présence et le terrain probable des conflits à venir.

Pour la structure confédérale, les ex-confédérés se déclaraient en faveur du fédéralisme et d'une large autonomie, position traditionnelle du syndicalisme français, sur les autres points ils demandaient l'incompatibilité d'un mandat syndical avec tout mandat politique et ils préconisaient l'adhésion à la *Fédération Syndicale Internationale* (F.S.I.), la Seconde Internationale, qui avait son siège à Amsterdam et à laquelle ils appartenaient depuis 1913 (493).

Ces scrutins leur donnaient une victoire apparente. C'était, à la majorité des deux tiers, une nouvelle affirmation de l'indépendance du syndicalisme. Mais les anciens unitaires ne donnaient certainement pas à ce mot indépendance le même sens que les ex-confédérés, ils avaient, conformément aux indications de Moscou, consenti des concessions, mais plus apparentes que réelles et ils n'entendaient nullement, en entrant dans une C.G.T. reconstituée, renoncer à aucun de leurs principes, ce qu'on ne leur demandait d'ailleurs pas, mais non plus à aucun de leurs objectifs ou de leurs méthodes, ce qui était plus discutable. Ils comptaient sur leur dynamisme, leur dévouement à la cause communiste, leur discipline, pour amener la majorité à leurs vues, bien décidés par ailleurs à user de toutes les manœuvres pour arriver à noyauter l'organisation, le syndicalisme n'étant plus pour eux une fin, mais seulement un moyen (494).

L'orientation syndicale donna lieu à un débat passionné et révélateur des tendances, mais en fait sans conclusion précise puisqu'aucun vote n'intervint, mais là surtout ex-confédérés et ex-unitaires se retrouvaient opposés, non point sur le principe du soutien à accorder au *Rassemblement populaire*, soutien accepté unanimement, mais sur le programme qu'il convenait de lui présenter et sur les garanties nécessaires à obtenir. Fidèles à cet opportunisme qui les caractérisait alors, les ex-unitaires se montrèrent les moins exigeants, les plus conciliants à l'égard des autres groupes, pour ne les pas effaroucher, notamment à l'égard

(493) Voici le détail des votes.	- Structure:	- proposition des ex-confédérés, 5.700 voix;
		- proposition des ex-unitaires, 2.009 voix;
		- abstentions, 141 voix.
	- Incompatibilité:	- ex-confédérés, 5.508 voix;
		- ex-unitaires, 2.411 voix;
		- abstentions, 132 voix.
	- adhésion à F.S.I.:	- pour: 4.463 voix;
		- contre: 2.513 voix;
		- abstentions: 243 voix.

(494) On en peut juger par l'interprétation que le secrétaire général de l'Internationale communiste Pianitski donnait alors de l'indépendance syndicale: «*L'unité du mouvement syndical assure au parti communiste la possibilité d'exercer son influence sur des masses plus larges que ce n'est le cas actuellement. C'est pourquoi les camarades français ont agi avec juste raison en ne faisant pas dépendre la question de l'unité de la question de l'indépendance du mouvement syndical. Que signifie cette indépendance? Les communistes renoncent-ils à avoir des fractions communistes dans ces syndicats? Évidemment non... Les communistes français, voulant réellement faire un grand pas dans la direction de l'unité syndicale, ont accepté la formule de l'indépendance, mais cela ne veut nullement dire qu'ils renoncent dans la moindre mesure à la tâche d'influencer par tous les moyens, à travers leurs fractions, l'activité de ces syndicats uniques.*

du parti radical, dont on connaissait bien pourtant le conservatisme en matière sociale, et que le soutien de cet allié inattendu renforça dans son opposition à toute réforme de structure; en fait, les ex-unitaires acceptaient de mettre en veilleuse, les revendications propres aux travailleurs.

Le nouveau bureau confédéral devait comporter huit membres: 6 ex-confédérés et 2 ex-unitaires, à l'image des votes qui avaient été émis.
